



RAPPORT

ÉTUDE DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE DES INTERVENTIONS DU SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL POUR L'ANNÉE 2015

François Delorme
Dave Waterhouse





Auteurs

François Delorme

Dave Waterhouse

Conception graphique

Natacha Grenier

Révision linguistique

Nadia Morin

Photos

Photographie Cartier – Daniel Marchand, photographe
Sylvain Ryan

L'information contenue dans ce document est la propriété
du Centre de formation du Service de sécurité incendie de
Montréal et ne peut être utilisée, reproduite ou diffusée
sans sa permission écrite.

1^{re} édition

Dépôt légal – 2^e trimestre 2017

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

ISBN 978-2-7647-1582-6 (imprimé)

ISBN 978-2-7647-1583-3 (PDF)

© Service de sécurité incendie de Montréal, 2017

This report is also available in English under the title: *Analysis of
the Economic Impact of the Service de sécurité incendie de Montréal's
Interventions for year 2015.*

Ce rapport est également disponible en anglais sous le titre *Analysis
of the Economic Impact of the Service de sécurité incendie de Montréal's
Interventions for year 2015.*

Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les
femmes que les hommes.



RAPPORT

ÉTUDE DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE DES INTERVENTIONS DU SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL POUR L'ANNÉE 2015

François Delorme
Dave Waterhouse





REMERCIEMENTS

Ce projet a germé à l'automne 2014 lorsque M. Jacques Rousseau nous a fait part d'un article écrit par le capitaine Tim Kreis, qui traitait d'un modèle d'évaluation économique des activités du service d'incendie de Phoenix, en Arizona. Dès lors, nous avons eu le désir de l'appliquer à Montréal.

Notre plus grande reconnaissance va au directeur du Service de sécurité incendie de Montréal, M. François Massé, qui a adhéré dès le départ au projet en mettant à notre disposition les ressources nécessaires. Nous sommes éternellement reconnaissants aussi envers les membres de la direction et de l'état-major, qui nous ont soutenus sans relâche en se faisant les ambassadeurs du projet : MM. Sylvain Carrière, Richard Liebmann et Gordon Routley.

Nous remercions chaleureusement M. Jeff S. Case, du service d'incendie de Phoenix, et le professeur Anthony Evans, de la W.P. Carey School of Business de l'Université de l'Arizona. Leur grande générosité, leur appui inconditionnel et leur vision ont été déterminants dans l'avancement de la présente étude. Leur travail rigoureux sur le modèle originel fut le premier pas vers ce qui deviendra un nouveau standard dans l'appréciation du travail des services d'incendie. M. Case nous a également mis en contact avec M^{me} Amanda Kimball, de la National Fire Protection Association Research Foundation, qui a été d'un appui incroyable. Nous recommandons sa précieuse collaboration à quiconque voudrait se lancer dans une étude semblable.

Nous aimerions de plus souligner la contribution essentielle des entrepreneurs sinistrés de Montréal qui ont fourni les renseignements nécessaires à notre collecte de données ainsi que l'aide précieuse des membres du personnel administratif et professionnel du SIM : M^{mes} Nancy Fortin, Natacha Grenier, Caroline Guindon, Myriam Macameau, Nadia Morin et Angela Rivizzigno et M. Steve Girard. Nous ne pouvons non plus passer sous silence l'apport considérable des personnes qui ont travaillé de près sur le projet à l'Institut de la statistique du Québec, notamment M. Sébastien Gagnon, qui s'est chargé de la simulation du modèle intersectoriel du Québec et qui a été d'une aide inestimable dans la phase de modélisation du choc.

Enfin, à tous nos collaborateurs et à nos familles respectives, qui nous soutiennent et qui endossent une partie des sacrifices nécessaires : vous avez notre infinie reconnaissance, car il y a un peu de chacun de vous dans ce projet.

François Delorme
Dave Waterhouse

J'aimerais remercier de tout cœur M. François Delorme, pierre angulaire du projet. Son expertise pointue en économie et sa confiance dans le projet dès le départ a pleinement contribué à sa réalisation. Tout mon respect et toute ma gratitude à ce partenaire chevronné et profondément humain.

Je remercie aussi tout spécialement M. Rémi Perry, chef de division, tous mes collègues chefs aux opérations ainsi que tous les pompiers et officiers du SIM, qui servent impeccablement les citoyens de Montréal au quotidien et grâce à qui la présente étude portera ses fruits.

Dave

Je tiens à remercier personnellement Dave, l'étincelle sans laquelle ce projet ne se serait jamais concrétisé. Son enthousiasme et son engagement ont été pour moi un modèle hors pair de même qu'un soutien de tous les instants.

François





SOMMAIRE

L'objectif de l'étude présentée ici est d'estimer la valeur de ce qui a été préservé à la suite d'une intervention du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) plutôt que ce qui a été perdu. Pour ce faire, une analyse économique des activités opérationnelles du SIM a été effectuée en tenant compte de l'impact économique à valeur ajoutée de deux types d'intervention : 1) des incendies de bâtiments commerciaux où des emplois sont en jeu et 2) des urgences médicales préhospitalières pour des arrêts cardiorespiratoires (ACR). Cette étude a utilisé des données d'interventions de 2015 du SIM.

L'analyse présentée est une variante de l'étude effectuée par la W.P. Carey School of Business de l'Université de l'Arizona et du service d'incendie de Phoenix en Arizona, publiée le 2 février 2014, qui portait sur 42 incendies de bâtiments commerciaux ayant affecté 51 commerces. Cette étude a démontré que le produit intérieur brut (PIB) de l'État de l'Arizona a été préservé de 650 M\$ US (en dollars de 2012) et que 7 446 emplois ont été sauvés.

Pour la présente étude, sur les 271 interventions du SIM pour incendie de bâtiments commerciaux en 2015, 174 étaient admissibles à l'étude. La collecte de données effectuée auprès des commerçants concernés a engendré un taux de réponse de 63 %, pour un échantillon comprenant 110 interventions.

En ce qui a trait aux ACR, sur les 735 personnes ayant reçu des soins des pompiers premiers répondants du SIM en 2015, 43 ont survécu après leur hospitalisation, sans séquelles neurologiques incapacitantes, leur permettant de réintégrer la société de manière pleinement autonome. Ces 43 cas composent l'échantillon.

C'est le modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec qui a été retenu pour le calcul de l'impact final sur chaque secteur de l'économie du Québec en matière de production, d'emplois et de recettes fiscales des gouvernements. Ce modèle utilise un tableau entrées-sorties qui illustre les opérations interindustrielles, c'est-à-dire tous les achats effectués par une industrie auprès de toutes les autres industries d'une économie. De plus, les commerces concernés par l'étude ont été classés selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Ainsi, l'analyse a établi que la valeur économique préservée des 110 commerces sinistrés est de 1,55 G\$ tandis que 20 903 emplois ont été sauvegardés. Ceci représente une estimation prudente. La valeur économique des 43 personnes sauvées après un ACR, quant à elle, est estimée à 348 M\$ et elle est basée sur une valeur statistique d'une vie humaine moyenne de 8,1 M\$. La valeur préservée totale du SIM au Québec en 2015 est donc de 1,89 G\$ lorsqu'on additionne les deux montants.

En somme, on peut voir que le SIM a eu un effet direct sur le PIB total du Québec en 2015. En effet, n'eût été l'intervention du SIM, le PIB du Québec aurait été 0,5 % plus faible. Cette valeur générée de 1,89 G\$ vient démontrer que chaque dollar investi dans le SIM (son budget étant de 360,5 M\$ en 2015) a donné aux citoyens de l'agglomération de Montréal un retour sur investissement de 527,5 %.

Le présent rapport conclut donc que les activités du SIM ne peuvent plus être considérées comme une simple dépense, mais plutôt comme un investissement, générant un effet direct et stratégique sur l'activité économique du Québec.





TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux	>>>>	7
Liste des figures	>>>>	8
Liste des abréviations et des sigles	>>>>	9

Introduction 10

1 Impact macroéconomique de l'intervention du SIM lors d'incendies de bâtiments commerciaux en 2015 16

1.1 Collecte des données	>>>>	17
1.2 Méthodologie	>>>>	18
1.3 Modèle intersectoriel du Québec	>>>>	19
1.3.1 Tableau entrées-sorties	>>>>	20
1.4 Portée et limites du modèle	>>>>	23
1.5 Sommaire des résultats	>>>>	24
1.5.1 Ventilation de dépenses initiales et description des données de base de l'étude	>>>>	26
1.5.2 Ventilation de l'impact économique total	>>>>	27
1.5.3 Impact sur la valeur ajoutée et l'emploi	>>>>	29
1.5.4 Impact sur la valeur ajoutée, par secteur d'activité	>>>>	30
1.5.5 Impact sur les salaires et traitements et sur la main-d'œuvre salariée, par secteur d'activité	>>>>	31
1.5.6 Impact sur les revenus des gouvernements et sur les parafiscalités	>>>>	33
1.5.7 Impact sur les taxes indirectes des gouvernements du Québec et fédéral, par bien et service	>>>>	34
1.5.8 Impact sur les importations internationales et interprovinciales, par bien et service	>>>>	36

2 Valeur des vies humaines préservées grâce à l'intervention du SIM en 2015 40

2.1 Valeur d'une vie humaine : survol de la littérature	>>>>	41
2.2 Collecte des données	>>>>	42
2.3 Synthèse des estimations de la VSV	>>>>	44
2.4 Application aux vies sauvées par le SIM	>>>>	45
2.5 Limites de la méthodologie dans la présente étude	>>>>	45

Conclusion 46

Annexes 50

A Liens de la présente étude avec les travaux antérieurs du CIRANO	>>>>	50
B Modélisation du choc	>>>>	54
C Tableaux de résultats	>>>>	56
D Rapport de statistique Utstein modifié	>>>>	100
E Glossaire	>>>>	102
F Données incorporées au modèle	>>>>	110





LISTE DES TABLEAUX

- 1** Impact sur les variables de production et les importations
- 2** Impact sur les revenus des gouvernements et les parafiscalités
- 3** Ventilation de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015
- 4** Ventilation de l'impact économique total de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, en années-personnes
- 4A** Ventilation de l'impact économique total de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, en pourcentage
- 5** Impact économique sur l'emploi et la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015
- 6** Impact économique sur la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur d'activité
- 7** Ventilation de l'impact sur la main-d'œuvre et les salaires et traitements de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur d'activité
- 8** Impact économique sur les revenus des gouvernements et les parafiscalités de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015
- 9** Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par bien et service
- 10** Impact sur les importations internationales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par bien et service
- 11** Impact sur les importations interprovinciales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par bien et service
- 12** VSV calculée dans différentes études
- 13** Valeur financière des vies sauvées par le SIM en 2015, en M\$
- B1** Modélisation du choc
- C1** Ventilation de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015
- C2** Impact économique pour le Québec de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015
- C3** Ventilation de l'impact sur la main-d'œuvre, la rémunération et la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur
- C4** Ventilation de l'impact sur les importations de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par bien et service
- C5** Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes et les autres productions de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par bien et service
- C6** Ventilation de l'impact sur la main-d'œuvre salariée, la rémunération et la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur
- C7** Ventilation de l'impact sur les autres travailleurs et le revenu mixte brut de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur
- C8** Ventilation de l'impact sur les autres revenus bruts et la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur
- C9** Ventilation de l'impact sur les salaires, la fiscalité et la parafiscalité de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur
- C10** Impact sur les importations internationales et interprovinciales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par bien et service
- C11** Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes québécoises et fédérales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par bien et service
- C12** Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes québécoises et fédérales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur
- F1** Données incorporées au modèle





LISTE DES FIGURES

- 1** Ventilation en pourcentage de l'impact économique sur la valeur ajoutée, par secteur d'activité
- 2** Ventilation en pourcentage de l'impact économique sur la main-d'oeuvre, par secteur d'activité
- 3** Ventilation en pourcentage de l'impact économique sur les taxes indirectes, par bien et service
- 4** Ventilation en pourcentage de l'impact sur les importations internationales, par bien et service
- 5** Ventilation en pourcentage de l'impact économique sur les importations interprovinciales, par bien et service





LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

ACA	analyse coût-avantage
ACR	arrêt cardiorespiratoire
AE	assurance-emploi
CIRANO	Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations
CNESST	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
FSS	Fonds des services de santé
G\$	milliards de dollars
ISQ	Institut de la statistique du Québec
k\$	milliers de dollars
M\$	millions de dollars
MISQ	modèle intersectoriel du Québec
OC	officier commandant les opérations
PIB	produit intérieur brut
PR	premier répondant
REMI	Regional Economic Model, Inc.
RQAP	Régime québécois d'assurance parentale
RRQ	Régime de rentes du Québec
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord
SIM	Service de sécurité incendie de Montréal
SSDO	sous-système des données opérationnelles du SIM
TPS	taxe sur les produits et services
TVQ	taxe de vente du Québec
VSV	valeur statistique d'une vie humaine



INTRODUCTION



Depuis longtemps, partout au monde, les services d'incendie ont été considérés comme une dépense nécessaire, une « police d'assurance obligatoire » que la collectivité doit s'offrir pour protéger les vies, les biens et l'environnement. De plus en plus toutefois, les instances dirigeantes demandent aux services d'incendie de justifier leur budget dans une perspective d'optimisation globale des organisations. Le défi est alors, non seulement de demeurer efficient dans un contexte de réduction des ressources, mais de motiver ses besoins opérationnels de manière systématique et claire.

Les indicateurs de performance des services d'incendie se sont diversifiés, mais tous ont encore comme dénominateur commun de réduire les pertes de vies humaines et matérielles. Sans écarter ces indicateurs, liés à la mission première des services d'incendie, l'étude présentée ici porte plutôt sur la valeur économique de l'intervention des pompiers, donc de ce qu'elle permet de préserver. Cette étude change ainsi de manière radicale le paradigme de perception et d'analyse des services d'incendie.

De la même manière, chaque fois qu'ils éteignent un incendie ou qu'ils réaniment une personne, les pompiers ont le sentiment d'avoir un impact social et financier en estimant tout ce qu'ils ont pu sauvegarder. Les citoyens ont aussi cette perception. Il est donc aisé de concevoir qu'une intervention réussie des pompiers a une valeur économique et humaine.

Notre étude s'attarde à deux types d'intervention, les incendies de bâtiments commerciaux où des emplois étaient en jeu et les interventions de pompiers premiers répondants (PR) auprès de victimes d'un arrêt cardiorespiratoire, ce, à travers les questions suivantes : Quelle proportion du chiffre d'affaires des entreprises touchées a été préservée grâce à l'intervention des pompiers ? Et combien d'emplois ont pu être préservés ? Quel est l'impact économique de l'intervention rapide et efficace des PR auprès d'une personne en arrêt cardiorespiratoire ?

Objectif de l'étude

La présente étude vise à évaluer, sur une période de douze mois, soit l'année 2015, l'impact économique des interventions réussies du SIM lors d'incendies de bâtiments commerciaux où des emplois étaient en jeu et lors d'urgences médicales préhospitalières pour arrêt cardiorespiratoire. Pour les incendies de bâtiments commerciaux, cette évaluation se concentre exclusivement sur toute organisation commerciale ayant pu perdre temporairement sa capacité de production ou d'exploitation sans l'intervention du SIM.





Montréal en chiffres

Depuis sa création il y a un peu plus de 150 ans, le Service de sécurité incendie de Montréal s'est traditionnellement engagé à fournir un service du plus haut niveau aux citoyens. Sa mission est la suivante : « À tout moment, nous œuvrons à rendre l'agglomération de Montréal plus sécuritaire en protégeant les vies, les biens et l'environnement. L'atteinte de cette mission se réalise en intervenant lors de tous types d'urgences, incluant les urgences médicales, les incendies et les mesures d'urgence, et en poursuivant nos actions en prévention, en éducation et en sécurité civile.¹ »

Doté d'un budget annuel de 360 547 000 \$ en 2015, le SIM compte 2 807 pompiers et 67 casernes et assure la protection de quelque 1 900 000 habitants sur un territoire de 483 km². En 2015, le SIM a effectué 127 050 interventions. De ce nombre, 81 143 étaient des interventions PR, ce qui représente 63,9 % des interventions au total.

Notons que le territoire de Montréal compte à lui seul pour 34,9 % du PIB total de la province de Québec en 2015. C'est pourquoi il peut être extrêmement utile d'estimer l'impact des interventions du SIM sur l'économie québécoise.

Études antérieures

À notre connaissance, le service d'incendie de Phoenix, en Arizona, fut le premier à mener une étude sur l'impact économique d'un service d'incendie². Celle-ci a mis en lumière l'impact positif de l'intervention des pompiers sur le PIB du comté de Maricopa lors d'incendies de bâtiments commerciaux et industriels. Notre étude s'appuie largement sur la méthodologie de l'étude de Phoenix.

1 VILLE DE MONTRÉAL. *Mission, vision et valeurs*, [En ligne], [ville.montreal.qc.ca/sim/mission-vision-et-valeurs] (Consulté le 22 mars 2017).

2 EVANS, Anthony (2014). *The Economic Impact of Successful Commercial Fire Interventions – Phoenix Fire Department*, June 1, 2012 – May 31, 2013, Tempe, L. William Seidman Research Institute, W. P. Carey School of Business, Arizona State University, 19 p.





Les huit points suivants, tirés du sommaire du rapport de l'étude de Phoenix , résument bien celle-ci :

1. L'étude utilise le modèle économétrique REMI³, calibré spécifiquement pour l'État de l'Arizona afin d'estimer l'impact économique de 42 interventions réussies, effectuées entre le 1^{er} juin 2012 et le 31 mai 2013, pour des incendies de bâtiment commerciaux qui ont affecté 51 commerces et entreprises.
2. On estime que 6 951 emplois non reliés à l'agriculture auraient pu être perdus dans l'État de l'Arizona sur une année, n'eût été l'intervention fructueuse des pompiers de Phoenix lors de ces 42 incendies.
3. Si les secteurs d'emplois liés au gouvernement et à l'agriculture étaient inclus dans l'analyse, c'est plutôt 7 446 emplois qui auraient été perdus pour l'Arizona sur un an.
4. Sans des interventions réussies des pompiers, le comté de Maricopa aurait souffert de la plus grosse perte d'emplois, soit 3 023 emplois à temps plein.
5. Sans ces interventions réussies, le PIB de l'État de l'Arizona aurait donc diminué d'environ 650 M\$ (de 2012), ce qui représente une chute de 0,2 %⁴. Le revenu réel disponible par personne aurait diminué de 295,6 M\$ (de 2012), soit une chute de 0,1 %⁵.
6. De la même manière, les revenus fonciers et fiscaux de l'État de l'Arizona auraient diminué d'environ 35 M\$ (de 2012) si les 42 incendies de bâtiments commerciaux n'avaient pas été éteints.
7. On peut donc conclure que le service d'incendie de Phoenix a exercé un impact significatif sur l'économie locale, tant pour l'État de l'Arizona que pour les comtés, au cours des 12 mois étudiés, sur la base exclusive d'incendies de bâtiment commerciaux.
8. Les interventions réussies sur des bâtiments commerciaux comptent pour environ 3 % des interventions annuelles du service d'incendie de Phoenix. Les résultats de l'étude représentent donc une estimation prudente de l'impact économique annuel total des activités du service d'incendie pour le comté de Maricopa et pour l'État de l'Arizona.

Par ailleurs, trois études commandées par le SIM et réalisées par le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO)⁶ ont été considérées dans notre analyse.

3 REGIONAL ECONOMIC MODEL. INC. *The REMI model*, [En ligne], [www.remi.com/the-remi-model] (Consulté le 22 mars 2017).

4 Variation en pourcentage calculée à partir des données du U. S. Bureau of Economic Analysis pour l'année 2012.

5 Variation en pourcentage calculée à partir des données du U. S. Bureau of Economic Analysis pour l'année 2012.

6 « Le CIRANO regroupe plus de 230 professeurs-chercheurs œuvrant dans différentes disciplines telles que l'économie, la finance, la gestion, les systèmes d'information, l'informatique et la recherche opérationnelle, la psychologie, la sociologie, les sciences politiques, le droit, l'histoire et la médecine. Ces chercheurs appartiennent à huit institutions universitaires du Québec et à une dizaine d'institutions de l'extérieur, canadiennes, américaines et européennes. Reconnus internationalement, [...] plus de vingt d'entre eux sont titulaires d'une chaire de recherche. » (tiré de CIRANO. *CIRANO en bref. Qui sommes-nous?*, [En ligne], [www.cirano.qc.ca/fr/a-propos/cirano] (Consulté le 22 mars 2017)).





La première étude a été publiée en novembre 2004. Son mandat et sa proposition étaient les suivants :

[...] effectuer une étude exploratoire concernant l'analyse économique des activités du Service de sécurité incendie de Montréal. Les recherches en cours montrent que l'existence d'un service de sécurité incendie présente des potentialités considérables (en termes d'efficacité et d'impacts). Le projet de recherche du CIRANO regroupe donc l'ensemble des éléments nécessaires pour permettre de bien structurer une réflexion future concernant (1) la justification de certains investissements et le partage des coûts associés ; (2) les décisions publiques d'allocation des ressources pour les services d'incendie ; (3) l'évaluation de la pertinence de mettre en place des partenariats (par exemple avec les assureurs ou avec d'autres intervenants en mesures d'urgence). Pour conclure, ce rapport propose un examen sommaire des principales options de financement à la disposition du SSIM, à partir d'une réflexion économique et de la réalité vécue dans d'autres juridictions, superposées à l'analyse coûts-bénéfices développée dans les chapitres précédents.⁷

La deuxième étude a été publiée en janvier 2004 et servait à évaluer l'impact de l'implantation du service de premiers répondants sur le nouveau territoire du SIM, nouvellement constitué après les fusions municipales et comprenant toute l'agglomération de Montréal. Son mandat et sa proposition étaient les suivants :

[...] effectuer une étude exploratoire des coûts et des bénéfices économiques (notamment la réduction des coûts sociaux de santé) des services de premiers répondants. Les recherches en cours montrent que l'existence d'un service de premier répondant présente des potentialités considérables (en termes d'efficacité et d'impacts), même si souvent des problèmes relatifs à l'organisation et au financement ne manquent pas de se manifester. Le projet de recherche du CIRANO regroupe donc l'ensemble des éléments nécessaires pour permettre de bien structurer la réflexion concernant la mise en place d'un service de premiers répondants au sein du service incendie de la ville de Montréal ainsi qu'à évaluer sa rentabilité (ses enjeux pour la collectivité). Toutefois, les premiers répondants sont l'un des maillons de la chaîne d'intervention des services préhospitaliers d'urgence et l'évaluation des impacts doit tenir compte de l'ensemble de cette chaîne. Pour conclure, ce rapport propose un examen sommaire des principales options de financement à la disposition du SSIM, à partir d'une réflexion économique et de la réalité vécue dans d'autres juridictions, superposées à l'analyse coûts-bénéfices développées dans les chapitres précédents.⁸

La troisième étude est en réalité une mise à jour de la précédente et a été publiée en février 2017, avec le mandat suivant :

En septembre 2015, après plusieurs années de fonctionnement du service, la Ville de Montréal a confié le mandat au CIRANO de réaliser une évaluation économique a posteriori du service de premiers répondants. Les objectifs de l'étude sont nombreux : évaluer l'impact réel du service sur la mortalité et la morbidité ainsi que sur le bien-être des victimes, attribuer une valeur économique à ces bénéfices, évaluer les coûts du service de premiers répondants et finalement estimer la valeur que les Montréalais accordent à l'existence du service de premiers répondants. La présente étude procède donc à une évaluation économique du service et propose également des éléments d'analyse complémentaires à prendre en compte dans l'évaluation économique relativement à l'organisation et à l'efficacité des services offerts.⁹

7 DE MARCELLIS-WARIN Nathalie, Ingrid PEIGNIER, et David BOISCLAIR (2004). *Analyse économique des activités du Service de sécurité incendie de Montréal : une étude exploratoire*, n° 2004RP-22, Montréal, CIRANO, 165 p.

8 DE MARCELLIS-WARIN Nathalie, Ingrid PEIGNIER, et David BOISCLAIR (2004). *Évaluation économique de l'implantation du service de premiers répondants au sein du Service de sécurité incendie de Montréal*, n° 2004RP-02, Montréal, CIRANO, 185 p.

9 DE MARCELLIS-WARIN Nathalie, François VAILLANCOURT, Ingrid PEIGNIER, Brigitte BOUCHARD-MILORD, et Alain VAILLANCOURT (2017). *Évaluation économique du service de premiers répondants sur le territoire de l'agglomération de Montréal*, Montréal, CIRANO, 142 p.





L'annexe A du présent rapport vient nuancer la portée, les objectifs et la méthodologie des études du CIRANO, plus spécifiquement celle de février 2017, en détaillant les différences et la complémentarité entre ces analyses et la nôtre.

Notre étude jette les bases d'une analyse globale de l'impact économique du travail des services d'incendie. Cet impact a une valeur quantifiable, que nous avons pu mesurer selon une méthodologie scientifique éprouvée, en mettant en lumière les corollaires qu'ont le temps de réponse, c'est-à-dire le délai d'arrivée du service d'incendie sur les lieux d'une intervention, et la force de frappe déployée par les pompiers dès leur arrivée. Ces deux éléments, lorsqu'ils sont efficaces, créent une synergie qui contribue, selon le type d'intervention, à réduire les pertes matérielles ou à augmenter le taux de survie des victimes d'ACR, donnant ainsi une valeur économique aux activités d'intervention.

Dans ce rapport, nous nous pencherons, dans la première partie, sur l'impact macroéconomique des interventions du SIM par rapport aux incendies de bâtiments commerciaux où des emplois étaient en jeu sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour l'année 2015, tandis que dans la seconde partie, nous examinerons la valeur des vies humaines sauvées grâce à l'intervention des pompiers premiers répondants sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour l'année 2015.





IMPACT MACROÉCONOMIQUE DE L'INTERVENTION DU SIM LORS D'INCENDIES DE BÂTIMENTS COMMERCIAUX EN 2015



1.1 Collecte des données

La première démarche a été d'échanger avec un coauteur de l'étude de Phoenix, M. Anthony Evans, de la W.P. Carey School of Business de l'Université de l'Arizona, sur la méthodologie employée pour l'étude et sur le modèle REMI. Le but était de voir comment nous pouvions développer une méthodologie qui tienne compte des particularités fiscales canadiennes et québécoises tout en demeurant cohérente avec l'étude de Phoenix.

Ensuite, c'est avec l'aide de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) que nous avons choisi la stratégie à adopter, toujours dans un souci de demeurer cohérents avec l'objectif et la méthodologie utilisés à Phoenix. Nous avons retenu d'emblée le modèle intersectoriel du Québec (MISQ). Celui-ci est détaillé au point 1.3.

La prochaine étape a consisté à extraire du sous-système des données opérationnelles du SIM (SSDO), sous forme de tableau, les données concernant tous les incendies de bâtiments commerciaux de l'année 2015. Cette banque de données interne compile des informations sur chaque intervention, fournies par l'officier commandant les opérations (OC) dans un rapport d'intervention, qui contient des données sur la durée de l'intervention, les propriétaires, l'évaluation municipale et l'évaluation des dommages subis ainsi qu'une narration décrivant notamment les faits, les probabilités, les ressources, les objectifs et les priorités de l'intervention en plus des stratégies et tactiques utilisées.

Les informations suivantes ont ainsi été dégagées : date de l'intervention, numéro d'appel SIM, nature de l'appel, adresse, code d'intervention, évaluation du bâtiment, évaluation des biens intérieurs du bâtiment, évaluation totale du bâtiment et des biens intérieurs, dommages liés au bâtiment et aux biens intérieurs, dommages extérieurs au bâtiment et montant estimé des dommages au bâtiment par l'OC.

À partir de là, nous avons fait ressortir pour les besoins de notre étude les interventions sur des bâtiments commerciaux où des emplois étaient en jeu. Au total, 271 interventions ont été recensées pour 2015. Puis, pour chacune d'elles, des informations plus précises ont été collectées : affectation du bâtiment¹⁰, endroit dans le bâtiment où a lieu le sinistre et détail des dommages que le sinistre a provoqués au bâtiment, à l'extérieur de celui-ci et à son contenu.

Pour certaines adresses abritant plusieurs commerces, un travail a dû être fait pour bien identifier les propriétaires du bâtiment et les propriétaires des commerces sinistrés¹¹.

¹⁰ Certains bâtiments peuvent avoir plusieurs affectations. Par exemple, un immeuble en copropriété avec des commerces au rez-de-chaussée a deux affectations.

¹¹ Par exemple, un centre commercial, où le propriétaire loue ses locaux à des commerçants. Parfois, les propriétaires sont des sociétés à numéro, ce qui ajoute à la difficulté du travail d'identification.





Des 271 interventions admissibles à l'étude, 97 ont été rejetées pour les raisons suivantes :

- a. Pas d'intervention des pompiers à leur arrivée sur les lieux (par ex. : feu déjà éteint).
- b. Légère intervention des pompiers, sans dommages matériels importants (par ex. : feu dans une poubelle à l'extérieur du bâtiment).
- c. Fermeture du commerce après l'incendie (perte totale).
- d. Commerce vacant ou en rénovation lors de l'incendie.
- e. Propriétaire impossible à joindre (par ex. : société à numéro).
- f. Refus du propriétaire de fournir les informations nécessaires.
- g. Données d'intervention manquantes, erronées ou incohérentes.
- h. Affectation écartée de l'analyse (c.-à-d. tous les bâtiments publics : école, centre de la petite enfance, hôpital, édifice municipal ou gouvernemental, etc.), car la méthode d'évaluation de l'impact économique des emplois liés à ce secteur est différente.

Les dernières démarches de collecte de données pour les incendies de bâtiments commerciaux nous ont transportés au cœur de la communauté d'affaires de Montréal, car le dernier élément à ajouter au tableau était le chiffre d'affaires brut des commerces sinistrés pour 2015. Discuter un à un avec les entrepreneurs nous a permis de constater à quel point l'intervention et le professionnalisme des pompiers sont appréciés. Cette satisfaction s'est notamment révélée par le taux de réponse très élevé de 63 %. Sur les 174 interventions sélectionnées à l'étape précédente, 110 (63 % des 174) ont donc finalement été retenues.

1.2 Méthodologie¹²

Comme nous l'avons mentionné, nous voulions développer une méthodologie inspirée de celle de l'étude de Phoenix, tout en tenant compte des particularités fiscales canadiennes et québécoises. De plus, notre objectif sous-entendu était d'offrir, comme l'a voulu également l'étude de Phoenix, une méthodologie qui puisse être facilement reproduite et appliquée le plus simplement et au moindre coût possible par tout service d'incendie selon sa réalité.

Cette étude a été réalisée à l'aide du modèle intersectoriel du Québec (MISQ) de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Le MISQ se base sur les tableaux entrées-sorties du Québec pour simuler l'effet de certains changements relatifs à l'économie.

¹² Nos points de départ pour l'élaboration de la méthodologie : MILLER R. E., et P. D. Blair (2011). *Input-Output Analysis: Foundations and Extensions*, Cambridge, Cambridge University Press, 784 pages, et INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Études d'impact économique*, [En ligne], [www.stat.gouv.qc.ca/produits-services/etudes-impact-economique.html] (Consulté le 28 mars 2017).





Mentionnons que chacune des 110 interventions retenues a été classifiée individuellement dans le tableau entrées-sorties selon les codes SCIAN appropriés. L'annexe F du présent rapport détaille les données incorporées au modèle.

1.3 Modèle intersectoriel du Québec

Le MISQ¹³ est un instrument qui permet de simuler et de traduire, en termes économiques, les effets de certains changements réels, anticipés ou hypothétiques relatifs à l'économie du Québec. Ces changements peuvent être constitués de divers projets impliquant des dépenses, soit d'investissement, de fonctionnement ou de consommation courante. Il existe une multitude de modèles intersectoriels dans le monde, chacun reflétant le système fiscal qu'il représente. Pour calculer l'impact économique d'un projet, des tableaux entrées-sorties sont utilisés afin de suivre la trace d'une dépense quelconque dans le système économique.

Le MISQ peut estimer, entre autres, la valeur ajoutée, l'emploi et les importations nécessaires pour répondre à un choc de demande sur l'économie du Québec. Il peut également classer les effets dans la chaîne de production selon qu'ils se retrouvent dans le secteur directement simulé (effets directs) ou chez les fournisseurs de ce dernier (effets indirects). À partir de différents types de dépenses, aussi appelés chocs, le modèle évalue l'impact sur la main-d'œuvre, la valeur ajoutée, les importations et les autres productions. Il permet aussi d'estimer les revenus des gouvernements sous forme d'impôt et de taxes et les parafiscalités payées par les travailleurs salariés.

Le MISQ permet non seulement d'estimer ces impacts, mais aussi de classer ces derniers en effets directs et indirects. Ainsi, les résultats du modèle permettent d'apprécier l'impact du choc de dépenses tant dans le secteur directement touché que dans les secteurs fournisseurs de ce dernier. Une des grandes utilités du MISQ est justement cette capacité à ventiler l'impact du choc initial entre les secteurs sollicités directement par la demande et ceux dont les contributions sont indirectes.

Les projets simulés à l'aide du modèle impliquent des déboursés ayant un impact sur l'économie en matière de production, de revenus, d'emplois ou d'importations. Le modèle permet de mesurer ces effets et de les classer selon que ceux-ci apparaissent dans les secteurs immédiatement touchés par les dépenses initiales (effets directs) ou selon qu'ils ont lieu dans les industries qui fournissent aux entreprises d'insertion (effets indirects).

13 INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Le modèle intersectoriel, fonctionnement et applications*, Édition 2016, [En ligne], [\[www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-production/modele-intersectoriel.pdf\]](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-production/modele-intersectoriel.pdf), p. 25 (Consulté le 22 mars 2017).



En termes plus techniques, le modèle calcule les effets directs, indirects et totaux d'une variation exogène¹⁴ de dépenses finales ou d'un accroissement donné de la production d'une industrie. Les effets ou impacts économiques sont calculés sur la main-d'œuvre, sur la valeur ajoutée au coût des facteurs (les salaires et traitements avant impôt, le revenu net des entreprises individuelles et les autres revenus bruts avant impôt), sur les importations et sur certaines recettes fiscales et parafiscales.

Le modèle se veut d'abord un instrument d'analyse économique permettant d'évaluer les effets de changements touchant l'économie québécoise. C'est un modèle basé sur la structure des relations entre industries. À cet effet, il fait intervenir de façon systématique les informations détaillées sur les structures de dépenses des secteurs économiques et sur les données de répartition intersectorielles de la demande.

1.3.1 Tableau entrées-sorties

Les données de référence du MISQ sont actuellement celles du tableau entrées-sorties pour le Québec de l'année 2012, produit par Statistique Canada, ajustées pour tenir compte de la réalité économique de 2015. En voici une explication :

[...] les tableaux entrées-sorties constituent la base sur laquelle repose le modèle intersectoriel du Québec. Ces tableaux sont une représentation comptable du système de production de l'économie québécoise. Ils permettent de retracer les interrelations qui sous-tendent les échanges de biens et services entre les différents secteurs d'activité de l'économie québécoise de même qu'avec l'étranger. La structure de base rectangulaire des tableaux permet de voir, d'un côté, la production et l'utilisation intermédiaire de plusieurs biens et services dans chacun des secteurs productifs représentant les industries primaires, secondaires et tertiaires et, de l'autre côté, le détail des différents secteurs de la demande finale tels que les ménages, les formations brutes de capital fixe et les différents paliers de gouvernement. [...] Pour faciliter leur équilibrage, les tableaux entrées-sorties sont évalués aux prix à la production, qui correspondent aux prix de vente à la sortie de l'usine. Dans le cas d'une entreprise domestique, ce sont donc les prix de vente nets de toutes taxes et des différentes marges du modèle. Dans le cas des importations, les prix à la production correspondent à la valeur (incluant les assurances et le fret) à la frontière du Québec excluant taxes et marges, mais incluant les droits sur les importations. Le modèle utilise sept types de marges pour convertir les estimations aux prix à la production en évaluation aux prix du marché. Ce sont les marges de taxes, de gros, de détail, de transport, d'entreposage, de gaz et de pipeline. Prenons le cas d'une chaise dont le prix à la production est de 20 \$. On y ajoute la marge de transport de 2 \$, les taxes de 3 \$ et la marge de commerce de détail de 1 \$. La chaise est ainsi évaluée à 26 \$ aux prix à la consommation.¹⁵

14 Le terme « variation exogène » est utilisé par les économistes pour désigner une variation indépendante ou provoquée dans le système économique. Les variations exogènes se distinguent des variations dites induites par d'autres variables internes dans l'économie, telles que les variations induites de consommation entraînées par une hausse du revenu global.

15 INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Le modèle intersectoriel, fonctionnement et applications*, Édition 2016, [En ligne], [\[www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-production/modele-intersectoriel.pdf\]](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-production/modele-intersectoriel.pdf), p. 15 (Consulté le 22 mars 2017).



Dans ce tableau, les industries sont classées selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)¹⁶. Par ailleurs, on y retrouve les secteurs non commerciaux et la valeur ajoutée aux prix de base.

Les données du modèle sont mises à jour de façon continue par l'ISQ. Ainsi, le modèle permet de calculer des effets économiques à l'aide de paramètres largement mis à jour pour l'année en cours.

Le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord est unique en son genre, du fait qu'il repose sur un seul et même cadre conceptuel. Les unités économiques qui utilisent des processus de production similaires sont rangées dans la même classe, les classes étant délimitées dans la plus large mesure possible en fonction des différences dans les processus de production. Le concept économique d'offre, ou de production, a été retenu pour le SCIAN, parce qu'un système de classification des industries est le cadre à l'intérieur duquel se font la collecte et la publication de renseignements sur les intrants et les extrants, à des fins statistiques qui exigent que les intrants et les extrants soient utilisés de façon conjointe et classifiés de façon cohérente. La mesure de la productivité, des coûts unitaires de main-d'œuvre et de l'intensité de la production en capital, l'estimation du rapport emploi production, l'établissement de tableaux d'entrées-sorties et l'analyse des rapports de production dans l'économie sont autant d'exemples de ce genre d'applications statistiques. Le concept de classification du SCIAN permet la production de données qui facilitent de telles analyses.

Lors de la conception du SCIAN, une attention particulière a été portée à l'élaboration d'une classification axée sur la production pour : a) les industries nouvelles ou émergentes, b) le secteur des services en général, et c) les industries des technologies de pointe. C'est la raison pour laquelle le SCIAN présente les particularités décrites plus loin et c'est aussi l'origine de bon nombre des différences entre la structure du SCIAN et celle des classifications des activités économiques utilisées ailleurs. Le SCIAN permet une meilleure comparaison entre les industries des trois partenaires commerciaux de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et est davantage compatible avec le niveau à deux chiffres de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI, Rév. 4) des Nations Unies. Dans le SCIAN, l'économie se divise en vingt secteurs. Les industries de ces secteurs sont regroupées selon le critère de la production. Même si la distinction entre les biens et les services n'est pas explicite dans la structure du SCIAN, quatre secteurs sont essentiellement producteurs de biens et seize sont constitués entièrement d'industries productrices de services.¹⁷

L'évaluation de l'impact économique d'un projet exige d'abord de traduire les informations le concernant en dépenses additionnelles détaillées qui seront injectées dans l'économie tout en précisant le ou les secteurs responsables de ces dépenses. Dans le cas présent, ce sont les dépenses préservées qui nous concernent.

Les dépenses doivent également être ventilées selon les différentes catégories de transactions du modèle, c'est-à-dire en catégories d'achats de biens et services et en rémunération. Plus cette désagrégation est complète et plus elle reflète adéquatement les dépenses associées au projet étudié, plus les résultats de la simulation seront fiables. Le détail de l'information pris en compte par le logiciel de simulation fera en sorte que la

16 STATISTIQUE CANADA. *Le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2012*, [En ligne], [\[www.statcan.gc.ca/fra/sujets/norme/scian/2012/index\]](http://www.statcan.gc.ca/fra/sujets/norme/scian/2012/index) (Consulté le 22 mars 2017).

17 STATISTIQUE CANADA. *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2012*, [En ligne], [\[www.statcan.gc.ca/pub/12-501-x/12-501-x2012001-fra.pdf\]](http://www.statcan.gc.ca/pub/12-501-x/12-501-x2012001-fra.pdf), p. 5 (Consulté le 22 mars 2017).



mesure de l'impact économique donnera des résultats différents selon le secteur spécifié ou les catégories de biens et services sur lesquelles porteront les dépenses.

Le modèle évalue donc l'impact d'un choc sur l'équilibre comptable (qui correspond à l'augmentation ou à la préservation de dépenses initiales, dites autonomes, ou exogènes) sur diverses variables économiques en le distribuant parmi les secteurs de production selon le processus connu sous le nom de « propagation de la demande ». Ce processus s'accomplit par divers cycles, ou itérations, de transactions entre les agents économiques, chacun des cycles constitué de dépenses pour certains agents, qui sont des revenus pour d'autres.

Le modèle tient compte du fait que la dépense autonome provenant d'un secteur de la demande finale peut se subdiviser, dès le départ, en achats directs de facteurs primaires productifs, comme l'embauche de main-d'œuvre, ainsi qu'en achats de biens et services auprès d'autres entreprises. Les achats et l'utilisation de facteurs de production primaires (main-d'œuvre, capital, etc.) par un secteur représentent pour lui une valeur ajoutée, ou production interne. Ainsi, les achats directs de main-d'œuvre par un secteur institutionnel (ménages, gouvernements, etc.) donnent lieu à une production, ou « valeur ajoutée », interne au secteur institutionnel lui-même : ce dernier produit alors pour son propre compte et vend en quelque sorte sa production à lui-même. Par ailleurs, les achats de biens et services effectués auprès des autres entreprises donnent lieu à des productions, ou « valeurs ajoutées », dans les diverses branches industrielles de production.

En tenant compte des multiples cycles de dépenses et de revenus entre les agents économiques, le modèle calcule, sur la base des relations intersectorielles du tableau économique, comment l'augmentation des dépenses autonomes totales, ou « choc », sera répartie, en fin de compte, selon trois grandes variables :

1. La valeur ajoutée, ou accroissement de la production intérieure québécoise
2. Les recettes en taxes indirectes moins les subventions (cet élément permettant d'évaluer la production intérieure ou valeur ajoutée au prix du marché)
3. Les importations (il s'agit du contenu des demandes en biens et services comblé par des approvisionnements extérieurs)

Ce choc a été modélisé pour tenir compte du fait qu'il est fortement improbable que tous les incendies de bâtiment mènent toujours à une perte totale, affectant le chiffre d'affaires pour une année entière. Une table de modélisation, présentée à l'annexe B, a donc été créée, selon une règle d'élasticité simple. Une association théorique a été effectuée entre le pourcentage de pertes matérielles totales du bâtiment sinistré et le pourcentage du chiffre d'affaires de l'entreprise pour une année entière. Cela rend l'évaluation des pertes de l'étude actuelle plus réelle.





1.4 Portée et limites du modèle

Le MISQ est une représentation simplifiée du fonctionnement de l'économie québécoise. Il met l'accent sur les relations d'échange observées au cours d'une année donnée entre les différents secteurs. Bien que d'une structure très complexe, le modèle ne peut tenir compte de tous les phénomènes. Il repose donc sur des hypothèses, qui doivent être connues afin que l'on puisse l'utiliser et interpréter ses résultats correctement.

Voici les principales hypothèses retenues dans le cadre de cette étude lors du processus de modélisation :

- a. Le modèle suppose que les industries ont la capacité d'atteindre la production exigée par la demande supplémentaire de biens et services. Les secteurs n'ont pas besoin, à moins d'indication contraire, de nouveaux investissements en construction ou d'achats supplémentaires de machines et de matériel. De plus, les résultats sont plus adéquats si l'on simule des changements de dépenses qui représentent des calculs de montants à la marge par rapport à l'importance du secteur étudié.
- b. Il y a absence d'économie d'échelle. Le modèle fait référence à une technologie de production fixe et il n'y a pas de substitution entre les intrants (biens et services et facteurs primaires).
- c. Le modèle suppose que les industries conservent leur part de marché pour chacun des biens et services produits, quel que soit le niveau de production des industries.
- d. Les résultats calculés avec le modèle indiquent des ordres de grandeur plutôt que des valeurs exactes ou absolues.
- e. Le modèle est statique et non dynamique. On ne fait pas référence à la durée de la propagation de la demande. Les résultats doivent toutefois être interprétés en dollars de l'année courante, comme si l'impact se réalisait durant l'année de référence.
- f. Le modèle ne tient pas compte des effets induits, c'est-à-dire qu'il ne prend pas en considération l'accroissement de l'activité économique provenant de l'augmentation des revenus (tels que les salaires) occasionnés par le projet ou le choc. Seules les dépenses supplémentaires en biens et services des secteurs productifs sont réinjectées dans l'économie.
- g. Les hypothèses de constance des rapports économiques entre les secteurs rendent le modèle sectoriel linéaire, c'est-à-dire que les effets directs doublent lorsque le montant du choc injecté dans l'économie double.





Aussi, la présente étude ne tient compte que d'un seul type d'intervention, soit les incendies de bâtiments commerciaux. Nous sommes d'avis que tous les autres types d'intervention, tels qu'incendie de bâtiment résidentiel, désincarcération automobile, fuite de gaz naturel, intervention en présence de matières dangereuses ou sauvetages de toutes natures, ont aussi une valeur économique que le mandat actuel ne nous permet pas d'examiner.

En outre, le modèle ne tient pas compte des moyens d'autoprotection incendie, comme des gicleurs et des brigades d'intervention privées, qui ont pu avoir un effet sur l'ampleur de l'incendie à l'arrivée des pompiers.

Enfin, il est à noter que les pertes matérielles déclarées par l'OC dans son rapport d'intervention représentent une estimation prudente dans une proportion d'environ 30 % au-dessous du coût réel du sinistre. La réclamation totale en dommages aux assureurs lors d'un sinistre est parfois plus élevée que ce que l'OC a constaté lors de l'intervention du SIM. De plus, le commerce peut avoir été fermé pendant un certain temps pour des rénovations, ce qui ajoute aux pertes si cela ne faisait pas partie de la couverture d'assurance.

Ces données non compilées augmentent le coût réel des pertes lors d'un sinistre, ce qui implique que la valeur économique de l'intervention des pompiers peut être surestimée dans certains cas.

Pour toutes ces raisons, les résultats de l'étude doivent être considérés comme étant un minimum si on considère toutes les activités d'un service d'incendie, celles-ci étant toutefois sous-évaluées par les données non compilées des pertes effectives réelles. Nous ne pouvons toutefois pas quantifier précisément l'importance de ce biais, car les données ne sont pas assez précises.

1.5 Sommaire des résultats

Notre étude a donné lieu à la simulation suivante, calculée par l'Institut de la statistique du Québec à l'aide du MISQ : Impact économique pour le Québec de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015 (préservations en chiffre d'affaires (en dollars) ajustées selon la couverture effective). Voici l'analyse des résultats. Les annexes B et C viennent compléter l'information en présentant la modélisation du choc ainsi que les résultats détaillés.



Le tableau suivant¹⁸ présente un résumé de l’impact sur les variables de production et sur les importations.

Tableau 1 Impact sur les variables de production et les importations						
Total de dépenses par simulation	Main-d’œuvre salariée	PIB aux prix du marché				
		Valeur ajoutée aux prix de base			Taxes indirectes moins subventions	Importations
		Salaires et traitements avant impôt	Revenu mixte brut	Autres revenus bruts avant impôt		
k\$	années-personnes			k\$		
2 242 628	19 707	869 447	50 971	635 775	-66 014	671 442

Source (tous les tableaux de ce rapport) : Institut de la statistique du Québec

Le tableau suivant, quant à lui, fournit une estimation de l’impact économique sur les revenus des gouvernements du Québec et fédéral et sur les parafiscalités, par type de revenus.

Tableau 2 Impact sur les revenus des gouvernements et les parafiscalités						
Total de dépenses par simulation	Gouvernement du Québec		Parafiscalité québécoise	Gouvernement fédéral		Parafiscalité fédérale
	Impôt sur salaires	Taxes indirectes		Impôt sur salaires	Taxes indirectes	
			k\$			
2 242 628	74 280	11 297	150 699	45 087	3 255	30 163

18 Dans tous les tableaux de ce rapport, les chiffres ayant été arrondis, la somme des éléments peut ne pas correspondre au total.

1.5.1 Ventilation de dépenses initiales et description des données de base de l'étude

Les données de base ont été codifiées selon la nomenclature des secteurs et des sous-secteurs de la banque de données du MISQ.

Tableau 3
Ventilation de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015

	k\$ de 2015
Intrants intermédiaires (biens et services)	1 151 818
Valeur ajoutée aux prix de base	1 090 810
Salaires et traitements avant impôt	645 491
Revenu mixte brut	19 552
Autres revenus bruts avant impôt	425 767
Total des dépenses	2 242 628
Subventions	-74 474
Total des dépenses nettes de subventions	2 168 154

Il est à noter que les salaires moyens des secteurs touchés sont ceux de l'année 2015 étant donné que les dépenses dans cette étude ont été prises en compte comme si elles se produisaient entièrement en 2015.

De la même façon, la charge de main-d'œuvre correspond à des salaires moyens de l'année 2015, ce qui signifie que l'évaluation a été faite comme si les injections des dépenses avaient été faites entièrement en 2015.

Enfin, la matrice de taxation indirecte utilisée tient également compte du régime fiscal de l'année 2015, avec une taxe sur les produits et services (TPS) à 5 % et une taxe de vente du Québec (TVQ) à 9,975 %.

1.5.2 Ventilation de l'impact économique total

Le tableau suivant présente l'impact économique total de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015.

Tableau 4 Ventilation de l'impact économique total de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, en années-personnes	
	années-personnes de 2015
Main-d'œuvre	20 902,1
Salariés	19 706,6
Autres travailleurs	1 195,5
	k\$ de 2015
Valeur ajoutée aux prix de base	1 556 193
Salaires et traitements avant impôt	869 447
Revenu mixte brut	50 971
Autres revenus bruts avant impôt	635 775
Taxes indirectes	14 552
Fuites	677 976
Importations	671 442
Autres productions	6 534
Subventions	-80 566
Total des dépenses nettes de subventions	2 168 154

L'impact total sur l'emploi représente 19 707 emplois chez les salariés et 1 196 emplois chez les autres travailleurs, pour un total de 20 903 emplois (soit 0,5 % de l'emploi total des 15 ans et plus en 2015). La valeur ajoutée générée au Québec est de 1,6 G\$, dont 869,4 M\$ versés en salaires et traitements aux employés salariés. Cette valeur de production préservée représente 0,4 % du PIB du Québec en 2015. Du côté du revenu mixte brut, 51 M\$ sont versés aux autres travailleurs. Les autres revenus bruts, pour leur part, composent le reste de la valeur ajoutée pour un montant de 635,8 M\$.

L'impact total d'un choc de dépenses est également ventilé en valeur ajoutée brute, en taxes indirectes nettes et en fuites du système. La somme des effets totaux est donc égale au choc initial. Par ailleurs, la somme des impacts pour le Québec (valeur ajoutée aux prix de base plus taxes indirectes nettes) est toujours plus petite que la dépense initiale, car les fuites du système ne sont pas captées dans le processus de production québécois.

Le tableau suivant présente la ventilation en pourcentage de l'impact économique total. Ainsi, la valeur ajoutée aux prix du marché, composée de la valeur ajoutée aux prix de base à laquelle on ajoute les taxes indirectes nettes, constitue 68,7 % du choc de dépenses initiales. Le reste de l'impact se traduit en fuites du système à raison de 31,3 % du choc de dépenses initiales. En additionnant les retombées pour le Québec (valeur ajoutée aux prix du marché) aux différentes fuites du système, on obtient donc le montant de dépenses initiales de 2,2 G\$.

Tableau 4A Ventilation de l'impact économique total de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, en pourcentage		
	%	k\$ de 2015
Valeur ajoutée aux prix du marché	68,73	1 490 178
Valeur ajoutée aux prix de base	71,78	1 556 193
Taxes indirectes	0,67	14 552
Subventions	-3,72	-80 566
Fuites	31,27	677 976
Importations	30,97	671 442
Autres productions	0,30	6 534
Dépenses nettes de subventions	100,00	2 168 154

Ainsi, en prenant en considération les différentes fuites du système, le ratio de valeur ajoutée, communément appelé multiplicateur, est nécessairement inférieur à l'unité. On peut donc estimer un ratio de valeur ajoutée aux prix de marché (valeur ajoutée aux prix de base plus taxes indirectes nettes de subventions) de 0,687. Le ratio de valeur ajoutée aux prix du marché peut être interprété de la façon suivante : la demande finale au Québec sera satisfaite à 68,7 % par le secteur intérieur et à 31,3 % par le secteur extérieur, les stocks des années précédentes et la vente de biens et services usagés.

Valeur ajoutée aux prix du marché	=	1 490 178	=	0,6873
Dépenses initiales		2 168 154		

Moins les fuites seront importantes, plus le ratio sera élevé. Par exemple, dans le cas hypothétique d'un pays en totale autarcie où il n'y aurait aucune importation, le ratio de valeur ajoutée serait au plus égal à 1. Rappelons que le ratio de valeur ajoutée réfère au concept de production. En effet, rien n'assure que les revenus perçus par les facteurs de production soient totalement dépensés au Québec ou soient même perçus par des

habitants du Québec. En dépit de cette limite, la valeur ajoutée aux prix du marché est souvent utilisée afin d'estimer le « contenu québécois » d'un projet de dépenses.

1.5.3 Impact sur la valeur ajoutée et l'emploi

La valeur ajoutée est l'effort que le producteur ajoute à ses intrants intermédiaires pour répondre aux demandes qui lui sont adressées. Dans le MISQ, cette valeur est obtenue par la somme des rémunérations des facteurs de production, soit les salaires et traitements avant impôt, le revenu mixte brut et les autres revenus bruts avant impôt. Le concept de retombée économique est donc étroitement lié à celui de valeur ajoutée et de contribution au PIB.

Analogues à la rémunération des facteurs de production, les secteurs d'activité doivent aussi engager des employés dans leur processus de production. L'emploi représente la charge de travail utilisée par une industrie pour satisfaire les demandes qui lui sont adressées.

Le tableau suivant présente l'impact sur l'emploi et sur la valeur ajoutée ventilé en effets directs, indirects et totaux. Comme nous l'avons vu au tableau 1, l'impact total du projet à l'étude génère 19 707 emplois chez les salariés et 1 196 emplois chez les autres travailleurs pour une valeur ajoutée totale pour le Québec de 1,6 G\$.

Tableau 5
Impact économique sur l'emploi et la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015

	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2015			
Main-d'œuvre	15 703,1	2 654,1	2 544,9	20 902,1
Salariés	15 032,5	2 420,1	2 254,0	19 706,6
Autres travailleurs	670,6	234,0	290,9	1 195,5
	k\$ de 2015			
Valeur ajoutée aux prix de base	1 090 810	256 404	208 979	1 556 193
Salaires et traitements avant impôt	645 491	121 509	102 447	869 447
Revenu mixte brut	19 552	15 964	15 455	50 971
Autres revenus bruts avant impôt	425 767	118 931	91 077	635 775

L'impact total généré peut lui-même être ventilé en effets directs et indirects. Dans le cas d'un secteur productif, les effets directs correspondent à l'impact interne du secteur qui

répond à la demande initiale. Les dépenses en biens et services de ce secteur provoqueront, pour leur part, l'ensemble de l'impact indirect. Le premier cycle d'effets indirects provient des premiers fournisseurs. La somme des impacts des itérations subséquentes donnera finalement les effets indirects sur les autres fournisseurs.

Dans le cas d'un secteur de la demande finale ou d'une simulation mixte (secteur productif et demande finale combinés), l'effet direct correspond à la somme de l'impact interne au secteur de la demande finale et de l'impact chez les premiers fournisseurs. Les dépenses en biens et services de ces secteurs provoqueront, pour leur part, l'ensemble de l'impact indirect.

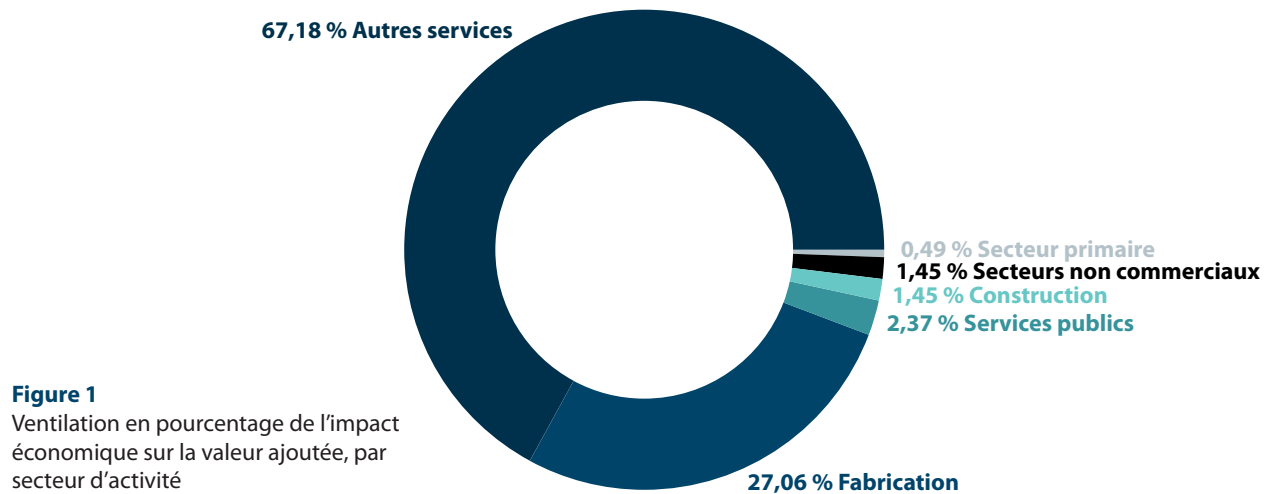
Comme le démontre le tableau précédent, l'impact total sur l'emploi salarié représente une charge de travail équivalente à 2 420 emplois chez les premiers fournisseurs et de 2 254 emplois indirects chez les autres fournisseurs. Pour les salaires et traitements avant impôt, 121,5 M\$ sont générés en effets chez les premiers fournisseurs et 102,4 M\$ en effets indirects chez les autres fournisseurs.

1.5.4 Impact sur la valeur ajoutée, par secteur d'activité

En plus de permettre une appréciation itérative des différents impacts estimés, le modèle permet aussi de ventiler, par secteurs d'activité, l'impact sur la valeur ajoutée aux prix de base. Le tableau suivant présente la ventilation sectorielle de l'impact économique sur la valeur ajoutée. Ces dépenses ont des effets totaux sur la valeur ajoutée de 1,6 G\$ pour l'économie du Québec.

Tableau 6 Impact économique sur la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur d'activité		
Secteur d'activité	Valeur ajoutée aux prix de base	
	%	k\$ de 2015
Secteur primaire	0,49	7 548
Services publics	2,37	36 871
Construction	1,45	22 594
Fabrication	27,06	421 078
Autres services	67,18	1 045 464
Secteurs non commerciaux	1,45	22 637
Total des secteurs	100,00	1 556 193

La figure suivante permet d'apprécier la répartition des retombées sur la valeur ajoutée parmi les grands secteurs d'activité de l'économie québécoise, soit : secteur primaire (0,49 %), services publics (2,37 %), construction (1,45 %), fabrication (27,06 %), autres services (67,18 %) et secteurs non commerciaux (1,45 %).



1.5.5 Impact sur les salaires et traitements et sur la main-d'œuvre salariée, par secteur d'activité

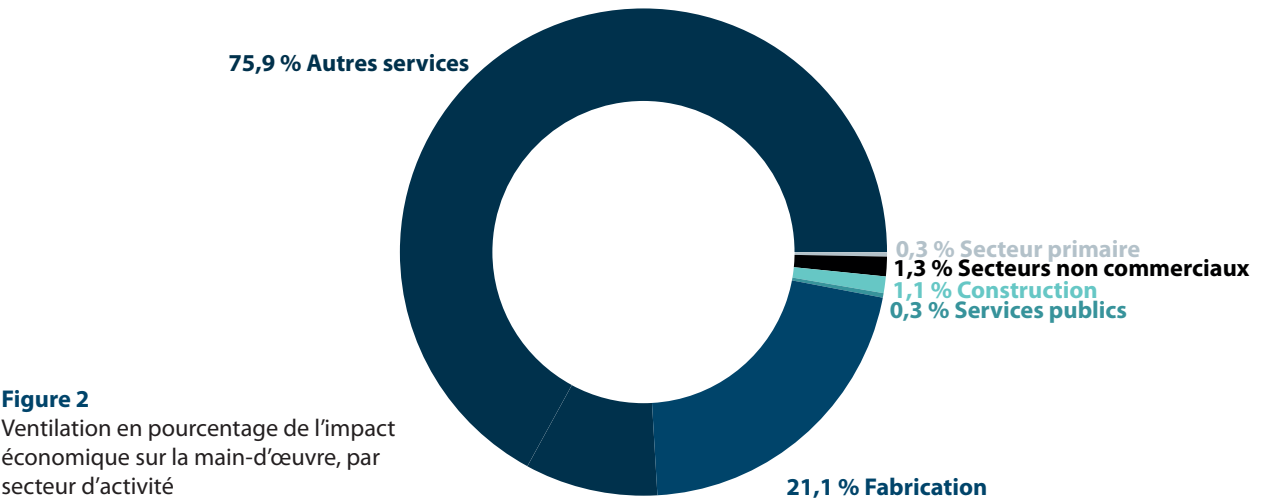
Part importante de la valeur ajoutée, les salaires et traitements avant impôt correspondent à la rémunération brute des salariés. Ils sont estimés avant toute déduction (impôt et parafiscalités). Les employés salariés sont ceux qui reçoivent les salaires et traitements tels qu'estimés par le modèle. Ils reçoivent ces salaires à titre de travailleurs réguliers des secteurs d'activité.

Afin d'estimer l'emploi, l'unité de mesure utilisée par le MISQ est l'année-personne. L'utilisation de cette unité de mesure permet en fait une normalisation du travail annuel des différents types d'emploi, comme les emplois à temps partiel et le travail saisonnier. Par exemple, deux emplois saisonniers à mi-temps sont considérés dans le modèle comme un emploi en année-personne.

Le tableau suivant présente la ventilation sectorielle de l'impact économique sur l'emploi et sur les salaires et traitements. Ces dépenses ont des effets totaux sur les salaires et traitements avant impôt de 869,4 M\$, versés à 19 707 emplois salariés en années-personnes.

Tableau 7		
Ventilation de l'impact sur la main-d'œuvre et les salaires et traitements de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur d'activité		
Secteur d'activité	Main-d'œuvre salariée	Salaires et traitements avant impôt
	années-personnes de 2015	k\$ de 2015
Secteur primaire	55,8	2 576
Services publics	66,6	6 573
Construction	215,0	11 836
Fabrication	4 157,4	214 775
Autres services	14 949,6	620 206
Secteurs non commerciaux	262,1	13 481
Total des secteurs	19 706,6	869 447

La figure suivante permet d'apprécier l'impact sur l'emploi par secteur d'activité, soit : secteur primaire (0,3 %), services publics (0,3 %), construction (1,1 %), fabrication (21,1 %), autres services (75,9 %) et secteurs non commerciaux (1,3 %).





1.5.6 Impact sur les revenus des gouvernements et sur les parafiscalités

Le modèle calcule l'impôt et les parafiscalités provenant des salaires et traitements versés aux salariés. Pour ce faire, on estime d'abord le nombre d'emplois en divisant pour chaque secteur les salaires et traitements par le salaire moyen. On estime, par la suite, un revenu imposable en tenant compte de différentes déductions créditées à la source. Les tables d'impôt québécoise et fédérale sont par la suite appliquées en tenant compte de certains ajustements, comme les crédits d'impôt et les surtaxes. Le modèle permet donc de répartir les revenus fiscaux générés en fonction des deux paliers de gouvernement et en tenant compte de certaines déductions moyennes.

Le modèle estime aussi les contributions des salariés et des employeurs aux différents fonds de sécurité sociale. Au Québec, les parafiscalités estimées par le modèle correspondent aux sommes versées à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), au Fonds des services de santé (FSS), au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et au Régime de rentes du Québec (RRQ). Du côté du gouvernement fédéral, le modèle tient compte des contributions au régime d'assurance-emploi (AE).

Il est à noter que seul est comptabilisé l'impôt sur les salaires et traitements. Comme l'impôt est déjà inclus dans les salaires et traitements, il faut prendre garde de ne pas l'ajouter à celui estimé lors d'une simulation. Il est à noter que le modèle ne calcule pas l'impôt sur les profits des corporations ou l'impôt foncier.

Les parafiscalités, elles, ne doivent théoriquement pas être prises en compte dans le calcul des revenus des gouvernements. Les sommes allouées aux parafiscalités sont des contributions à des fonds de sécurité sociale, destinées à une utilisation spécifique ultérieurement. Il faut aussi noter que les taxes payées sur l'achat d'intrants du secteur simulé apparaissent dans la colonne « Premiers fournisseurs ». Les taxes payées par l'ensemble des autres secteurs sollicités indirectement par le choc initial sont pour leur part inscrites dans la colonne « Autres fournisseurs ».



Tableau 8
Impact économique sur les revenus des gouvernements et les parafiscalités de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015

Revenus et parafiscalités	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
		k\$ de 2015		
Revenus du gouvernement du Québec	53 639	18 081	13 858	85 577
- Impôt sur salaires et traitements	53 639	11 576	9 065	74 280
- Taxes de vente	...	294	717	1 010
- Taxes spécifiques	...	6 211	4 076	10 287
Revenus du gouvernement fédéral	31 881	8 942	7 518	48 341
- Impôt sur salaires et traitements	31 881	7 504	5 702	45 087
- Taxes de vente	...	90	841	931
- Taxes et droits d'accise	...	1 348	975	2 324
Parafiscalités	137 533	23 436	19 892	180 861
- Québécoise (RRQ, FSS, CNESST, RQAP)	114 675	19 523	16 501	150 699
- Fédérale (assurance-emploi)	22 858	3 913	3 392	30 163

... N'ayant pas lieu de figurer

Les dépenses à l'étude entraîneraient des revenus pour le gouvernement du Québec de 74,3 M\$ en impôt sur les salaires et traitements, 1 M\$ en TVQ et 10,3 M\$ en taxes spécifiques.

De même, ces dépenses procureraient au gouvernement fédéral des revenus de 45,1 M\$ en impôt sur les salaires et traitements, 930,8 k\$ en TPS et 2,3 M\$ en taxes et droits d'accise. Les parafiscalités québécoise et fédérale seraient, elles, de 150,7 M\$ et de 30,2 M\$ respectivement.

1.5.7 Impact sur les taxes indirectes des gouvernements du Québec et fédéral, par bien et service

Les taxes indirectes sont des paiements unilatéraux faits par les secteurs productifs et par la demande finale aux différents paliers de gouvernement, sans contrepartie de la part des administrations publiques. Les taxes indirectes sont de deux types : les taxes sur les produits et les taxes sur la production.

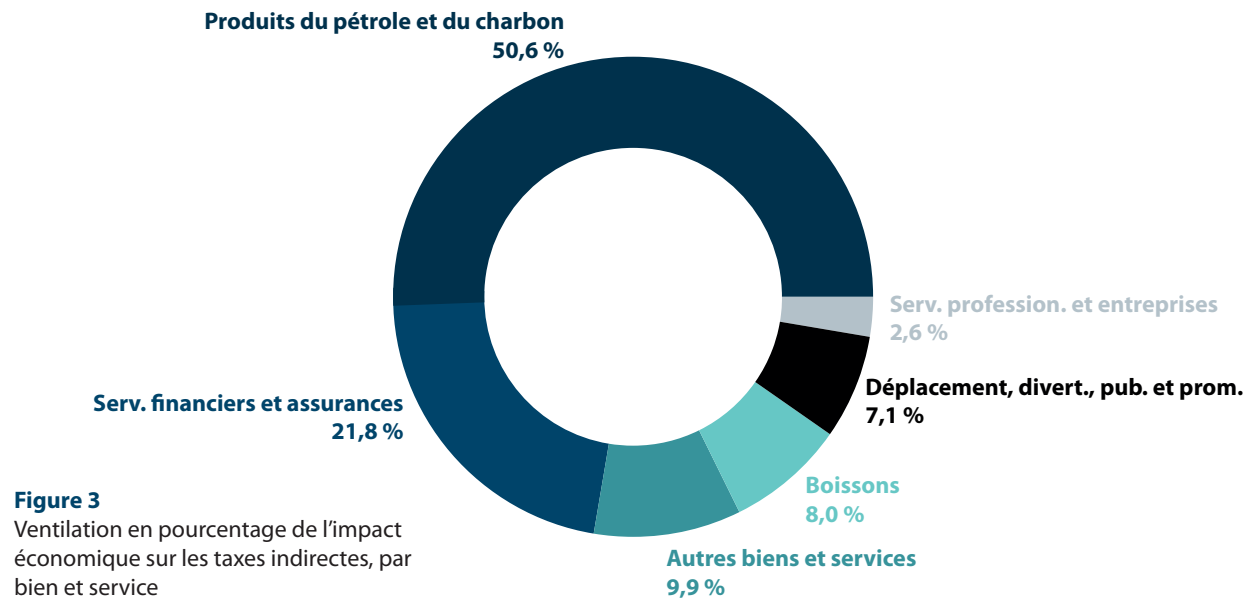
Les taxes sur les produits sont des paiements faits par les agents économiques lors de l'achat de biens et services. Elles incluent la TVQ, la TPS, les droits d'accise fédéraux et les taxes spécifiques québécoises, comme la taxe sur l'hébergement ou celle sur le tabac. Les marges de taxes du modèle sont ajustées pour tenir compte des remboursements du coût des intrants que reçoivent les secteurs productifs.

Le tableau suivant présente les taxes indirectes québécoises et fédérales ventilées selon les biens et les services les plus touchés. Les taxes totales de 14,6 M\$ estimées par le modèle seront partagées entre le gouvernement du Québec (11,3 M\$) et le gouvernement fédéral (3,3 M\$).

Tableau 9
Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par bien et service

	Taxes indirectes		
	Québécoises	Fédérales	Total
Bien et service	k\$ de 2015		
Produits du pétrole et du charbon	5 660	1 707	7 367
Serv. financiers et assurances	2 973	194	3 167
Boissons	978	184	1 162
Déplacement, divert., pub. et prom.	532	504	1 036
Serv. profession. et entreprises	123	249	372
Autres biens et services	1 032	416	1 448
Total des biens et services	11 297	3 254	14 552

La figure suivante permet d'apprécier la répartition en pourcentage des taxes indirectes, par bien et service, pour les principaux produits taxés : produits du pétrole et du charbon (50,6 %), services financiers et assurances (21,8 %), boissons (8 %), déplacement, divertissement, publicité et promotion (7,1 %), services professionnels et aux entreprises (2,6 %) et autres biens et services (9,9 %).



1.5.8 Impact sur les importations internationales et interprovinciales, par bien et service

Les importations correspondent aux sommes versées en contrepartie des achats de biens et services provenant de l'étranger. Elles sont de deux ordres : concurrentielles et non concurrentielles. Comme nous l'avons vu précédemment, les importations non concurrentielles correspondent aux achats de produits étrangers qui ne sont pas en concurrence avec des produits québécois.

Les résultats produits par le modèle permettent de distinguer les importations internationales de celles qui proviennent des autres provinces canadiennes. Les importations sont considérées comme des fuites, car elles ne génèrent pas d'activité économique au Québec. Tout comme pour les taxes indirectes, les importations sur l'achat d'intrants du secteur simulé apparaissent dans la colonne « Premiers fournisseurs ». Les importations de l'ensemble des autres secteurs sollicités indirectement par le choc initial sont pour leur part inscrites dans la colonne « Autres fournisseurs ».

Le tableau suivant présente les importations internationales ventilées selon les biens et les services les plus touchés. Les importations internationales de 375,5 M\$ estimées par le modèle seront partagées entre les premiers fournisseurs (235 M\$) et les autres fournisseurs (140,5 M\$).

Tableau 10 Impact sur les importations internationales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par bien et service			
Bien et service	Importations internationales		
	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
	k\$ de 2015		
Prod. chimiques et pharmaceutiques	39 579	17 477	57 057
Papier et produits connexes	43 208	6 648	49 856
Produits métalliques primaires	34 916	8 394	43 310
Serv. profession. et entreprises	22 762	5 765	28 527
Machinerie	14 403	9 620	24 023
Autres biens et services	80 097	92 629	172 726
Total des biens et services	234 966	140 533	375 499

La figure suivante permet d’apprécier la répartition des importations internationales en pourcentage selon les principaux produits importés, soit : produits chimiques et pharmaceutiques (15,2 %), papier et produits connexes (13,3 %), produits métalliques primaires (11,5 %), services professionnels et aux entreprises (7,6 %), machinerie (6,4 %) et autres biens et services (46 %).

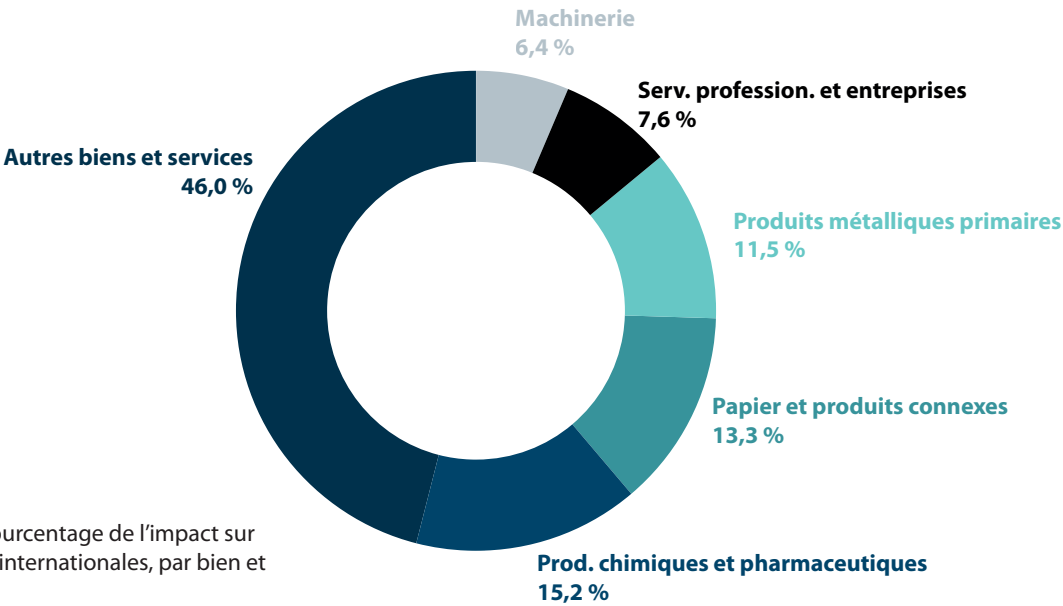


Figure 4
Ventilation en pourcentage de l’impact sur les importations internationales, par bien et service

Le tableau suivant, quant à lui, présente les importations interprovinciales ventilées selon les biens et les services les plus touchés. Les importations interprovinciales de 295,9 M\$ estimées par le modèle seront ventilées entre les premiers fournisseurs (186,8 M\$) et, de manière indirecte, les autres fournisseurs (109,2 M\$).

Tableau 11
Impact sur les importations interprovinciales de dépenses d’exploitation des entreprises ayant bénéficié d’une intervention du SIM pour l’année 2015, par bien et service

Bien et service	Importations interprovinciales		
	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
	k\$ de 2015		
Serv. profession. et entreprises	50 928	13 575	64 503
Papier et produits connexes	44 293	5 489	49 782
Transports et entreposage	12 040	8 457	20 496
Produits métalliques primaires	17 426	2 733	20 160
Aut. serv. information et culture	12 154	5 477	17 631
Autres biens et services	49 923	73 448	123 371
Total des biens et services	186 764	109 179	295 943

La figure suivante permet d'apprécier la répartition des importations interprovinciales en pourcentage selon les principaux produits importés, soit : services professionnels et aux entreprises (21,8 %), papier et produits connexes (16,8 %), transports et entreposage (6,9 %), produits métalliques primaires (6,8 %) services liés à l'information et à la culture (6 %) et autres biens et services (41,7 %).

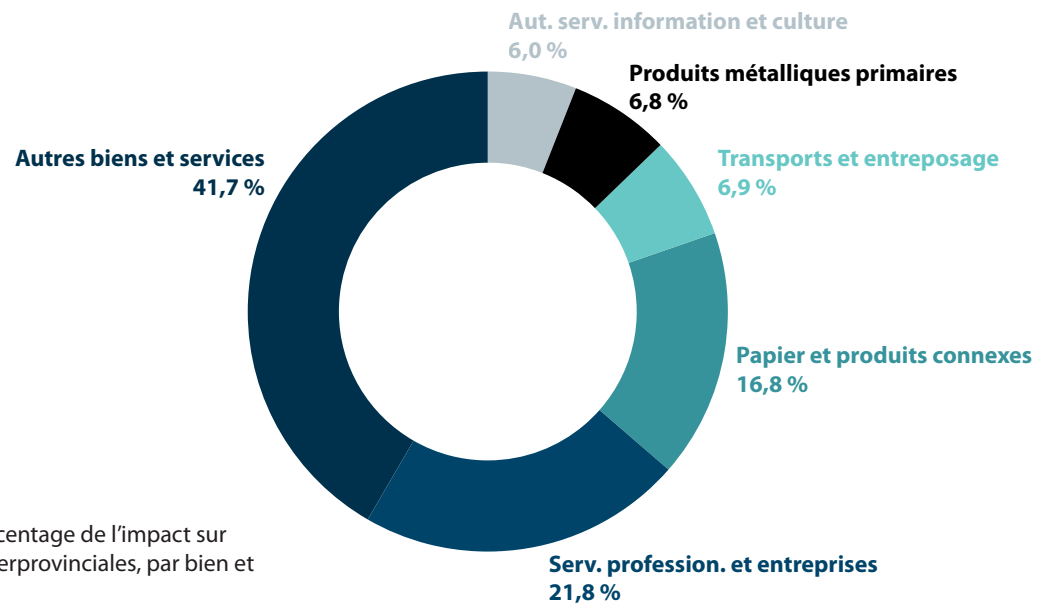
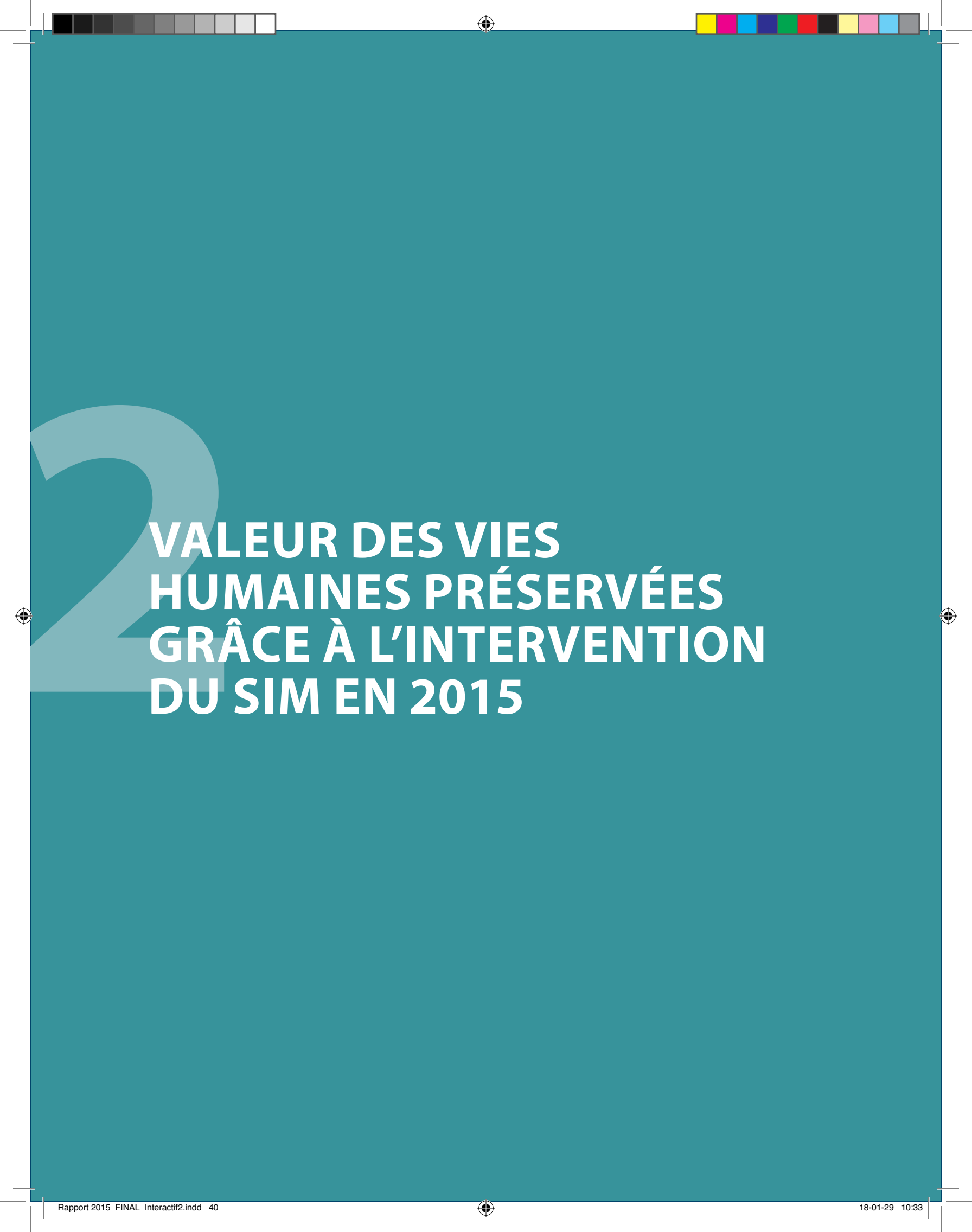


Figure 5

Ventilation en pourcentage de l'impact sur les importations interprovinciales, par bien et service





2 VALEUR DES VIES HUMAINES PRÉSERVÉES GRÂCE À L'INTERVENTION DU SIM EN 2015



Les interventions d'urgence médicale préhospitalière constituent aujourd'hui plus de la moitié des interventions du SIM. Nous avons ciblé pour cette étude les interventions pour un arrêt cardiorespiratoire (ACR), toutes étiologies confondues, lors desquelles les victimes ont été réanimées par les pompiers premiers répondants (PR) avant leur arrivée au centre hospitalier et ont survécu après leur hospitalisation, sans séquelles neurologiques incapacitantes.

Selon nous, cet échantillon constitue la portion de victimes d'ACR représentant la plus grande valeur économique, car ces personnes reprennent une vie active, sans aucune séquelles. Bien que certaines personnes ayant gardé des incapacités après un ACR puissent redevenir actives, il est plutôt difficile de le quantifier, car les données ne sont pas assez précises.

De plus, pour que l'analyse soit encore plus précise, nous aurions pu prendre l'âge des victimes en compte. Un enfant en bas âge a une valeur économique plus grande (impôt payé, taxes à la consommation, etc.) qu'une personne à la retraite, par exemple. Mais encore ici, les données ne sont pas assez précises pour nous permettre cette distinction.

2.1 Valeur d'une vie humaine : survol de la littérature

La valeur statistique d'une vie humaine, ou VSV, a été calculée avec diverses méthodes depuis 1970, apportant des résultats très variables selon les études. Cette valeur est souvent utilisée dans le contexte de prises de décisions gouvernementales basées sur une analyse coût-avantage.

Il existe deux méthodes principales reconnues pour calculer la VSV : 1) une approche basée sur la valeur de la contribution économique d'un individu, par exemple, la valeur actualisée des revenus nets futurs, et 2) une approche basée sur la volonté de payer des individus pour une diminution du risque de mortalité. Notons que du point de vue méthodologique, les deux approches sont parfaitement similaires. C'est la seconde approche qui est la plus répandue dans la littérature économique et c'est elle qui a été retenue pour l'étude de 2017 du CIRANO sur l'implantation des premiers répondants ainsi que pour la présente étude.

Il importe de savoir que la VSV est basée sur la variation du risque de décès d'individus anonymes. Elle ne tient jamais compte de principes moraux ou éthiques. Par contre, de nombreux paramètres influencent la VSV, comme le moment de la réalisation de l'étude, la population sous examen de même que le cadre méthodologique.





Dans une méta-analyse, Dionne et Lebeau (2010) ont tenté de comprendre d'où provenaient précisément les sources de variation de la VSV dans la littérature¹⁹. À la lumière de cette évaluation, ils ont ensuite proposé une estimation de la VSV qui leur semble la plus juste, soit entre 5 et 6 M\$ (en dollars de 2000). Cette conclusion est basée sur les résultats des quatre études suivantes utilisant, selon eux, une méthodologie optimale :

- > Dionne et Lanoie (2004)²⁰ : Étude visant à obtenir une VSV dans un contexte de sécurité routière au Québec. Les auteurs notent que leurs conclusions peuvent également s'appliquer au Canada. Les auteurs utilisent les résultats de dizaines d'études provenant de divers pays pour leur analyse. Ils précisent également la VSV moyenne obtenue par les études canadiennes²¹.
- > Knieser et collab. (2007)²² : Étude américaine qui vise à régler les problèmes économétriques liés aux estimations de la VSV provenant de nombreuses études.
- > Bellavance et collab. (2009)²³ : Méta-analyse sur la VSV utilisant les résultats de 37 études réalisées dans neuf pays.
- > Viscusi (2009)²⁴ : Étude couvrant 85 femmes et 383 hommes victimes d'un homicide en 2009.

2.2 Collecte des données

Pour la présente étude, nous avons utilisé deux sources de statistiques annuelles sur les interventions d'urgence médicale préhospitalière : celles compilées par Urgences-santé²⁵, pour les territoires de Laval²⁶ et de Montréal, et celles compilées par le SIM, pour le territoire de Montréal. Parmi celles-ci se trouvent les données pour les victimes d'ACR.

Urgences-santé les recueille dans un rapport statistique inspiré du modèle Utstein, qu'ils ont appelé « Utstein modifié ». Né au début des années 1990, Utstein est un modèle

19 DIONNE, G., et M. LEBEAU (2010). « Le calcul de la valeur statistique d'une vie humaine », *L'actualité économique*, 86(4), p. 487-530. doi : 10.7202/1005680ar.

20 DIONNE, G., et P. LANOIE (2004). « Public Choice about the Value of a Statistical Life for Cost-Benefit Analyses: The Case of Road Safety », *Journal of Transport Economics and Policy*, 38(2), p. 247-274.

21 Ce résultat est basé sur sept études canadiennes réalisées entre 1989 et 2000. Une huitième étude, qui ne fut pas prise en compte, car réalisée avec un échantillon non représentatif, évaluait la VSV à 22,0 M\$ CAN de 2000.

22 KNIESNER, T. J., W. K. VISCUSI, C. WOOCK, et J. P. ZILIAK (2007). « Pinning Down the Value of Statistical Life », *IZA Discussion paper*, n° 3107, Institute for the Study of Labor, Bonn, 34 p.

23 BELLAVANCE, F., G. DIONNE, et M. LEBEAU (2008). « The Value of a Statistical Life: A Meta-Analysis with a Mixed Effects Regression Model », *Journal of Health Economics*, 28(2), p. 444-464. doi :10.1016/j.jhealeco.2008.10.013.

24 VISCUSI, W. K. (2009). « Valuing Risks of Death from Terrorism and Natural Disasters », *Journal of Risk and Uncertainty*, 38(3), p. 191-213.

25 Urgences-santé est un organisme public chargé d'offrir des services préhospitaliers d'urgence, y compris le transport par ambulance, dans les villes de Montréal et de Laval. Pour plus de détails, consulter le site de l'organisme : www.urgences-sante.qc.ca/.

26 La ville de Laval est située immédiatement au nord de Montréal. Elle possède son propre service d'incendie, mais ce dernier n'offre pas de service de premiers répondants.





consensuel de compilation de données et de publication de statistiques relatives aux ACR et aux manœuvres de réanimation cardiorespiratoires. Il permet aux professionnels de l'urgence médicale d'organiser ou de consulter ces données selon une grille standardisée. Ce modèle est utilisé notamment par la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada et du Québec, l'American Heart Association et le European resuscitation council²⁷. La version modifiée d'Urgences-santé est présentée en détail à l'annexe D. Par ailleurs, un document publié par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec en août 2011 décrit la signification de chaque case de données du modèle d'Urgences-santé²⁸.

Nous avons donc mis en relation les données du rapport statistique Utstein modifié d'Urgences-santé et les données d'intervention internes du SIM de l'année 2015. Le rapport statistique le plus récent dont nous disposions lors de l'étude était celui du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 tandis que les données du SIM étaient celle de l'année 2015. Comme le rapport Utstein modifié couvre du début avril à la fin mars de l'année suivante et que la présente étude porte sur une année complète, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, nous avons effectué une extrapolation des données du rapport Utstein modifié 2013-2014 pour les appliquer sur l'année 2015 au complet.

Par ailleurs, puisque nous voulions obtenir le nombre d'ACR traités sur le territoire de l'agglomération de Montréal seulement, qui est le territoire desservi par le SIM, et que les données d'Urgences-santé couvrent Laval et Montréal, nous avons dû en extraire la proportion de la population de Montréal pour l'année 2014. L'agglomération de Montréal comptait 1 915 617 habitants²⁹ en 2014 et Laval, 420 870 habitants³⁰. Nous avons donc établi la proportion de Montréal à 81,98 % (82 %).

Cette proportion demeure une donnée minimale, car il y a un accroissement ponctuel quotidien de la population de l'agglomération de Montréal et une diminution substantielle de la population de Laval, ce qui, sur une année, vient augmenter la population totale desservie par les premiers répondants du SIM. Incidemment, la proportion des interventions pour ACR devrait être plus élevée dans l'agglomération de Montréal, mais nous n'en avons pas tenu compte dans la présente étude.

Ainsi, nous avons recensé 735 interventions pour ACR pour l'année 2015 dans les données du SIM. De ce nombre, 77 personnes ont été réanimées.

27 CIRCULATION. *Cardiac Arrest and Cardiopulmonary Resuscitation Outcome Reports*, [En ligne], [circ.ahajournals.org/content/110/21/3385] (Consulté le 22 mars 2017).

28 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. *Plan qualité clinique, énoncés d'assurance de la qualité, indicateurs cliniques, programme d'amélioration continue de la qualité (PACQ) version 2.1*, [en ligne], [https://www.urgences-sante.qc.ca/wp-content/uploads/2014/03/Plan-qualite%CC%81-clinique-E%CC%81nonce%CC%81s-d_assurance-de-la-qualite%CC%81-Indicateurs-cliniques.pdf], p. 31 (Consulté le 22 mars 2017).

29 INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Bulletin statistique régional : Montréal*, éd. 2014, [En ligne], [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/bulletins/2014/06-Montreal.pdf], p. 6 (Consulté le 22 mars 2017).

30 *Ibid.*, p. 8



Le rapport statistique Utstein modifié d’Urgences-santé, lui, nous a indiqué 146 victimes d’ACR sorties vivantes de l’hôpital (case 20t). De ce nombre, 53 personnes ont reçu leur congé d’hôpital et présentaient un état neurologique normal (case 21a). En ramenant ces chiffres à la proportion de 82 % pour l’agglomération de Montréal en 2015, nous nous retrouvons donc pour notre calcul avec un échantillon de 119 victimes sorties vivantes de l’hôpital et 43 personnes réanimées et sans séquelles incapacitantes.

2.3 Synthèse des estimations de la VSV

Le tableau suivant présente les différentes estimations de la VSV dans la littérature récente. Ces résultats ont été ajustés pour ramener les valeurs présentées en dollars de 2015.

Tableau 12 VSV calculée dans différentes études			
Année	Auteurs	VSV (M\$ CAD de 2015)*	Couverture
2004	Dionne et Lanoie (2004)	6,6	Multiple
2004	Dionne et Lanoie (2004)	6,2	Canada
2007	Knieser et collab. (2007)	9,4 – 12,8	États-Unis
2009	Viscusi (2008)	8,0	États-Unis
2009	Bellavance et collab. (2009)	12,1	Multiple

* Valeur ajustée pour l’inflation en dollars US de 2015, convertie en dollars CAD selon le taux de change moyen en 2015, comme publié par la Banque du Canada.

Sur la base de ces estimations récentes, on peut inférer qu’un intervalle de VSV de 6,2 à 10,0 M\$ CAN de 2015, avec une valeur médiane de 8,1 M\$ CAN, serait approprié pour le Québec (ou le Canada)³¹.

Cet intervalle est d’ailleurs similaire à celui présenté dans une publication d’Horizons de politiques Canada, une direction attachée au Bureau du conseil privé du Canada³², où on suggère les valeurs inférieure, centrale et supérieure suivantes en regard des différents types de risque de décès lors d’évaluation de politiques publiques : 3,5, 6,5 et 9,5 M\$ CAN de 2007, respectivement.

31 Inflation pour le Canada et les États-Unis : LA BANQUE MONDIALE. *Inflation, prix à la consommation (% annuel)*, [En ligne], [donnees.banquemondiale.org/indicateur/FP.CPI.TOTL.ZG] (Consulté le 22 mars 2017). Taux de change US/ CAN : BANQUE DU CANADA. *Financial markets department, Year average of exchange rates, Ottawa, 2016, average of 250 days*, [En ligne], [www.bankofcanada.ca/stats/assets/pdf/nraa-2016-en.pdf] (Consulté le 22 mars 2017).

32 CHESTNUT, Lauraine G., et Paul DE CIVITA (2009). *Évaluation économique de la réduction des risques de mortalité : Examen et recommandations aux fins d’analyse politique et réglementaire*, [En ligne], [www.horizons.gc.ca/sites/default/files/Publication-alt-format/2009-0012-fra.pdf] (Consulté le 22 mars 2017).

2.4 Application aux vies sauvées par le SIM

Selon les données du rapport Utstein modifié ramenées aux proportions de la population desservie par le SIM, 43 vies ont été sauvées en 2015 grâce à l'intervention des pompiers. Le tableau suivant présente la valeur financière totale de ces vies humaines, soit entre 267 et 430 M\$, que nous avons calculée en utilisant les estimations présentées dans la section précédente.

Tableau 13 Valeur financière des vies sauvées par le SIM en 2015, en M\$			
Vies sauvées	Borne inférieure de la VSV	Valeur médiane de la VSV	Borne supérieure de la VSV
43	267	348	430

Il est à noter que la VSV que nous avons retenue est supérieure à celle utilisée dans l'analyse coût-avantage de l'étude 2017 du CIRANO, qui est chiffrée entre 1,0 M et 2,0 M\$. Cette estimation apparaît nettement prudente à la lumière des études présentées plus haut et implique que les bénéfices de préservation des vies humaines sont significativement sous-estimés. Ce point est discuté plus amplement à l'annexe A.

2.5 Limites de la méthodologie dans la présente étude

Les limites de la méthodologie employée dans la présente étude tiennent dans les trois éléments suivants :

- > Nous présumons que toutes les victimes réanimées avaient un emploi et l'ont réintégré à leur sortie de l'hôpital.
- > Le rapport statistique Utstein modifié ne fournit pas d'information sur les effets directs de l'intervention des PR sur la diminution de la morbidité (contrôle d'hémorragie, immobilisation spinale, etc.). L'impact économique de cet aspect n'a donc pas pu être analysé, mais il est assurément notable, ce qui rend les chiffres de la présente étude encore plus prudents.
- > Les données recueillies ne permettent pas de déterminer précisément qui, dans toute la chaîne d'intervention préhospitalière, a eu l'effet le plus significatif dans la réanimation de la victime effectuée par les PR³³. En effet, plusieurs personnes peuvent effectuer des manœuvres de réanimation et de défibrillation, que ce soit des citoyens ou des professionnels de la santé avant l'arrivée des PR, les PR eux-mêmes tout au long de leur intervention ou encore les techniciens ambulanciers paramédicaux d'Urgences-santé qui prennent le relais des PR en fournissant des soins avancés en réanimation cardiorespiratoire jusqu'au centre hospitalier.

33 Notons toutefois que depuis l'implantation du service de PR à Montréal, le taux de réanimation sur le territoire a doublé. Voir à ce sujet l'article suivant : journalmetro.com/actualites/montreal/414468/les-pompiers-premiers-repondants-depuis-4-ans/.



CONCLUSION





Les interventions des pompiers du SIM ne représentent pas une dépense, mais plutôt un investissement.

Voici la conclusion à laquelle la présente étude nous a conduits. En effet, les résultats mettent en lumière l'impact direct du travail des pompiers du SIM sur l'activité économique du Québec. En confrontant le budget de fonctionnement du Service, qui était de 360,5 M\$ en 2015, et les bénéfices générés par ses interventions, soit 1,89 G\$, il est maintenant démontré que chaque dollar investi dans le SIM en 2015 a donné un rendement sur investissement de 527,5 %.

En investissant financièrement dans leur service d'incendie, les autorités municipales de l'agglomération de Montréal lui ont permis d'avoir un effet direct sur le PIB du Québec de 0,5 % en 2015. Autrement dit, n'eût été l'intervention du SIM, le PIB du Québec aurait été de 0,5 % plus faible. L'impact total consiste en la préservation de 20 903 emplois. Pour les raisons mentionnées dans le présent rapport, ces chiffres représentent une estimation prudente, mais les résultats illustrent clairement que chaque dollar déboursé dans un service d'incendie représente un investissement, et non une dépense, en plus de bonifier l'aspect humain et social que des interventions efficaces ne manquent pas d'engendrer.

Pour le reste, le tableau du MISQ a bien mis en relation les pertes matérielles subies avec la valeur totale des biens (bâtiments et biens intérieurs) ainsi qu'avec les revenus bruts du commerce incendié pour déterminer l'impact économique.

Nous pouvons affirmer que ce sont un temps de réponse et une force de frappe optimaux des effectifs incendie qui jouent en faveur de la réussite d'une intervention. En outre, un temps de réponse court est également à la base de la chaîne d'intervention préhospitalière et constitue la clé du taux de réanimation élevé des pompiers premiers répondants du SIM puisqu'il permet d'entreprendre rapidement les manœuvres de RCR et de défibrillation. Nous sommes donc d'avis qu'il y ait matière à approfondir la relation coût-avantage dans l'atteinte d'un temps de réponse minimal doublé d'un maximum d'effectifs sur les lieux d'un incendie ou d'une urgence médicale préhospitalière.

La méthodologie utilisée ici ne fait qu'effleurer une tendance lourde de l'analyse des données de masse (big data) dans les organisations, qui peut mener à des découvertes insoupçonnées. Toutefois, la présente étude a également mis en évidence, non seulement les limites de chacune des méthodologies utilisées pour les calculs d'impact économique, mais aussi le manque de précision de certaines données, ce qui limite l'étendue, la variété et la profondeur des analyses possibles. Il reste une multitude de sujets à explorer pour mieux calculer la valeur économique des interventions du SIM et des services d'incendie en général, par exemple l'inclusion des emplois gouvernementaux dans le calcul ou encore d'autres types d'intervention comme les incendies de bâtiments résidentiels, les fuites de gaz naturel, les accidents sur les voies rapides et les divers sauvetages pratiqués par les pompiers. Des données sur les pertes de revenus pendant





et après les sinistres ou encore les coûts indirects sont aussi à considérer sérieusement pour les incendies de bâtiments commerciaux.

L'effet souhaité d'une étude comme celle-ci est d'amorcer un changement de perception sur l'impact social, économique et financier des services d'incendie au sein des communautés. Cet impact sera d'autant plus important avec l'éventail maintenant élargi d'interventions offertes par les pompiers.

Une des résultantes importantes de cette étude est l'établissement de nouvelles marques dans le calcul de l'impact économique de l'intervention des pompiers. Nous invitons les organismes de recherche, les compagnies d'assurance et les autres services d'incendie à reprendre l'exercice en perfectionnant la méthodologie afin de tendre vers un modèle standard qui pourra aider les organisations à mieux comprendre le rôle fondamental des services d'incendie et à améliorer le service aux citoyens.







ANNEXE A

LIENS DE LA PRÉSENTE ÉTUDE AVEC LES TRAVAUX ANTÉRIEURS DU CIRANO





Dans des études récentes, publiées en 2004 et en 2017 et présentées dans l'introduction du présent rapport, les économistes du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) ont effectué une évaluation économique ex post du service de premiers répondants pour l'agglomération de Montréal.

Puisque les études du CIRANO et la nôtre se situent dans la même sphère d'activité, il nous apparaissait nécessaire d'en faire ressortir les similitudes et les nuances.

Liens avec notre analyse sur les incendies de bâtiments commerciaux

Les travaux du CIRANO se situent dans une optique d'« attribuer une valeur monétaire de manière à comparer les coûts et les bénéfices d'un programme³⁴ ». Dans leurs propres termes, il s'agit ainsi d'évaluer « si le service public étudié se traduit par un gain net ou par une perte nette³⁵ ». Leur approche est donc résolument microéconomique. Pour ce faire, ils utilisent un outil développé par les économistes que l'on appelle analyse coût-avantage, ou ACA (que l'on appelle également parfois analyse coût-bénéfice, ou ACB).

Par contraste, notre présente étude cherche plutôt, pour les incendies de bâtiments commerciaux, à évaluer les effets directs et indirects du service d'incendie sur l'économie du Québec. L'objectif est donc macroéconomique. Pour ce faire, nous utilisons un autre outil développé par les économistes : le modèle intersectoriel. On peut constater que les deux approches sont complémentaires. Celle du CIRANO se penche sur les coûts et avantages d'interventions précises du service de premiers répondants tandis que la nôtre s'attarde à l'impact en matière d'activité économique à l'échelle du Québec.

Liens avec notre analyse de la VSV

Les calculs présentés dans la seconde partie de notre étude, qui se penche sur la valeur des vies humaines sauvées grâce à l'intervention du service d'incendie, sont, eux, directement comparables à ceux du CIRANO.

La valeur statistique d'une vie humaine (VSV) calculée dans notre étude est tirée d'une analyse de la littérature récente sur le sujet. Essentiellement, notre méthode d'estimation repose sur la disposition à payer des individus et mesure donc combien d'argent

34 DE MARCELLIS-WARIN Nathalie, François VAILLANCOURT, Ingrid PEIGNIER, Brigitte BOUCHARD-MILORD, et Alain VAILLANCOURT (2017). *Évaluation économique du service de premiers répondants sur le territoire de l'agglomération de Montréal*, Montréal, CIRANO, p. 51.

35 *Ibid.*





quelqu'un est disposé à payer pour réduire le risque de mourir au cours d'un incident, pendant une activité ou au travail. En indiquant la somme qu'elle paierait pour réduire le risque de mourir, cette personne révèle la valeur qu'elle accorde à la vie. Par exemple, comme l'ont affirmé Zhang et collab. (2012)³⁶, « si quelqu'un est disposé à payer 500 \$ pour éliminer 0,01 % du risque de mourir, la VSV implicite pour cette personne est $500 \$ / 0,01 \% = 5 \text{ M\$}$ ».

Notons qu'il n'existe aucune méthode standard pour calculer la VSV et que de nombreuses valeurs différentes ont été proposées à travers les études.

Calculer la VSV en estimant la disposition à payer pose certains problèmes bien connus. Parmi ceux-ci, on compte le cas où la disposition à payer est directement liée à la situation financière des personnes sondées. Autrement dit, plus son revenu est bas, plus une personne peut accorder une valeur moindre à la réduction du risque de mourir.

De la même manière, d'autres facteurs affectent l'estimation de la valeur accordée à la vie, comme l'âge de la personne, son niveau de bonheur ou encore, comme le montre Viscusi (2009)³⁷, la nature du risque : par exemple, la mort attribuable à une catastrophe naturelle a une valeur bien inférieure à celle survenue lors d'un attentat terroriste.

Cela dit, dans le présent rapport, la VSV est calculée à l'aide de la disposition moyenne à payer d'un échantillon de membres de la population active. C'est également l'approche qui a été retenue dans l'étude 2017 du CIRANO. Cette méthode permet de minimiser les écueils énumérés plus haut en atténuant certains des problèmes associés aux contraintes de revenus, de population, d'âge et de nature de la mort, qui se manifestent lorsque la disposition à payer est définie pour un individu. La méthode d'estimation de la disposition à payer est donc la plus appropriée dans le cadre de la présente étude. Elle est également la plus répandue dans la littérature empirique.

Un écart important dans le résultat de la VSV

Comme nous l'avons souligné dans la seconde partie de notre rapport, notre évaluation de la VSV est significativement supérieure à celle de l'étude 2017 du CIRANO. Dans ce dernier cas, les auteurs retiennent un intervalle de VSV allant de 1,0 à 2,0 M\$, ce qui apparaît nettement modéré à la lumière du survol de littérature également présenté dans la partie 2 de notre rapport. Ce calcul ne nous apparaît pas refléter les autres études récentes sur le sujet. Nous considérons donc que les avantages de préservation des vies humaines contenus dans l'étude 2017 du Cirano sont significativement sous-estimés.

36 ZHANG, T. (2011). *Coûts des crimes au Canada, 2008*, Ottawa, Ministère de la Justice Canada, 28 p.

37 VISCUSI, W. K. (2009). « Valuing Risks of Death from Terrorism and Natural Disasters », *Journal of Risk and Uncertainty*, 38(3), p. 191-213.







ANNEXE B

MODÉLISATION DU CHOC



La présente étude a permis d'évaluer l'impact économique pour le Québec de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015 (préservations en chiffre d'affaires ajustées selon la couverture effective). Elle a été réalisée à l'aide du modèle intersectoriel du Québec (MISQ).

Les données de base ont été codifiées par l'ISQ selon la nomenclature 2012 des secteurs et sous-secteurs de la banque de données du modèle intersectoriel du Québec. L'annexe F présente les données incorporées au modèle.

Le tableau suivant présente un résumé de l'impact sur les variables de production et sur les importations pour la simulation à l'étude. En effet, puisqu'il était fortement improbable que tous les incidents aient affecté le chiffre d'affaires pour une année entière, nous avons modélisé le choc sur ce dernier selon les règles d'élasticité simples et plausibles que voici.

Tableau B1 Modélisation du choc	
Pertes observées, en % (2015)	Couverture effective des pertes, en % (2015)
Si pertes ≤ 1 %	Pertes effectives = 8 %
Si 1 % ≤ Pertes ≤ 10 %	Pertes effectives = 25 %
Si 10 % ≤ Pertes ≤ 25 %	Pertes effectives = 40 %
Si 25 % ≤ Pertes ≤ 75 %	Pertes effectives = 75 %
Si pertes ≥ 75 %	Pertes effectives = 100 %



ANNEXE C

TABLEAUX DE RÉSULTATS





La simulation dans le MISQ a engendré les douze tableaux de résultats que voici.

Le tableau C1 présente les données initiales utilisées dans le modèle selon les renseignements fournis par le client et adaptés aux besoins du modèle. Les tableaux C3 et suivants présentent les résultats calculés par le modèle à partir du choc défini dans le premier tableau.

Le tableau C2, lui, présente une synthèse des effets directs, indirects et totaux sur la main-d'œuvre, la valeur ajoutée, les salaires, le revenu mixte brut et les autres revenus bruts avant impôt, les autres productions, les importations et certains revenus des gouvernements du Québec et du Canada. Ce tableau permet notamment de voir l'éclatement de la dépense initiale selon les effets totaux.



Tableau C1
Ventilation de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015

N°	Code	Bien et service	Demande intermédiaire
			K\$ de 2015
1	bs01	Produits de récolte	4 829
2	bs02	Animaux vivants	0
3	bs03	Autres produits agricoles	614
4	bs04	Produits et services forestiers	2
5	bs05	Produits de la pêche	1 133
6	bs06	Services de soutien à l'agriculture et à la foresterie	0
7	bs07	Combustibles minéraux	10 883
8	bs08	Minerais métalliques et concentrés	0
9	bs09	Minéraux non métalliques	267
10	bs10	Services de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz	0
11	bs11	Services d'utilité publique	22 869
12	bs12	Construction résidentielle	0
13	bs13	Construction non résidentielle	0
14	bs14	Travaux de génie	0
15	bs15	Construction, réparations	29 381
16	bs16	Produits de la viande, du poisson et laitiers	5 453
17	bs17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	9 748
18	bs18	Boissons	2 617
19	bs19	Tabac et produits du tabac	0
20	bs20	Produits textiles	14 761
21	bs21	Vêtements, produits en tricot et en cuir	35
22	bs22	Produits du bois	4 237
23	bs23	Papier et produits connexes	195 094
24	bs24	Impression et édition	4 482
25	bs25	Produits du pétrole et du charbon	21 568
26	bs26	Produits chimiques et pharmaceutiques	71 639
27	bs27	Produits en caoutchouc et en plastique	18 750
28	bs28	Produits minéraux non métalliques	1 818
29	bs29	Produits métalliques primaires	84 206
30	bs30	Produits métalliques fabriqués	5 959
31	bs31	Machinerie	25 214
32	bs32	Produits informatiques et électroniques	4 764
33	bs33	Matériel et composants électriques	1 278
34	bs34	Matériel de transport	2 009
35	bs35	Meubles et articles d'ameublement	22
36	bs36	Produits manufacturés divers	31 905
37	bs37	Marge et commissions de commerce de gros	666
38	bs38	Marge et services de commerce de détail	81

N°	Code	Bien et service	K\$ de 2015
39	bs39	Transports et entreposage	48 483
40	bs40	Marge de transport	0
41	bs41	Produits publiés et audiovisuels	112
42	bs42	Télécommunications	7 086
43	bs43	Services liés à l'information et à la culture	60 901
44	bs44	Services financiers et assurances	46 484
45	bs45	Services immobiliers et location	50 855
46	bs46	Loyers imputés aux propriétaires occupants	0
47	bs47	Services professionnels et aux entreprises	218 691
48	bs48	Services d'enseignement	791
49	bs49	Soins de santé et assistance sociale	18
50	bs50	Arts, spectacles et loisirs	14 921
51	bs51	Services d'hébergement et de restauration	12
52	bs52	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)	8 315
53	bs53	Autres services des institutions sans but lucratif au service des ménages	0
54	bs54	Autres services des administrations publiques	4 917
55	bs55	Fournitures d'exploitation et de bureau	69 100
56	bs56	Déplacement, divertissement, publicité et promotion	44 848
57	bs57	Financement privé des services d'institution sans but lucratif	0
58	bs58	Financement gouvernemental des services du secteur des administrations publiques	0
Total des dépenses en biens et services			1 151 818
	SAL	Salaires et traitements avant impôt	645 491
	RMB	Revenu mixte brut	19 552
	ARB	Autres revenus bruts avant impôt	425 767
Total des dépenses			2 242 628
	SUB	Subventions	-74 474
Total des dépenses nettes de subventions			2 168 154
Main-d'œuvre			années-personnes de 2015
		Salariés	15 032,5
		Autres travailleurs	670,6

	Biens et services	SAL+RMB+ARB	Subventions
Demandeur	k\$ de 2015		
Construction, réparations	1 669	1 562	0
Prépar. et conditionn. poisson et fruits mer	1 382	555	-17
Boulangeries et fabrication tortillas	277	160	0
Fabrication d'autres aliments	19 763	17 041	-4
Usines textiles et prod. textiles	260	177	0
Fabrication produits papier transformé	320 724	151 978	-22
Impression et act. conn. de soutien	11 602	11 549	-1
Fabric. produits pharmac. et médicaments	28 223	29 538	-11
Fabric. peintures, revêtements et adhésifs	9 006	6 111	0

Demandeur	Biens et services	SAL+RMB+ARB	Subventions
	k\$ de 2015		
Fabric. produits en plastique	7 715	4 644	0
Fabric. chaud., réserv. et cont. expéd.	14	11	0
Fabric. ressorts et prod. fil métallique	65 999	49 001	0
Fabric. carross. et remorques véh. auto.	206	94	0
Aut. activités diverses de fabrication	56 281	42 072	-6
Commerce de gros	4 254	6 832	0
Commerce de détail	9 002	15 148	-3
Transport par camion	3 714	2 834	-4
Services postaux et messagerie	204	257	-1
Entreposage	308 079	520 137	0
Autres industries film et vidéo	201 428	102 417	-17 714
Act. intermédiation fin. par dépôts	111	257	0
Bailleurs de biens immobiliers	63	75	0
Loc. et bailleurs biens inc. non fin.	31	41	0
Services administratifs de bureau	1 236	2 499	0
Services gestion déchets et assainiss.	3 020	5 839	-19
Établiss. enseignement, sauf SBL et gouv.	82	103	-1
Cabinets de médecins	789	3 392	-41
Services divers de soins ambulatoires	16	44	-4
Hébergement des voyageurs	13 512	19 768	-45
Services restauration et débits boissons	11 194	10 587	-188
Réparation et entretien véh. auto.	446	739	0
Services personn. et de blanchiss.	37	38	0
Autres ISBL au service des ménages	1 448	1 230	0
Aut. services administration fédérale	564	1 092	0
Total des secteurs confidentiels	69 467	82 988	-56 393

Référence : 20170120-1-1-2012C-2015C (2015C)

Tableau C2
Impact économique pour le Québec de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015

	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
Main-d'œuvre	années-personnes de 2015			
Salariés	15 032,5	2 420,1	2 254,0	19 706,6
Autres travailleurs	670,6	234,0	290,9	1 195,5
	k\$ de 2015			
Valeur ajoutée aux prix de base	1 090 810	256 404	208 979	1 556 193
Salaires et traitements avant impôt	645 491	121 509	102 447	869 447
Revenu mixte brut	19 552	15 964	15 455	50 971
Autres revenus bruts avant impôt	425 767	118 931	91 077	635 775
Autres productions ¹	...	4 368	2 166	6 534
Subventions	-74 474	-3 541	-2 552	-80 566
Taxes indirectes	...	7 943	6 609	14 552
Importations	...	421 729	249 713	671 442
Revenus du gouvernement du Québec, dont :				
- Impôt sur salaires et traitements	53 639	11 576	9 065	74 280
- Taxes de vente	...	294	717	1 010
- Taxes spécifiques	...	6 211	4 076	10 287
Revenus du gouvernement fédéral, dont :				
- Impôt sur salaires et traitements	31 881	7 504	5 702	45 087
- Taxes de vente	...	90	841	931
- Taxes et droits d'accise	...	1 348	975	2 324
Parafiscalité ²				
- Québécoise (RRQ, FSS, CNESST, RQAP)	114 675	19 523	16 501	150 699
- Fédérale (assurance-emploi)	22 858	3 913	3 392	30 163

1. Diminution des stocks et vente de biens et services de certains secteurs de la demande finale.

2. La parafiscalité comprend les contributions des employeurs et des employés.

... N'ayant pas lieu de figurer

Référence : 20170120-1-1-2012C-2015C (2015C)

Tableau C3
Ventilation de l'impact sur la main-d'œuvre, la rémunération et la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur

N°	Secteur	Main-d'œuvre		Salaires et traitements	Revenu mixte brut	Valeur ajoutée
		Salariés	Autres	k\$ de 2015	k\$ de 2015	k\$ de 2015
		années-personnes de 2015	années-personnes de 2015			
1	Cultures agricoles	10,9	2,8	401,0	398,4	1 471,1
2	Élevage	8,1	5,5	298,9	411,5	1 164,4
3	Foresterie et exploit. forestière	21,3	2,6	1 007,7	288,9	2 524,9
4	Pêche, chasse et piégeage	1,4	0,4	62,9	83,7	171,9
5	Activités soutien à l'agriculture	1,0	0,2	37,0	20,3	86,9
6	Activités soutien à la foresterie	6,9	0,4	318,1	35,9	531,2
7	Extraction de pétrole et de gaz	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
8	Extraction minerais métalliques	1,4	0,0	175,9	0,0	702,4
9	Extraction minerais non métalliques	4,4	0,2	247,8	3,1	867,9
10	Act. soutien extract. min., pétr. et gaz	0,3	0,0	27,1	0,4	27,6
	Secteur primaire	55,8	12,1	2 576,3	1 242,4	7 548,3
11	Prod., transp. et dist. électricité	59,7	0,0	6 039,8	0,0	34 207,1
12	Autres services publics	7,0	0,2	532,8	5,7	2 664,0
	Services publics	66,6	0,2	6 572,6	5,7	36 871,1
13	Construction résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	Construction non résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	Travaux de génie et transports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	Travaux génie, pétrole et gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	Travaux génie, énergie électrique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	Travaux de génie, communications	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	Autres travaux de génie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	Construction, réparations	210,7	24,3	11 623,8	2 796,8	20 749,2
21	Autres activités de construction	4,2	3,7	211,8	418,7	1 845,3
	Construction	215,0	28,0	11 835,6	3 215,5	22 594,4
22	Fabrication aliments pour animaux	2,1	0,0	93,6	3,6	251,6
23	Moutures céréales et graines oléag.	1,7	0,1	78,2	2,4	263,7
24	Fabrication sucre et confiseries	1,0	0,1	44,9	0,8	86,1
25	Cons. fruits et lég., fab. spéc. alim.	1,9	0,0	95,3	0,7	218,8
26	Fabrication de produits laitiers	10,1	0,2	614,3	4,9	1 169,4
27	Fabrication de produits de viande	5,5	0,0	250,1	1,1	378,4
28	Prép. et cond. poisson et fruits mer	8,1	0,2	291,5	16,2	641,9
29	Boulangeries et fabrication tortillas	8,8	0,3	316,4	7,3	640,8
30	Fabrication d'autres aliments	133,0	0,8	6 241,7	41,6	17 715,5
31	Fabr. boissons gazeuses et glace	2,3	0,0	123,4	0,0	295,3
32	Fabr. boissons alcoolisées	7,4	0,1	447,3	0,3	1 696,0
33	Fabrication du tabac	0,3	0,0	21,4	0,0	234,2

N° Secteur		Main-d'œuvre		Salaires et traitements	Revenu mixte brut	Valeur ajoutée
		Salariés	Autres			
		années-personnes de 2015				
34	Usines textiles et prod. textiles	17,5	0,7	798,1	7,6	1 456,5
35	Fab. vêtements et prod. cuir	5,8	0,5	201,6	9,9	296,0
36	Scieries et préservation du bois	21,3	0,5	1 191,0	2,4	1 905,2
37	Fabr. placage, contrepl. et bois recon.	4,7	0,0	224,8	0,4	326,8
38	Fabrication autres produits en bois	24,2	0,8	989,4	19,9	1 876,2
39	Usines pâte papier, papier et carton	155,2	2,0	10 209,4	1,8	23 658,7
40	Fabr. produits papier transformé	1 569,3	14,5	85 967,9	102,7	159 209,8
41	Impression et act. conn. de soutien	213,1	8,9	9 335,2	164,9	16 887,0
42	Fabr. prod. pétrole et charbon	4,6	0,0	350,9	0,5	1 989,4
43	Fabr. de produits chimiques de base	3,5	0,0	262,2	0,1	816,6
44	Fabr. rés., caoutch. et fibres artific.	2,7	0,0	167,8	0,1	384,8
45	Fabr. engrais et aut. prod. chim. agri.	1,9	0,0	96,5	0,0	258,0
46	Fabr. prod. pharmac. et médicaments	184,1	0,8	11 990,1	2,2	31 669,8
47	Fabr. peintures, revêt. et adhésifs	38,1	0,7	2 192,9	1,3	7 666,4
48	Fabr. savons, détachants, prod. toil.	3,9	0,1	195,4	0,3	316,5
49	Fabr. autres produits chimiques	14,4	0,3	886,1	0,9	1 750,3
50	Fabr. produits en plastique	103,0	0,6	4 796,4	5,9	9 626,1
51	Fabr. produits en caoutchouc	7,4	0,0	365,1	0,1	620,8
52	Fabr. ciment et produits en béton	10,6	0,2	586,2	0,5	1 458,1
53	Fabr. autres prod. min. non métall.	6,5	0,2	337,0	1,0	681,8
54	Sidérurgie	12,2	0,2	856,9	3,0	2 021,7
55	Fabr. prod. acier à partir acier ach.	104,9	0,9	6 939,3	28,7	12 618,6
56	Prod. et transf. alumine et aluminium	22,6	0,1	1 619,0	0,2	4 156,8
57	Prod., transf. mét. non ferr. sauf alu	5,1	0,0	347,3	0,1	1 211,6
58	Fonderies	1,0	0,0	50,9	0,0	111,7
59	Forgeage et estampage	5,7	0,0	296,2	1,4	498,9
60	Fabr. tôles fortes et élém. charpente	21,2	0,2	1 103,9	1,9	1 908,3
61	Fabr. chaud., réserv. et cont. expéd.	3,6	0,0	210,2	0,5	286,6
62	Fabr. articles quincaillerie	0,3	0,0	10,7	0,0	17,3
63	Fabr. ressorts et prod. fil métallique	619,5	1,8	27 427,0	89,1	49 072,6
64	Ateliers d'usinage	14,2	0,6	697,0	14,6	1 187,2
65	Revêt., gravure et trait. thermique	11,5	0,4	541,4	1,2	894,4
66	Fabr. autres produits métalliques	6,2	0,2	350,4	2,7	667,0
67	Fabr. mach. agric., const. et extr. min.	4,1	0,0	227,5	0,2	425,9
68	Fabr. machines industrielles	3,7	0,0	194,2	0,1	328,2
69	Fabr. mach. commerce et ind. serv.	18,2	0,3	1 252,7	0,5	2 146,0
70	Fabr. app. chauff., réfrig. commerc.	3,9	0,0	185,8	0,1	329,8
71	Fabr. machines-outils travail métal	2,4	0,0	113,0	0,2	181,6
72	Fabr. moteurs et mat. transm. puiss.	0,6	0,0	44,1	0,0	72,0

N° Secteur		Main-d'œuvre		Salaires et traitements	Revenu mixte brut	Valeur ajoutée
		Salariés	Autres			
73	Fabr. autres machines usage général	5,6	0,1	297,2	1,1	508,8
74	Fabr. mat. inform. et périphérique	0,3	0,0	20,8	0,7	31,6
75	Fabr. matériel communication	2,2	0,0	153,4	1,3	301,9
76	Fabr. semi-cond. et autres comp. électr.	1,0	0,0	57,1	0,5	89,3
77	Autres fabr. produits électroniques	7,3	0,1	504,1	6,6	753,5
78	Fabr. matériel électrique éclairage	1,0	0,0	49,3	0,1	92,2
79	Fabr. appareils ménagers	0,3	0,0	18,0	0,0	35,3
80	Fabr. de matériel électrique	4,3	0,0	297,6	0,2	522,0
81	Fabr. aut. types mat. et comp. élect.	4,3	0,0	260,5	1,3	473,2
82	Fabr. véhicules automobiles	0,6	0,0	37,0	0,0	63,8
83	Fabr. carross. et remorq. véh. auto.	2,3	0,0	117,2	0,1	186,3
84	Fabr. pièces véh. auto.	1,6	0,0	67,7	0,2	152,1
85	Fabr. prod. aérospatiaux et pièces	44,2	0,1	3 121,3	0,6	6 672,9
86	Fabr. matériel ferroviaire roulant	0,2	0,0	12,8	0,0	28,5
87	Constr. navires et embarcations	3,8	0,1	189,2	0,4	264,3
88	Autres fabricat. matériel transport	5,3	0,0	298,1	0,4	616,5
89	Fabr. meubles maison, inst.	8,1	0,9	310,5	6,5	465,8
90	Fabr. meubles bur., incl. art. ameubl.	1,3	0,0	56,1	0,4	89,4
91	Fabr. autres prod. connexes meubles	0,0	0,0	1,9	0,0	2,8
92	Fabr. fournis. et matériaux médicaux	1,9	0,1	88,4	0,3	173,7
93	Autres act. diverses de fabrication	627,1	50,0	26 587,3	1 012,3	44 971,7
	Fabrication	4 157,4	89,1	214 775,0	1 579,1	421 077,9
94	Commerce de gros	359,1	12,1	19 838,3	419,3	36 580,2
95	Commerce de détail	814,0	25,7	22 062,8	1 815,3	33 808,5
96	Transport aérien	15,7	0,4	896,1	19,7	2 311,4
97	Transport ferroviaire	32,4	0,0	2 520,4	0,4	5 916,5
98	Transport par eau	10,2	0,4	708,2	15,2	1 122,7
99	Transport par camion	183,2	16,8	8 074,1	1 011,7	14 175,0
100	Serv. urbains transport en commun	872,6	5,5	49 331,0	2,0	71 113,0
101	Services de taxi et de limousine	3,7	12,5	86,2	258,5	392,2
102	Autres services transport personnes	5,8	0,3	191,4	19,3	356,8
103	Transport par pipeline	0,3	0,0	31,6	0,0	511,0
104	Activités de soutien au transport	59,6	5,1	3 321,1	25,6	7 326,5
105	Services postaux et messagerie	61,7	7,9	2 963,9	175,5	4 614,9
106	Entreposage	8 322,9	178,9	322 004,5	3 504,9	523 554,0
107	Éditeurs de journaux	19,9	0,8	1 287,1	11,5	2 182,7
108	Autres éditeurs	12,0	1,9	738,7	26,8	1 505,2
109	Éditeurs de logiciels	4,0	0,0	369,5	1,5	529,5
110	Présentation films et vidéos	5,5	0,4	109,6	4,6	207,7

N° Secteur		Main-d'œuvre		Salaires et traitements	Revenu mixte brut	Valeur ajoutée
		Salariés	Autres			
111	Autres industries film et vidéo	1 275,8	404,2	71 348,2	11 118,5	113 248,9
112	Industrie enregistrement sonore	2,7	2,1	159,4	60,9	328,7
113	Radio et télédiffusion sauf Internet	16,9	0,0	988,9	0,0	1 579,7
114	Télévision payante et spécialisée	2,6	0,0	149,0	0,2	410,4
115	Télécommunications	30,2	0,7	2 119,2	42,7	7 688,6
116	Traitement et hébergement données	1,8	0,5	116,4	27,6	209,5
117	Autres services information	2,9	0,8	164,6	71,4	260,4
118	Act. intermédiation fin. par dépôts	146,4	0,0	7 699,3	0,0	14 787,4
119	Sociétés assurance	26,0	0,0	1 850,7	0,0	5 865,1
120	Agents et courtiers assur. et act. liées	23,3	7,2	1 405,6	291,8	2 330,6
121	Autres activités financières	35,1	7,1	2 706,3	331,8	4 299,6
122	Bailleurs de biens immobiliers	32,6	6,8	1 129,2	6 086,4	20 524,4
123	Agents et courtiers immob. et act. liées	11,4	10,3	572,7	585,4	1 598,0
124	Propriétaires-occupants de logement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
125	Loc. et bailleurs biens inc. non fin.	10,5	0,5	445,3	25,3	2 539,3
126	Autres services location et loc. bail	30,9	1,2	1 233,6	22,8	3 208,0
127	Bailleurs biens incorpor. non fin.	0,2	0,0	8,1	0,0	70,6
128	Services juridiques	30,1	8,1	1 604,1	3 371,4	4 929,1
129	Serv. compt., tenue livres et paie	33,2	14,1	1 786,3	1 520,6	3 698,6
130	Architecture, génie et serv. conn.	58,2	4,3	3 914,8	338,2	6 482,7
131	Concept. syst. inform. et serv. conn.	48,4	5,2	3 411,0	103,3	5 589,0
132	Serv. cons. gest. scient. et techn.	25,1	14,5	1 510,1	744,6	2 958,4
133	Serv. rech. et développ. scient.	10,3	0,3	687,3	7,0	949,9
134	Publicité et services connexes	34,4	10,5	1 946,3	257,7	2 816,8
135	Autres serv. prof., scientif. et techn.	36,6	26,1	1 491,6	1 195,9	2 906,6
136	Sociétés de portefeuille	149,3	0,0	9 182,0	0,0	10 974,8
137	Services administratifs de bureau	159,3	5,2	9 018,0	50,3	11 597,7
138	Services emploi	164,2	3,8	5 067,7	147,6	6 303,7
139	Services soutien aux entreprises	69,8	17,8	2 722,6	73,2	3 981,9
140	Serv. prépar. voyages et réserv.	42,4	1,3	1 565,9	196,9	1 887,7
141	Services enquêtes et sécurité	35,5	0,9	1 153,9	3,9	1 365,9
142	Serv. rel. bâtiments et logements	94,6	71,1	2 669,6	1 407,9	4 967,9
143	Soutien install. et autres serv. soutien	95,3	3,3	3 640,4	436,1	12 658,9
144	Serv. gestion déchets et assainiss.	89,7	6,0	4 355,8	66,4	10 753,5
145	Établiss. enseign. sauf SBL et gouv.	14,9	7,9	405,6	121,7	631,1
146	Cabinets de médecins	9,6	8,6	452,2	3 483,8	4 791,9
147	Cabinets de dentistes	0,3	0,0	13,2	15,9	39,9
148	Serv. divers soins ambulatoires	3,8	3,1	160,4	182,5	414,7
149	Établ. soins inf. et soins bén. int.	0,8	0,1	30,6	1,3	40,2

		Main-d'œuvre		Salaires et traitements	Revenu mixte brut	Valeur ajoutée
		Salariés	Autres			
N°	Secteur	années-personnes de 2015		k\$ de 2015		
150	Assistance sociale	0,8	1,4	26,9	33,3	75,9
151	Arts interp., spect. et étab. patr.	74,8	57,7	3 034,2	2 511,9	6 445,3
152	Jeux hasard et loteries	0,6	0,0	33,0	0,2	57,4
153	Autres services divertiss. et loisirs	25,4	1,1	615,8	9,4	1 057,6
154	Hébergement des voyageurs	432,4	4,0	13 128,2	461,1	23 070,5
155	Parcs véh., camps, chambres et pensions	1,9	0,1	48,1	27,7	137,9
156	Serv. restaur. et débits boissons	564,7	15,3	11 939,4	405,3	15 121,3
157	Réparat. et entret. véh. auto.	87,7	27,0	3 066,2	790,7	6 207,4
158	Autres réparations et entretiens	75,0	22,5	3 283,8	720,6	5 176,3
159	Serv. personn. et serv. blanchiss.	15,7	14,8	397,0	265,3	994,8
160	Fond., grp. cit. et org. prof. sim.	32,7	0,0	1 212,6	0,0	1 221,4
161	Ménages privés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Autres services	14 949,6	1 066,0	620 206,0	44 928,2	1 045 464,1
162	Enseignement, ISBL	2,8	0,0	112,0	0,0	133,8
163	Soins ambulatoires, ISBL	0,2	0,0	8,5	0,0	10,0
164	Assistance sociale, ISBL	2,6	0,0	74,9	0,0	88,3
165	Arts, spectacles et loisirs, ISBL	1,8	0,0	57,8	0,0	72,3
166	Organismes religieux	4,1	0,0	112,9	0,0	144,3
167	Autres ISBL au service ménages	43,9	0,0	1 497,7	0,0	1 783,1
168	Étab. publ. enseign. prim. et sec.	4,8	0,0	211,3	0,0	281,4
169	Étab. publ. enseign. collégial	5,1	0,0	276,4	0,0	370,2
170	Universités	9,5	0,0	517,8	0,0	1 074,5
171	Aut. étab. public enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
172	Hôpitaux	19,1	0,0	1 018,5	0,0	1 343,6
173	Étab. publ. soins bénéf. internes	0,5	0,0	17,2	0,0	21,3
174	Services de défense	1,7	0,0	95,4	0,0	142,3
175	Autres serv. administration fédérale	41,9	0,0	3 224,3	0,0	5 039,1
176	Autres serv. administration prov.	45,2	0,0	2 666,6	0,0	4 762,3
177	Autres serv. administration locale	78,9	0,0	3 589,9	0,0	7 370,4
178	Autres serv. administr. autochtone	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Secteurs non commerciaux	262,1	0,0	13 481,1	0,0	22 636,9
	Total des secteurs	19 706,6	1 195,5	869 446,7	50 971,0	1 556 192,7

Référence : 20170120-1-1-2012C-2015C (2015C)



Tableau C4
Ventilation de l'impact sur les importations de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par bien et service

N°	Code	Bien et service	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
			k\$ de 2015		
1	bs01	Produits de récolte	2 722,0	1 480,8	4 202,8
2	bs02	Animaux vivants	0,0	132,7	132,7
3	bs03	Autres produits agricoles	241,6	70,7	312,3
4	bs04	Produits et services forestiers	0,2	1 133,9	1 134,1
5	bs05	Produits de la pêche	701,3	126,7	828,0
6	bs06	Services de soutien à l'agriculture et à la foresterie	0,0	327,0	327,0
7	bs07	Combustibles minéraux	6 334,5	22 854,7	29 189,2
8	bs08	Minerais métalliques et concentrés	0,0	2 042,0	2 042,0
9	bs09	Minéraux non métalliques	144,2	960,8	1 105,0
10	bs10	Serv. soutien extraction minière et extraction pétrole et gaz	0,0	71,7	71,7
11	bs11	Services utilité publique	414,5	348,2	762,7
12	bs12	Construction résidentielle	0,0	0,0	0,0
13	bs13	Construction non résidentielle	0,0	0,0	0,0
14	bs14	Travaux de génie	0,0	0,0	0,0
15	bs15	Construction et réparations	0,0	0,0	0,0
16	bs16	Produits de la viande, du poisson et laitiers	2 699,6	2 043,4	4 743,1
17	bs17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	4 707,1	3 103,6	7 810,7
18	bs18	Boissons	730,8	1 677,0	2 407,8
19	bs19	Tabac et produits du tabac	0,0	19,6	19,6
20	bs20	Produits textiles	9 169,9	1 473,3	10 643,1
21	bs21	Vêtements, produits en tricot et en cuir	24,9	1 313,2	1 338,1
22	bs22	Produits du bois	900,9	3 349,5	4 250,4
23	bs23	Papier et produits connexes	87 501,4	12 136,7	99 638,2
24	bs24	Impression et édition	1 200,6	2 194,4	3 395,0
25	bs25	Produits du pétrole et du charbon	4 178,9	9 285,1	13 464,0
26	bs26	Produits chimiques et pharmaceutiques	50 692,0	23 129,0	73 821,0
27	bs27	Produits en caoutchouc et en plastique	11 416,4	6 976,5	18 392,9
28	bs28	Produits minéraux non métalliques	828,6	1 565,9	2 394,6
29	bs29	Produits métalliques primaires	52 342,7	11 127,4	63 470,1
30	bs30	Produits métalliques fabriqués	2 453,5	8 544,3	10 997,8
31	bs31	Machinerie	16 251,1	10 604,4	26 855,4
32	bs32	Produits informatiques et électroniques	4 078,1	5 096,4	9 174,6
33	bs33	Matériel et composants électriques	991,5	8 481,9	9 473,4
34	bs34	Matériel de transport	1 680,9	10 868,3	12 549,2
35	bs35	Meubles et articles d'ameublement	4,5	47,8	52,4
36	bs36	Produits manufacturés divers	16 960,5	3 524,5	20 485,0
37	bs37	Marge et commissions de commerce de gros	351,2	17 211,6	17 562,7

N°	Code	Bien et service	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
			k\$ de 2015		
38	bs38	Marge et services de commerce de détail	0,3	1 406,9	1 407,1
39	bs39	Transports et entreposage	13 695,5	12 771,4	26 466,9
40	bs40	Marge de transport	0,0	11 218,9	11 218,9
41	bs41	Produits publiés et audiovisuels	42,1	1 318,2	1 360,3
42	bs42	Télécommunications	1 448,6	1 579,3	3 027,9
43	bs43	Services liés à l'information et la culture	29 641,0	9 107,4	38 748,5
44	bs44	Services financiers et assurances	8 393,8	6 472,2	14 866,0
45	bs45	Services immobiliers et location	7 141,0	5 323,8	12 464,8
46	bs46	Loyers imputés aux propriétaires occupants	0,0	0,0	0,0
47	bs47	Services professionnels et aux entreprises	73 689,6	19 340,3	93 029,9
48	bs48	Services d'enseignement	11,0	25,8	36,8
49	bs49	Soins de santé et assistance sociale	1,5	57,7	59,2
50	bs50	Arts, spectacles et loisirs	7 405,2	1 311,6	8 716,8
51	bs51	Services d'hébergement et de restauration	1,2	4 385,7	4 386,9
52	bs52	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)	503,6	2 063,4	2 567,0
53	bs53	Autres services des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0
54	bs54	Autres services des administrations publiques	31,5	7,1	38,6
55	bs55	Fournitures d'exploitation et de bureau	0,0	0,0	0,0
56	bs56	Déplacement, divertissement, publicité et promotion	0,0	0,0	0,0
57	bs57	Financement privé des services d'institution sans but lucratif	0,0	0,0	0,0
58	bs58	Financement gouvernemental des services du secteur des administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Total des biens et services			421 729,3	249 712,7	671 442,0

Référence : 20170120-1-1-2012C-2015C (2015C)

Tableau C5
Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes et les autres productions de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par bien et service

			Taxes indirectes		Autres productions
			Québécoises	Fédérales	
N°	Code	Bien et service	k\$ de 2015		
1	bs01	Produits de récolte	0,0	0,0	111,8
2	bs02	Animaux vivants	0,0	0,0	10,4
3	bs03	Autres produits agricoles	0,1	0,0	11,8
4	bs04	Produits et services forestiers	0,0	0,0	0,3
5	bs05	Produits de la pêche	0,0	0,0	1,9
6	bs06	Services de soutien à l'agriculture et à la foresterie	0,0	0,0	0,0
7	bs07	Combustibles minéraux	253,7	14,8	5,5
8	bs08	Minerais métalliques et concentrés	0,0	0,0	0,7
9	bs09	Minéraux non métalliques	3,1	0,1	48,6
10	bs10	Serv. sout. extraction minière et extraction pétrole et gaz	0,0	0,0	0,0
11	bs11	Services utilité publique	267,0	27,3	0,0
12	bs12	Construction résidentielle	0,0	0,0	0,0
13	bs13	Construction non résidentielle	0,0	0,0	0,0
14	bs14	Travaux de génie	0,0	0,0	0,0
15	bs15	Construction et réparations	48,2	104,0	0,0
16	bs16	Produits de la viande, du poisson et laitiers	0,0	0,0	29,0
17	bs17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	0,0	0,0	58,8
18	bs18	Boissons	977,5	184,3	23,0
19	bs19	Tabac et produits du tabac	0,0	0,0	3,4
20	bs20	Produits textiles	0,2	0,1	26,8
21	bs21	Vêtements, produits en tricot et en cuir	2,9	0,0	6,7
22	bs22	Produits du bois	0,0	0,0	259,9
23	bs23	Papier et produits connexes	0,1	0,1	1 897,1
24	bs24	Impression et édition	0,5	3,4	0,0
25	bs25	Produits du pétrole et du charbon	5 659,9	1 707,0	713,7
26	bs26	Produits chimiques et pharmaceutiques	6,7	0,9	612,8
27	bs27	Produits en caoutchouc et en plastique	15,9	0,1	176,4
28	bs28	Produits minéraux non métalliques	0,4	0,0	70,9
29	bs29	Produits métalliques primaires	0,2	0,1	2 050,8
30	bs30	Produits métalliques fabriqués	1,1	0,1	89,5
31	bs31	Machinerie	0,2	0,1	158,3
32	bs32	Produits informatiques et électroniques	0,3	0,4	4,5
33	bs33	Matériel et composants électriques	0,1	0,0	54,9
34	bs34	Matériel de transport	1,3	0,5	70,9
35	bs35	Meubles et articles d'ameublement	0,0	0,0	0,0
36	bs36	Produits manufacturés divers	1,4	0,8	34,1

			Taxes indirectes		Autres productions
			Québécoises	Fédérales	
N°	Code	Bien et service	k\$ de 2015		
37	bs37	Marge et commissions de commerce de gros	0,0	0,0	0,0
38	bs38	Marge et services de commerce de détail	0,0	0,0	0,0
39	bs39	Transports et entreposage	21,3	29,8	0,0
40	bs40	Marge de transport	0,0	0,0	0,0
41	bs41	Produits publiés et audiovisuels	0,5	0,2	1,2
42	bs42	Télécommunications	118,0	32,6	0,0
43	bs43	Services liés à l'information et la culture	6,5	40,2	0,0
44	bs44	Services financiers et assurances	2 973,1	194,3	0,0
45	bs45	Services immobiliers et location	84,6	109,5	0,0
46	bs46	Loyers imputés aux propriétaires occupants	0,0	0,0	0,0
47	bs47	Services professionnels et aux entreprises	123,0	249,1	0,0
48	bs48	Services d'enseignement	1,6	1,2	0,0
49	bs49	Soins de santé et assistance sociale	0,0	0,0	0,0
50	bs50	Arts, spectacles et loisirs	5,4	0,9	0,0
51	bs51	Services d'hébergement et de restauration	4,0	8,6	0,0
52	bs52	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)	76,8	22,8	0,0
53	bs53	Autres services des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,1	0,0	0,0
54	bs54	Autres services des administrations publiques	0,2	0,3	0,0
55	bs55	Fournitures d'exploitation et de bureau	109,4	17,0	0,0
56	bs56	Déplacement, divertissement, publicité et promotion	532,1	503,8	0,0
57	bs57	Financement privé des services d'institution sans but lucratif	0,0	0,0	0,0
58	bs58	Financement gouvernemental des services du secteur des administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Total des biens et services			11 297,4	3 254,3	6 533,7

Référence : 20170120-1-1-2012C-2015C (2015C)

Tableau C6
Ventilation de l'impact sur la main-d'œuvre salariée, la rémunération et la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur

N° secteur	Main-d'œuvre : salariés				Salaires et traitements avant impôt			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2015				k\$ de 2015			
1	0,0	4,6	6,3	10,9	0,0	169,7	231,2	401,0
2	0,0	0,6	7,5	8,1	0,0	22,9	276,0	298,9
3	0,0	0,6	20,7	21,3	0,0	29,8	978,0	1 007,7
4	0,0	1,2	0,2	1,4	0,0	53,4	9,5	62,9
5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	37,0	37,0
6	0,0	0,0	6,8	6,9	0,0	2,2	315,9	318,1
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
8	0,0	0,3	1,2	1,4	0,0	32,8	143,1	175,9
9	0,0	0,4	4,0	4,4	0,0	21,7	226,1	247,8
10	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,0	27,1	27,1
Secteur primaire	0,0	7,8	48,0	55,8	0,0	332,5	2 243,8	2 576,3
11	0,0	35,4	24,2	59,7	0,0	3 585,1	2 454,7	6 039,8
12	0,0	0,5	6,5	7,0	0,0	36,9	495,9	532,8
Services publics	0,0	35,9	30,7	66,6	0,0	3 622,0	2 950,6	6 572,6
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	15,9	144,4	50,5	210,7	875,0	7 964,0	2 784,9	11 623,8
21	0,0	2,6	1,6	4,2	0,0	129,2	82,5	211,8
Construction	15,9	146,9	52,1	215,0	875,0	8 093,2	2 867,4	11 835,6
22	0,0	0,5	1,6	2,1	0,0	22,1	71,5	93,6
23	0,0	0,7	1,0	1,7	0,0	32,7	45,6	78,2
24	0,0	0,7	0,3	1,0	0,0	32,8	12,2	44,9
25	0,0	1,0	0,9	1,9	0,0	48,7	46,5	95,3
26	0,0	8,0	2,1	10,1	0,0	487,3	127,0	614,3
27	0,0	3,5	2,0	5,5	0,0	157,3	92,9	250,1
28	7,0	0,5	0,6	8,1	252,0	18,4	21,1	291,5
29	2,2	3,6	3,0	8,8	79,0	128,0	109,5	316,4
30	127,9	2,7	2,4	133,0	6 004,0	126,8	110,8	6 241,7
31	0,0	1,2	1,1	2,3	0,0	64,5	58,9	123,4
32	0,0	3,4	4,0	7,4	0,0	206,5	240,8	447,3

N° secteur	Main-d'œuvre : salariés				Salaires et traitements avant impôt			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2015				k\$ de 2015			
33	0,0	0,2	0,1	0,3	0,0	11,0	10,3	21,4
34	2,1	11,4	4,0	17,5	97,0	519,5	181,6	798,1
35	0,0	1,2	4,6	5,8	0,0	41,7	159,9	201,6
36	0,0	1,8	19,5	21,3	0,0	103,3	1 087,7	1 191,0
37	0,0	2,8	1,9	4,7	0,0	134,3	90,4	224,8
38	0,0	14,9	9,2	24,2	0,0	611,9	377,5	989,4
39	0,0	143,6	11,6	155,2	0,0	9 447,7	761,7	10 209,4
40	1 498,0	60,8	10,4	1 569,3	82 063,0	3 332,9	572,0	85 967,9
41	145,7	27,7	39,7	213,1	6 384,0	1 212,1	1 739,1	9 335,2
42	0,0	2,3	2,3	4,6	0,0	178,2	172,7	350,9
43	0,0	1,6	2,0	3,5	0,0	117,1	145,0	262,2
44	0,0	1,9	0,8	2,7	0,0	117,5	50,3	167,8
45	0,0	0,2	1,7	1,9	0,0	12,5	84,1	96,5
46	171,7	6,9	5,5	184,1	11 183,0	450,9	356,1	11 990,1
47	30,4	4,4	3,3	38,1	1 748,0	255,3	189,5	2 192,9
48	0,0	1,3	2,6	3,9	0,0	65,9	129,4	195,4
49	0,0	9,0	5,4	14,4	0,0	555,1	331,1	886,1
50	49,7	30,7	22,5	103,0	2 314,0	1 431,8	1 050,6	4 796,4
51	0,0	2,8	4,6	7,4	0,0	137,7	227,4	365,1
52	0,0	4,9	5,7	10,6	0,0	268,4	317,8	586,2
53	0,0	2,5	4,0	6,5	0,0	131,6	205,4	337,0
54	0,0	10,7	1,5	12,2	0,0	749,4	107,5	856,9
55	102,5	2,1	0,3	104,9	6 780,0	139,1	20,1	6 939,3
56	0,0	17,7	5,0	22,6	0,0	1 264,6	354,4	1 619,0
57	0,0	2,7	2,4	5,1	0,0	184,9	162,3	347,3
58	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,1	48,8	50,9
59	0,0	3,6	2,1	5,7	0,0	186,8	109,5	296,2
60	0,0	8,6	12,7	21,2	0,0	444,9	659,0	1 103,9
61	0,1	0,4	3,1	3,6	8,0	24,1	178,1	210,2
62	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	4,2	6,5	10,7
63	618,6	0,3	0,6	619,5	27 387,0	14,6	25,4	27 427,0
64	0,0	4,3	9,9	14,2	0,0	212,6	484,4	697,0
65	0,0	8,7	2,8	11,5	0,0	409,0	132,4	541,4
66	0,0	2,6	3,6	6,2	0,0	147,9	202,6	350,4
67	0,0	0,8	3,4	4,1	0,0	42,4	185,0	227,5
68	0,0	1,5	2,2	3,7	0,0	79,4	114,8	194,2
69	0,0	14,6	3,6	18,2	0,0	1 007,0	245,8	1 252,7
70	0,0	0,3	3,7	3,9	0,0	13,3	172,5	185,8

N° secteur	Main-d'œuvre : salariés				Salaires et traitements avant impôt			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2015				k\$ de 2015			
71	0,0	0,4	1,9	2,4	0,0	21,1	91,9	113,0
72	0,0	0,0	0,5	0,6	0,0	3,3	40,8	44,1
73	0,0	2,6	3,0	5,6	0,0	138,9	158,3	297,2
74	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	5,8	15,0	20,8
75	0,0	0,9	1,2	2,2	0,0	67,0	86,5	153,4
76	0,0	0,6	0,4	1,0	0,0	35,3	21,8	57,1
77	0,0	2,3	5,1	7,3	0,0	155,5	348,7	504,1
78	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,9	48,4	49,3
79	0,0	0,1	0,3	0,3	0,0	2,8	15,2	18,0
80	0,0	0,2	4,1	4,3	0,0	13,2	284,4	297,6
81	0,0	2,4	1,9	4,3	0,0	145,8	114,7	260,5
82	0,0	0,1	0,5	0,6	0,0	4,2	32,8	37,0
83	1,2	0,3	0,8	2,3	59,0	16,0	42,2	117,2
84	0,0	0,5	1,1	1,6	0,0	19,8	47,8	67,7
85	0,0	38,0	6,1	44,2	0,0	2 686,7	434,7	3 121,3
86	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	12,7	12,8
87	0,0	3,2	0,5	3,8	0,0	161,7	27,4	189,2
88	0,0	1,5	3,8	5,3	0,0	85,3	212,7	298,1
89	0,0	4,9	3,2	8,1	0,0	186,8	123,7	310,5
90	0,0	0,6	0,7	1,3	0,0	25,7	30,5	56,1
91	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	1,4	1,9
92	0,0	0,5	1,3	1,9	0,0	25,6	62,8	88,4
93	586,7	27,8	12,7	627,1	24873,0	1 177,8	536,5	26587,3
Fabrication	3 343,8	525,0	288,7	4 157,4	169 231,0	30 367,8	15 176,3	214 775,0
94	67,1	47,2	244,8	359,1	3 705,0	2 605,2	13 528,1	19838,3
95	364,7	209,9	239,4	814,0	9 885,0	5 688,6	6 489,2	22 062,8
96	0,0	0,7	15,0	15,7	0,0	39,9	856,2	896,1
97	0,0	17,0	15,4	32,4	0,0	1 320,1	1 200,2	2 520,4
98	0,0	7,0	3,2	10,2	0,0	488,1	220,1	708,2
99	36,6	65,0	81,5	183,2	1 614,0	2 865,6	3 594,5	8 074,1
100	867,0	3,4	2,2	872,6	49 016,0	191,5	123,5	49 331,0
101	0,0	0,2	3,5	3,7	0,0	4,3	81,9	86,2
102	0,0	2,7	3,2	5,8	0,0	87,2	104,2	191,4
103	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,2	31,4	31,6
104	0,0	31,8	27,8	59,6	0,0	1 770,3	1 550,8	3 321,1
105	3,4	34,4	23,8	61,7	165,0	1 654,1	1 144,8	2 963,9
106	8 268,6	48,3	6,1	8 322,9	319 903,0	1 867,1	234,5	322 004,5
107	0,0	4,1	15,8	19,9	0,0	266,5	1 020,6	1 287,1

N° secteur	Main-d'œuvre : salariés				Salaires et traitements avant impôt			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2015				k\$ de 2015			
108	0,0	1,6	10,4	12,0	0,0	98,1	640,7	738,7
109	0,0	0,6	3,4	4,0	0,0	53,2	316,2	369,5
110	0,0	3,9	1,6	5,5	0,0	78,0	31,6	109,6
111	1 153,8	107,2	14,8	1 275,8	64 524,0	5 995,9	828,3	71 348,2
112	0,0	2,4	0,4	2,7	0,0	139,1	20,3	159,4
113	0,0	6,3	10,5	16,9	0,0	371,6	617,4	988,9
114	0,0	0,2	2,4	2,6	0,0	9,0	140,0	149,0
115	0,0	14,7	15,5	30,2	0,0	1 031,3	1 087,8	2 119,2
116	0,0	0,5	1,3	1,8	0,0	34,7	81,7	116,4
117	0,0	0,0	2,9	2,9	0,0	1,6	163,0	164,6
118	2,5	82,6	61,3	146,4	134,0	4 343,0	3 222,4	7 699,3
119	0,0	17,1	8,9	26,0	0,0	1 217,1	633,5	1 850,7
120	0,0	0,1	23,2	23,3	0,0	6,8	1 398,8	1 405,6
121	0,0	16,9	18,2	35,1	0,0	1 306,3	1 400,1	2 706,3
122	0,1	22,3	10,1	32,6	4,0	773,7	351,5	1 129,2
123	0,0	5,0	6,4	11,4	0,0	250,9	321,8	572,7
124	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
125	0,2	6,4	3,9	10,5	7,0	272,2	166,1	445,3
126	0,0	15,8	15,1	30,9	0,0	631,5	602,1	1 233,6
127	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	4,3	3,9	8,1
128	0,0	16,2	13,9	30,1	0,0	863,5	740,7	1 604,1
129	0,0	12,3	20,8	33,2	0,0	663,2	1 123,1	1 786,3
130	0,0	36,9	21,3	58,2	0,0	2 484,1	1 430,7	3 914,8
131	0,0	19,7	28,7	48,4	0,0	1 388,5	2 022,6	3 411,0
132	0,0	6,5	18,6	25,1	0,0	393,2	1 117,0	1 510,1
133	0,0	2,7	7,6	10,3	0,0	180,1	507,2	687,3
134	0,0	0,1	34,3	34,4	0,0	3,0	1 943,3	1 946,3
135	0,0	15,2	21,4	36,6	0,0	618,5	873,0	1 491,6
136	0,0	102,7	46,7	149,3	0,0	6 313,5	2 868,5	9 182,0
137	34,3	109,1	15,9	159,3	1 943,0	6 176,7	898,3	9 018,0
138	0,0	123,1	41,2	164,2	0,0	3 797,1	1 270,6	5 067,7
139	0,0	51,9	17,8	69,8	0,0	2 026,5	696,1	2 722,6
140	0,0	19,4	23,0	42,4	0,0	717,5	848,4	1 565,9
141	0,0	11,1	24,4	35,5	0,0	359,4	794,6	1 153,9
142	0,0	9,4	85,3	94,6	0,0	264,7	2 405,0	2 669,6
143	0,0	75,2	20,1	95,3	0,0	2 871,7	768,7	3 640,4
144	48,7	28,8	12,1	89,7	2 365,0	1 401,2	589,5	4 355,8
145	2,4	7,5	5,0	14,9	66,0	204,3	135,3	405,6

N° secteur	Main-d'œuvre : salariés				Salaires et traitements avant impôt			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2015				k\$ de 2015			
146	6,8	0,0	2,8	9,6	320,0	0,2	132,1	452,2
147	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,4	12,9	13,2
148	0,4	0,0	3,4	3,8	17,0	0,6	142,9	160,4
149	0,0	0,0	0,8	0,8	0,0	0,0	30,6	30,6
150	0,0	0,0	0,8	0,8	0,0	0,1	26,9	26,9
151	0,0	58,8	16,0	74,8	0,0	2 384,5	649,7	3 034,2
152	0,0	0,3	0,2	0,6	0,0	19,1	13,9	33,0
153	0,0	1,9	23,5	25,4	0,0	46,0	569,8	615,8
154	370,5	1,4	60,5	432,4	11 249,0	43,5	1 835,7	13 128,2
155	0,0	0,7	1,1	1,9	0,0	19,1	29,0	48,1
156	395,4	11,1	158,3	564,7	8 359,0	234,6	3 345,9	11 939,4
157	10,4	29,2	48,1	87,7	365,0	1 019,6	1 681,7	3 066,2
158	0,0	20,0	55,0	75,0	0,0	876,7	2 407,1	3 283,8
159	0,5	3,3	11,8	15,7	12,0	84,8	300,2	397,0
160	0,0	18,1	14,7	32,7	0,0	669,4	543,2	1 212,6
161	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres services	11 633,4	1 568,2	1 748,0	14 949,6	473 653,0	71 591,9	74 961,1	620 206,0
162	0,0	1,0	1,8	2,8	0,0	40,3	71,6	112,0
163	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	8,4	8,5
164	0,0	0,0	2,5	2,6	0,0	0,8	74,1	74,9
165	0,0	0,0	1,7	1,8	0,0	0,6	57,2	57,8
166	0,0	1,0	3,1	4,1	0,0	27,1	85,8	112,9
167	30,3	1,4	12,2	43,9	1 033,0	46,6	418,1	1 497,7
168	0,0	2,4	2,5	4,8	0,0	104,4	106,9	211,3
169	0,0	3,2	1,9	5,1	0,0	174,9	101,5	276,4
170	0,0	3,8	5,8	9,5	0,0	203,8	314,0	517,8
171	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
172	0,0	9,6	9,5	19,1	0,0	513,4	505,1	1 018,5
173	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	17,2	17,2
174	0,0	1,2	0,5	1,7	0,0	66,7	28,7	95,4
175	9,1	24,4	8,4	41,9	699,0	1 878,3	647,0	3 224,3
176	0,0	31,6	13,6	45,2	0,0	1 863,8	802,8	2 666,6
177	0,0	56,7	22,2	78,9	0,0	2 580,8	1 009,1	3 589,9
178	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteurs non commerciaux	39,4	136,3	86,4	262,1	1 732,0	7 501,7	4 247,3	13 481,1
Total des secteurs	15 032,5	2 420,1	2 254,0	19 706,6	645 491,0	121 509,1	102 446,5	869 446,7

Référence : 20170120-1-1-2012C-2015C (2015C)

Tableau C7
Ventilation de l'impact sur les autres travailleurs et le revenu mixte brut de dépenses d'exploitation des entreprises
ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur

N° secteur	Main-d'œuvre : autres travailleurs				Revenu mixte brut			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2015				k\$ de 2015			
1	0,0	1,2	1,6	2,8	0,0	168,7	229,8	398,4
2	0,0	0,4	5,1	5,5	0,0	31,5	380,0	411,5
3	0,0	0,1	2,5	2,6	0,0	8,5	280,4	288,9
4	0,0	0,3	0,1	0,4	0,0	71,1	12,6	83,7
5	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	20,3	20,3
6	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,2	35,7	35,9
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,3	2,9	3,1
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4
Secteur primaire	0,0	2,0	10,1	12,1	0,0	280,3	962,1	1 242,4
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,4	5,3	5,7
Services publics	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,4	5,3	5,7
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	1,8	16,6	5,8	24,3	211,0	1 915,9	669,9	2 796,8
21	0,0	2,3	1,5	3,7	0,0	255,5	163,2	418,7
Construction	1,8	18,9	7,3	28,0	211,0	2 171,4	833,1	3 215,5
22	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	2,7	3,6
23	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	1,0	1,4	2,4
24	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,6	0,2	0,8
25	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,3	0,7
26	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	3,9	1,0	4,9
27	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,4	1,1
28	0,2	0,0	0,0	0,2	14,0	1,0	1,2	16,2
29	0,1	0,1	0,1	0,3	2,0	2,9	2,5	7,3
30	0,8	0,0	0,0	0,8	40,0	0,9	0,7	41,6
31	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
32	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,2	0,3

N° secteur	Main-d'œuvre : autres travailleurs				Revenu mixte brut			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2015				k\$ de 2015			
33	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
34	0,1	0,4	0,2	0,7	1,0	4,9	1,7	7,6
35	0,0	0,1	0,4	0,5	0,0	2,0	7,8	9,9
36	0,0	0,0	0,4	0,5	0,0	0,2	2,2	2,4
37	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,4
38	0,0	0,5	0,3	0,8	0,0	12,3	7,6	19,9
39	0,0	1,8	0,1	2,0	0,0	1,6	0,1	1,8
40	13,8	0,6	0,1	14,5	98,0	4,0	0,7	102,7
41	6,1	1,2	1,7	8,9	113,0	21,3	30,6	164,9
42	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,5
43	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
44	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
45	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
46	0,7	0,0	0,0	0,8	2,0	0,1	0,1	2,2
47	0,6	0,1	0,1	0,7	1,0	0,2	0,1	1,3
48	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	0,3
49	0,0	0,2	0,1	0,3	0,0	0,6	0,4	0,9
50	0,3	0,2	0,1	0,6	3,0	1,7	1,2	5,9
51	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
52	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,2	0,3	0,5
53	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,4	0,6	1,0
54	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	2,6	0,4	3,0
55	0,9	0,0	0,0	0,9	28,0	0,6	0,1	28,7
56	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,2
57	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
58	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
59	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,5	1,4
60	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,8	1,1	1,9
61	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,4	0,5
62	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
63	1,8	0,0	0,0	1,8	89,0	0,0	0,1	89,1
64	0,0	0,2	0,4	0,6	0,0	4,4	10,1	14,6
65	0,0	0,3	0,1	0,4	0,0	0,9	0,3	1,2
66	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	1,1	1,5	2,7
67	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
68	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
69	0,0	0,2	0,1	0,3	0,0	0,4	0,1	0,5
70	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1

N° secteur	Main-d'œuvre : autres travailleurs				Revenu mixte brut			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2015				k\$ de 2015			
71	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
72	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
73	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,5	0,6	1,1
74	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,5	0,7
75	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,7	1,3
76	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,5
77	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	2,0	4,6	6,6
78	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
79	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
80	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
81	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,6	1,3
82	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
83	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
84	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
85	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,5	0,1	0,6
86	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
87	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,3	0,1	0,4
88	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,4
89	0,0	0,5	0,4	0,9	0,0	3,9	2,6	6,5
90	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,4
91	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
92	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	0,3
93	46,8	2,2	1,0	50,0	947,0	44,8	20,4	1 012,3
Fabrication	72,2	10,1	6,8	89,1	1 338,0	129,3	111,8	1 579,1
94	2,3	1,6	8,3	12,1	78,0	55,1	286,2	419,3
95	11,6	6,6	7,5	25,7	813,0	468,2	534,1	1 815,3
96	0,0	0,0	0,3	0,4	0,0	0,9	18,8	19,7
97	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,4
98	0,0	0,3	0,1	0,4	0,0	10,5	4,7	15,2
99	3,4	5,9	7,4	16,8	202,0	359,2	450,5	1 011,7
100	5,5	0,0	0,0	5,5	2,0	0,0	0,0	2,0
101	0,0	0,6	11,9	12,5	0,0	12,9	245,6	258,5
102	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	8,8	10,5	19,3
103	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
104	0,0	2,7	2,4	5,1	0,0	13,7	12,0	25,6
105	0,4	4,5	3,1	7,9	10,0	97,8	67,7	175,5
106	177,7	1,0	0,1	178,9	3 482,0	20,3	2,6	3 504,9
107	0,0	0,2	0,6	0,8	0,0	2,4	9,1	11,5

N° secteur	Main-d'œuvre : autres travailleurs				Revenu mixte brut			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2015				k\$ de 2015			
108	0,0	0,2	1,6	1,9	0,0	3,6	23,2	26,8
109	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	1,3	1,5
110	0,0	0,3	0,1	0,4	0,0	3,3	1,3	4,6
111	365,5	34,0	4,7	404,2	10055,0	934,4	129,1	11 118,5
112	0,0	1,8	0,3	2,1	0,0	53,2	7,8	60,9
113	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
114	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
115	0,0	0,3	0,3	0,7	0,0	20,8	21,9	42,7
116	0,0	0,2	0,4	0,5	0,0	8,2	19,4	27,6
117	0,0	0,0	0,8	0,8	0,0	0,7	70,7	71,4
118	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
119	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
120	0,0	0,0	7,1	7,2	0,0	1,4	290,4	291,8
121	0,0	3,4	3,7	7,1	0,0	160,2	171,7	331,8
122	0,0	4,7	2,1	6,8	22,0	4 169,8	1 894,7	6 086,4
123	0,0	4,5	5,8	10,3	0,0	256,4	329,0	585,4
124	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
125	0,0	0,3	0,2	0,5	0,0	15,7	9,6	25,3
126	0,0	0,6	0,6	1,2	0,0	11,7	11,1	22,8
127	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
128	0,0	4,3	3,7	8,1	0,0	1 814,7	1 556,7	3 371,4
129	0,0	5,2	8,8	14,1	0,0	564,5	956,1	1 520,6
130	0,0	2,7	1,6	4,3	0,0	214,6	123,6	338,2
131	0,0	2,1	3,1	5,2	0,0	42,0	61,2	103,3
132	0,0	3,8	10,7	14,5	0,0	193,8	550,7	744,6
133	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	1,8	5,2	7,0
134	0,0	0,0	10,5	10,5	0,0	0,4	257,3	257,7
135	0,0	10,8	15,2	26,1	0,0	495,9	700,0	1 195,9
136	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
137	1,1	3,6	0,5	5,2	11,0	34,3	5,0	50,3
138	0,0	2,9	1,0	3,8	0,0	110,6	37,0	147,6
139	0,0	13,2	4,5	17,8	0,0	54,5	18,7	73,2
140	0,0	0,6	0,7	1,3	0,0	90,2	106,7	196,9
141	0,0	0,3	0,6	0,9	0,0	1,2	2,7	3,9
142	0,0	7,1	64,1	71,1	0,0	139,6	1 268,3	1 407,9
143	0,0	2,6	0,7	3,3	0,0	344,0	92,1	436,1
144	3,3	1,9	0,8	6,0	36,0	21,4	9,0	66,4
145	1,3	4,0	2,6	7,9	20,0	61,2	40,5	121,7

N° secteur	Main-d'œuvre : autres travailleurs				Revenu mixte brut			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2015				k\$ de 2015			
146	6,1	0,0	2,5	8,6	2 466,0	1,2	1 016,6	3 483,8
147	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	15,4	15,9
148	0,3	0,0	2,8	3,1	19,0	0,7	162,8	182,5
149	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	1,3	1,3
150	0,0	0,0	1,4	1,4	0,0	0,1	33,2	33,3
151	0,0	45,4	12,4	57,7	0,0	1 974,0	537,9	2 511,9
152	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
153	0,0	0,1	1,0	1,1	0,0	0,7	8,7	9,4
154	3,4	0,0	0,5	4,0	395,0	1,5	64,6	461,1
155	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	11,0	16,7	27,7
156	10,7	0,3	4,3	15,3	284,0	7,9	113,3	405,3
157	3,2	9,0	14,8	27,0	94,0	263,0	433,8	790,7
158	0,0	6,0	16,5	22,5	0,0	192,4	528,2	720,6
159	0,8	3,1	10,9	14,8	14,0	55,3	196,0	265,3
160	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
161	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres services	596,6	203,0	266,5	1 066,0	18 003,0	13 382,5	13 542,7	44 928,2
162	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
163	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
164	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
165	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
166	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
167	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
168	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
169	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
170	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
171	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
172	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
173	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
174	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
175	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
176	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
177	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
178	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteurs non commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des secteurs	670,6	234,0	290,9	1 195,5	19 552,0	15 963,9	15 455,1	50 971,0

Référence : 20170120-1-1-2012C-2015C (2015C)

Tableau C8
Ventilation de l'impact sur les autres revenus bruts et la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises
ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur

N° secteur	Autres revenus bruts				Valeur ajoutée aux prix de base			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	k\$ de 2015							
1	0,0	284,3	387,4	671,7	0,0	622,7	848,4	1 471,1
2	0,0	34,8	419,1	453,9	0,0	89,2	1 075,2	1 164,4
3	0,0	36,3	1 192,0	1 228,3	0,0	74,6	2 450,3	2 524,9
4	0,0	21,5	3,8	25,3	0,0	146,0	26,0	171,9
5	0,0	0,0	29,6	29,6	0,0	0,0	86,9	86,9
6	0,0	1,2	176,0	177,2	0,0	3,7	527,5	531,2
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
8	0,0	98,2	428,2	526,5	0,0	131,1	571,3	702,4
9	0,0	54,0	563,0	617,0	0,0	76,0	791,9	867,9
10	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	27,6	27,6
Secteur primaire	0,0	530,3	3 199,2	3 729,5	0,0	1 143,2	6 405,1	7 548,3
11	0,0	16 719,5	11 447,7	28 167,2	0,0	20 304,6	13 902,5	34 207,1
12	0,0	147,3	1 978,3	2 125,6	0,0	184,6	2 479,4	2 664,0
Services publics	0,0	16 866,8	13 426,0	30 292,8	0,0	20 489,2	16 381,9	36 871,1
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	476,0	4 336,2	1 516,3	6 328,5	1 562,0	14 216,1	4 971,1	20 749,2
21	0,0	741,3	473,5	1 214,8	0,0	1 126,1	719,2	1 845,3
Construction	476,0	5 077,5	1 989,8	7 543,3	1 562,0	15 342,1	5 690,3	22 594,4
22	0,0	36,5	118,0	154,5	0,0	59,4	192,2	251,6
23	0,0	76,5	106,6	183,1	0,0	110,1	153,6	263,7
24	0,0	29,4	10,9	40,4	0,0	62,8	23,3	86,1
25	0,0	62,8	60,0	122,9	0,0	111,9	106,9	218,8
26	0,0	436,3	113,7	550,1	0,0	927,6	241,7	1 169,4
27	0,0	80,0	47,2	127,2	0,0	237,9	140,5	378,4
28	289,0	21,1	24,1	334,2	555,0	40,5	46,4	641,9
29	79,0	128,3	109,7	317,0	160,0	259,1	221,7	640,8
30	10 997,0	232,3	203,0	11 432,3	17 041,0	359,9	314,6	17 715,5
31	0,0	89,9	82,0	171,9	0,0	154,5	140,8	295,3
32	0,0	576,3	672,1	1 248,4	0,0	782,9	913,1	1 696,0

N° secteur	Autres revenus bruts				Valeur ajoutée aux prix de base			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	k\$ de 2015							
33	0,0	110,0	102,8	212,9	0,0	121,1	113,2	234,2
34	79,0	423,7	148,1	650,8	177,0	948,0	331,4	1 456,5
35	0,0	17,5	67,0	84,5	0,0	61,2	234,8	296,0
36	0,0	61,7	650,0	711,7	0,0	165,3	1 739,9	1 905,2
37	0,0	60,7	40,9	101,6	0,0	195,3	131,5	326,8
38	0,0	536,1	330,8	866,8	0,0	1 160,3	715,9	1 876,2
39	0,0	12 444,3	1 003,3	13 447,6	0,0	21 893,6	1 765,2	23 658,7
40	69 817,0	2 835,5	486,7	73 139,2	151 978,0	6 172,5	1 059,4	159 209,8
41	5 052,0	959,0	1 375,9	7 386,9	11 549,0	2 192,4	3 145,6	16 887,0
42	0,0	831,9	806,0	1 637,9	0,0	1 010,4	978,9	1 989,4
43	0,0	247,6	306,7	554,3	0,0	364,8	451,8	816,6
44	0,0	151,9	65,0	217,0	0,0	269,5	115,3	384,8
45	0,0	20,9	140,6	161,4	0,0	33,3	224,6	258,0
46	18 353,0	740,1	584,5	19 677,6	29 538,0	1 191,1	940,7	31 669,8
47	4 362,0	637,2	472,9	5 472,2	6 111,0	892,8	662,6	7 666,4
48	0,0	40,8	80,0	120,8	0,0	106,8	209,7	316,5
49	0,0	540,7	322,5	863,2	0,0	1 096,4	653,9	1 750,3
50	2 327,0	1 440,1	1 056,7	4 823,8	4 644,0	2 873,6	2 108,5	9 626,1
51	0,0	96,4	159,2	255,5	0,0	234,1	386,7	620,8
52	0,0	399,0	472,4	871,4	0,0	667,6	790,5	1 458,1
53	0,0	134,2	209,5	343,8	0,0	266,2	415,6	681,8
54	0,0	1 016,1	145,7	1 161,9	0,0	1 768,2	253,6	2 021,7
55	5 521,0	113,3	16,4	5 650,7	12 329,0	253,0	36,6	12 618,6
56	0,0	1 982,1	555,5	2 537,6	0,0	3 246,9	910,0	4 156,8
57	0,0	460,3	403,9	864,2	0,0	645,3	566,3	1 211,6
58	0,0	2,5	58,2	60,7	0,0	4,7	107,0	111,7
59	0,0	126,9	74,4	201,3	0,0	314,5	184,4	498,9
60	0,0	323,4	479,0	802,5	0,0	769,2	1 139,1	1 908,3
61	3,0	8,7	64,2	75,9	11,0	32,8	242,7	286,6
62	0,0	2,6	4,0	6,6	0,0	6,8	10,5	17,3
63	21 525,0	11,5	20,0	21 556,5	49 001,0	26,1	45,5	49 072,6
64	0,0	145,0	330,6	475,6	0,0	362,0	825,2	1 187,2
65	0,0	265,8	86,0	351,8	0,0	675,7	218,7	894,4
66	0,0	132,5	181,5	313,9	0,0	281,5	385,6	667,0
67	0,0	37,0	161,3	198,3	0,0	79,5	346,4	425,9
68	0,0	54,7	79,1	133,9	0,0	134,2	194,0	328,2
69	0,0	717,6	175,1	892,7	0,0	1 725,0	421,0	2 146,0
70	0,0	10,3	133,6	143,9	0,0	23,6	306,2	329,8

N° secteur	Autres revenus bruts				Valeur ajoutée aux prix de base			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	k\$ de 2015							
71	0,0	12,8	55,6	68,4	0,0	33,9	147,6	181,6
72	0,0	2,1	25,8	27,8	0,0	5,4	66,6	72,0
73	0,0	98,4	112,2	210,6	0,0	237,8	271,0	508,8
74	0,0	2,8	7,3	10,1	0,0	8,8	22,8	31,6
75	0,0	64,2	82,9	147,2	0,0	131,8	170,1	301,9
76	0,0	19,6	12,1	31,8	0,0	55,2	34,1	89,3
77	0,0	74,9	167,9	242,8	0,0	232,3	521,1	753,5
78	0,0	0,8	42,0	42,8	0,0	1,7	90,5	92,2
79	0,0	2,7	14,6	17,3	0,0	5,5	29,8	35,3
80	0,0	9,9	214,3	224,2	0,0	23,1	498,9	522,0
81	0,0	118,3	93,1	211,4	0,0	264,8	208,4	473,2
82	0,0	3,0	23,7	26,8	0,0	7,3	56,6	63,8
83	35,0	9,4	24,6	68,9	94,0	25,4	66,8	186,3
84	0,0	24,7	59,6	84,2	0,0	44,5	107,5	152,1
85	0,0	3 056,5	494,5	3 551,0	0,0	5 743,6	929,2	6 672,9
86	0,0	0,1	15,6	15,7	0,0	0,2	28,3	28,5
87	0,0	63,9	10,8	74,7	0,0	226,0	38,3	264,3
88	0,0	91,1	227,0	318,0	0,0	176,5	440,0	616,5
89	0,0	89,6	59,3	148,9	0,0	280,3	185,5	465,8
90	0,0	15,0	17,8	32,8	0,0	40,9	48,5	89,4
91	0,0	0,2	0,6	0,8	0,0	0,8	2,0	2,8
92	0,0	24,6	60,3	84,9	0,0	50,2	123,4	173,7
93	16 252,0	769,6	350,5	17 372,2	42 072,0	1 992,3	907,4	44 971,7
Fabrication	154 691,0	34 463,2	15 569,6	204 723,7	325 260,0	64 960,2	30 857,6	421 077,9
94	3 049,0	2 143,4	11 130,2	16 322,6	6 832,0	4 803,8	24 944,5	36 580,2
95	4 450,0	2 560,1	2 920,4	9 930,5	15 148,0	8 716,9	9 943,7	33 808,5
96	0,0	62,1	1 333,5	1 395,6	0,0	102,8	2 208,5	2 311,4
97	0,0	1 778,6	1 617,1	3 395,8	0,0	3 099,0	2 817,5	5 916,5
98	0,0	275,2	124,1	399,2	0,0	773,8	348,9	1 122,7
99	1 018,0	1 805,9	2 265,3	5 089,2	2 834,0	5 030,7	6 310,3	14 175,0
100	21 641,0	84,5	54,5	21 780,1	70 659,0	276,0	178,0	71 113,0
101	0,0	2,4	45,2	47,5	0,0	19,5	372,7	392,2
102	0,0	66,6	79,5	146,1	0,0	162,6	194,2	356,8
103	0,0	2,3	477,2	479,5	0,0	2,5	508,6	511,0
104	0,0	2 121,4	1 858,3	3 979,7	0,0	3 905,4	3 421,1	7 326,5
105	82,0	823,6	570,0	1 475,6	257,0	2 575,4	1 782,5	4 614,9
106	196 752,0	1 148,3	144,2	198 044,5	520 137,0	3 035,7	381,2	523 554,0
107	0,0	183,1	701,0	884,1	0,0	452,0	1 730,7	2 182,7

N° secteur	Autres revenus bruts				Valeur ajoutée aux prix de base			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	k\$ de 2015							
108	0,0	98,2	641,4	739,7	0,0	199,9	1 305,3	1 505,2
109	0,0	22,8	135,7	158,6	0,0	76,3	453,2	529,5
110	0,0	66,5	27,0	93,5	0,0	147,8	59,9	207,7
111	27 838,0	2 586,8	357,4	30 782,2	102 417,0	9 517,2	1 314,8	113 248,9
112	0,0	94,6	13,8	108,4	0,0	286,8	41,9	328,7
113	0,0	221,9	368,8	590,7	0,0	593,5	986,2	1 579,7
114	0,0	15,8	245,4	261,2	0,0	24,8	385,6	410,4
115	0,0	2 689,7	2 837,1	5 526,7	0,0	3 741,8	3 946,8	7 688,6
116	0,0	19,5	45,9	65,4	0,0	62,4	147,0	209,5
117	0,0	0,2	24,1	24,4	0,0	2,6	257,8	260,4
118	123,0	3 998,4	2 966,7	7 088,1	257,0	8 341,3	6 189,1	14 787,4
119	0,0	2 640,3	1 374,2	4 014,5	0,0	3 857,4	2 007,7	5 865,1
120	0,0	3,1	630,2	633,2	0,0	11,3	2 319,3	2 330,6
121	0,0	608,9	652,6	1 261,5	0,0	2 075,3	2 224,3	4 299,6
122	49,0	9 117,1	4 142,7	13 308,8	75,0	14 060,5	6 388,9	20 524,4
123	0,0	192,7	247,2	439,9	0,0	700,0	898,0	1 598,0
124	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
125	34,0	1 263,8	771,1	2 068,8	41,0	1 551,6	946,7	2 539,3
126	0,0	999,1	952,5	1 951,6	0,0	1 642,2	1 565,8	3 208,0
127	0,0	32,7	29,7	62,4	0,0	36,9	33,6	70,6
128	0,0	-25,0	-21,4	-46,4	0,0	2 653,2	2 275,9	4 929,1
129	0,0	145,4	246,3	391,7	0,0	1 373,1	2 325,5	3 698,6
130	0,0	1 414,9	814,8	2 229,7	0,0	4 113,6	2 369,1	6 482,7
131	0,0	844,5	1 230,2	2 074,7	0,0	2 275,0	3 314,0	5 589,0
132	0,0	183,2	520,5	703,7	0,0	770,2	2 188,2	2 958,4
133	0,0	67,0	188,6	255,6	0,0	249,0	700,9	949,9
134	0,0	0,9	611,9	612,8	0,0	4,3	2 812,5	2 816,8
135	0,0	90,9	128,3	219,1	0,0	1 205,3	1 701,3	2 906,6
136	0,0	1 232,7	560,1	1 792,7	0,0	7 546,2	3 428,6	10 974,8
137	545,0	1 732,5	252,0	2 529,5	2 499,0	7 943,5	1 155,2	11 597,7
138	0,0	815,5	272,9	1 088,3	0,0	4 723,3	1 580,5	6 303,7
139	0,0	882,9	303,3	1 186,1	0,0	2 963,9	1 018,1	3 981,9
140	0,0	57,2	67,7	124,9	0,0	864,9	1 022,8	1 887,7
141	0,0	64,8	143,2	208,0	0,0	425,4	940,5	1 365,9
142	0,0	88,3	802,1	890,4	0,0	492,5	4 475,4	4 967,9
143	0,0	6 770,3	1 812,2	8 582,4	0,0	9 986,0	2 672,9	12 658,9
144	3 438,0	2 036,5	856,8	6 331,3	5 839,0	3 459,1	1 455,4	10 753,5
145	17,0	52,3	34,6	103,9	103,0	317,8	210,4	631,1

N° secteur	Autres revenus bruts				Valeur ajoutée aux prix de base			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	k\$ de 2015							
146	606,0	0,3	249,6	855,9	3 392,0	1,6	1 398,3	4 791,9
147	0,0	0,3	10,5	10,8	0,0	1,1	38,8	39,9
148	8,0	0,3	63,5	71,8	44,0	1,5	369,2	414,7
149	0,0	0,0	8,3	8,3	0,0	0,0	40,2	40,2
150	0,0	0,0	15,6	15,7	0,0	0,2	75,7	75,9
151	0,0	706,6	192,5	899,2	0,0	5 065,1	1 380,2	6 445,3
152	0,0	14,0	10,2	24,3	0,0	33,2	24,2	57,4
153	0,0	32,3	400,2	432,5	0,0	78,9	978,7	1 057,6
154	8 124,0	31,4	1 325,9	9 481,3	19 768,0	76,5	3 226,1	23 070,5
155	0,0	24,7	37,5	62,2	0,0	54,8	83,2	137,9
156	1 944,0	54,5	778,0	2 776,6	10 587,0	297,1	4 237,3	15 121,3
157	280,0	781,5	1 288,9	2 350,4	739,0	2 064,1	3 404,4	6 207,4
158	0,0	312,9	859,1	1 171,9	0,0	1 381,9	3 794,4	5 176,3
159	12,0	70,6	249,9	332,5	38,0	210,7	746,1	994,8
160	0,0	4,8	3,9	8,7	0,0	674,2	547,1	1 221,4
Autres services	270 010,0	56 218,4	54 101,5	380 329,9	761 666,0	141 192,7	142 605,3	1 045 464,1
161	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
162	0,0	7,9	14,0	21,8	0,0	48,2	85,6	133,8
163	0,0	0,0	1,5	1,5	0,0	0,1	9,9	10,0
164	0,0	0,1	13,3	13,4	0,0	0,9	87,3	88,3
165	0,0	0,2	14,4	14,5	0,0	0,8	71,5	72,3
166	0,0	7,6	23,9	31,4	0,0	34,7	109,6	144,3
167	197,0	8,9	79,5	285,4	1 230,0	55,5	497,6	1 783,1
168	0,0	34,6	35,4	70,1	0,0	139,0	142,4	281,4
169	0,0	59,4	34,5	93,9	0,0	234,3	135,9	370,2
170	0,0	219,1	337,7	556,8	0,0	422,9	651,6	1 074,5
171	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
172	0,0	163,9	161,2	325,1	0,0	677,3	666,3	1 343,6
173	0,0	0,0	4,1	4,1	0,0	0,0	21,3	21,3
174	0,0	32,8	14,1	46,9	0,0	99,5	42,8	142,3
175	393,0	1 057,5	364,3	1 814,8	1 092,0	2 935,8	1 011,2	5 039,1
176	0,0	1 464,8	630,9	2 095,7	0,0	3 328,6	1 433,7	4 762,3
177	0,0	2 717,9	1 062,7	3 780,6	0,0	5 298,7	2 071,7	7 370,4
178	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteurs non commerciaux	590,0	5 774,6	2 791,3	9 155,9	2 322,0	13 276,3	7 038,6	22 636,9
Total des secteurs	425 767,0	118 930,7	91 077,3	635 775,0	1 090 810,0	256 403,8	208 978,9	1 556 192,7

Référence : 20170120-1-1-2012C-2015C (2015C)

Tableau C9
Ventilation de l'impact sur les salaires, la fiscalité et la parafiscalité de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur

		Salaires et traitements	Impôt salarial		Parafiscalité	
			Québécois	Fédéral	Québécoise	Fédérale
N°	Secteur	k\$ de 2015				
1	Cultures agricoles	401,0	28,0	15,4	72,1	14,8
2	Élevage	298,9	20,7	11,3	65,6	11,0
3	Foresterie et exploit. forestière	1 007,7	89,4	52,3	222,7	37,2
4	Pêche, chasse et piégeage	62,9	5,3	3,0	14,5	2,3
5	Activités soutien à l'agriculture	37,0	2,5	1,3	8,4	1,4
6	Activités soutien à la foresterie	318,1	27,7	16,2	72,9	11,8
7	Extraction de pétrole et de gaz	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
8	Extraction minerais métalliques	175,9	26,3	21,2	20,3	2,6
9	Extraction minerais non métalliques	247,8	25,1	16,2	53,1	8,1
10	Act. sout. extract. min., pétr. et gaz	27,1	3,4	2,7	4,4	0,6
	Secteur primaire	2 576,3	228,5	139,7	534,1	89,8
11	Prod., transp. et dist. électricité	6 039,8	806,7	632,4	611,9	109,1
12	Autres services publics	532,8	64,0	48,2	106,7	12,8
	Services publics	6 572,6	870,7	680,6	718,5	121,9
13	Construction résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	Construction non résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	Travaux de génie, transports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	Travaux génie, pétrole et gaz nat.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	Travaux génie, énergie électrique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	Travaux de génie, communications	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	Autres travaux de génie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	Construction et réparations	11 623,8	1 168,1	747,2	2 713,6	386,4
21	Autres activités de construction	211,8	19,7	11,7	31,5	7,7
	Construction	11 835,6	1 187,8	758,9	2 745,1	394,2
22	Fabrication aliments pour animaux	93,6	7,9	4,5	16,7	3,5
23	Moutures céréales et graines oléag.	78,2	6,9	4,0	13,6	2,9
24	Fabrication sucre et confiseries	44,9	4,0	2,3	7,8	1,7
25	Cons. fruits et lég., fab. spéc. alim.	95,3	8,8	5,1	17,6	3,5
26	Fabrication de produits laitiers	614,3	65,9	45,0	92,1	18,5
27	Fabrication de produits de viande	250,1	21,5	12,5	60,3	9,2
28	Prép. et cond. poisson et fruits mer	291,5	19,7	10,5	52,1	10,5
29	Boulangeries et fabrication tortillas	316,4	21,0	11,7	54,8	11,8
30	Fabrication d'autres aliments	6 241,7	549,9	321,2	1 048,9	230,8
31	Fabr. boissons gazeuses et glace	123,4	12,0	7,5	20,6	4,3
32	Fabr. de boissons alcoolisées	447,3	47,9	32,7	69,8	13,5
33	Fabrication du tabac	21,4	2,5	1,8	3,0	0,6
34	Usines textiles et prod. textiles	798,1	68,3	40,1	138,3	29,9

		Salaires et traitements	Impôt salarial		Parafiscalité	
			Québécois	Fédéral	Québécoise	Fédérale
N°	Secteur	k\$ de 2015				
35	Fabr. vêtements, prod. cuir	201,6	13,0	6,9	32,6	7,5
36	Scieries et préservation du bois	1 191,0	120,9	78,1	221,3	39,0
37	Fabr. placage, contrepl., bois reconst.	224,8	20,0	11,7	51,3	8,3
38	Fabrication autres produits en bois	989,4	77,9	43,6	228,3	36,6
39	Usines pâte papier, papier et carton	10 209,4	1 147,1	814,6	1 554,1	284,0
40	Fabr. produits papier transformé	85 967,9	8 593,3	5 508,1	15 447,7	2 870,4
41	Impression et act. conn. de soutien	9 335,2	782,6	446,1	1 508,8	345,1
42	Fabr. prod. du pétrole et du charbon	350,9	42,2	31,9	49,2	8,4
43	Fabr. de produits chimiques de base	262,2	31,0	23,2	34,4	6,5
44	Fabr. rés., caoutch. et fibres artific.	167,8	18,0	12,3	24,4	5,0
45	Fabr. engrais et autres prod. chim. agric.	96,5	9,0	5,4	16,5	3,5
46	Fabr. prod. pharm. et médicaments	11 990,1	1 339,2	946,7	1 734,8	336,7
47	Fabr. peintures, revêtements, adhésifs	2 192,9	227,1	149,4	368,8	70,2
48	Fabr. savons, détachants, prod. toilette	195,4	18,2	10,9	31,1	7,1
49	Fabrication autres prod. chimiques	886,1	95,8	65,8	152,7	26,3
50	Fabr. de produits en plastique	4 796,4	420,0	245,0	839,0	176,7
51	Fabr. de produits en caoutchouc	365,1	33,7	19,8	63,9	13,5
52	Fabr. ciment et produits en béton	586,2	59,0	37,8	120,6	19,4
53	Fabr. autres prod. min. non métall.	337,0	32,2	19,7	58,0	11,9
54	Sidérurgie	856,9	98,8	72,2	127,8	22,3
55	Fabr. prod. acier à partir acier ach.	6 939,3	783,0	556,8	1 026,6	191,4
56	Prod. et transf. alumine, aluminium	1 619,0	188,5	139,0	227,7	41,4
57	Prod., transf. mét. non ferr. sauf alu	347,3	39,8	28,7	53,6	9,3
58	Fonderies	50,9	4,7	2,8	8,6	1,9
59	Forgeage et estampage	296,2	28,4	17,5	55,0	10,4
60	Fabr. tôles fortes et élém. charpente	1 103,9	105,9	65,2	204,1	38,8
61	Fabr. chaud., réserv. et cont. expéd.	210,2	21,9	14,8	35,3	6,4
62	Fabr. articles de quincaillerie	10,7	0,9	0,5	1,8	0,4
63	Fabr. ressorts et prod. fil métallique	27 427,0	2 323,4	1 326,9	5 065,4	1 013,5
64	Ateliers d'usinage	697,0	64,1	37,4	128,2	25,8
65	Revêt., gravure, trait. thermique	541,4	48,0	28,1	110,5	20,0
66	Fabr. d'autres produits métalliques	350,4	35,9	23,5	59,6	11,3
67	Fabr. mach. agr., const. et extr. min.	227,5	22,8	14,6	40,2	7,6
68	Fabr. de machines industrielles	194,2	18,8	11,7	34,0	6,7
69	Fabr. mach. commerce et ind. serv.	1 252,7	144,4	104,7	189,7	33,3
70	Fabr. app. chauff., réfrig. commerc.	185,8	16,4	9,6	31,9	6,9
71	Fabr. machines-outils travail métal	113,0	10,0	5,9	18,9	4,2
72	Fabr. moteurs et mat. transm. puiss.	44,1	5,4	4,1	5,8	1,0
73	Fabr. autres machines usage général	297,2	29,1	18,3	50,1	10,2
74	Fabr. mat. inform. et périphérique	20,8	2,3	1,6	2,9	0,6

		Salaires et traitements	Impôt salarial		Parafiscalité	
			Québécois	Fédéral	Québécoise	Fédérale
N°	Secteur	k\$ de 2015				
75	Fabr. de matériel de communication	153,4	17,8	13,1	20,3	4,0
76	Fabr. semi-cond. et autres comp. électr.	57,1	5,9	3,8	8,5	1,8
77	Autres fab. produits électroniques	504,1	58,1	42,1	67,0	13,4
78	Fabr. matériel électrique éclairage	49,3	4,4	2,6	8,4	1,8
79	Fabr. appareils ménagers	18,0	1,7	1,1	2,8	0,6
80	Fabr. de matériel électrique	297,6	34,6	25,2	39,7	7,8
81	Fabr. autres types mat. et comp. élect.	260,5	27,7	18,7	37,9	7,9
82	Fabr. véhicules automobiles	37,0	4,1	2,9	6,0	1,0
83	Fabr. carross. et remorq. véh. auto.	117,2	11,5	6,3	21,4	4,1
84	Fabr. pièces vehicules automobiles	67,7	5,7	3,2	11,6	2,5
85	Fabr. prod. aérospatiaux et pièces	3 121,3	361,1	265,0	415,1	80,8
86	Fabr. matériel ferroviaire roulant	12,8	1,4	1,0	2,1	0,4
87	Construct. navires et embarcations	189,2	17,6	10,5	47,0	6,9
88	Autres fabr. matériel transport	298,1	30,5	19,9	45,4	9,6
89	Fabr. meubles maison, inst.	310,5	22,8	12,6	61,0	11,5
90	Fabr. meubles bur. incl. art. ameubl.	56,1	4,7	2,7	11,1	2,1
91	Fabr. autres prod. connexes meubles	1,9	0,2	0,1	0,3	0,1
92	Fabr. fournit. et matériaux médicaux	88,4	7,8	4,6	13,4	3,3
93	Autres activ. diverses de fabrication	26 587,3	2 165,6	1 224,9	5 827,7	983,4
	Fabrication	214 775,0	20 692,3	13 120,2	38 257,8	7 222,6
94	Commerce de gros	19 838,3	1 997,0	1 278,7	3 168,3	657,2
95	Commerce de détail	22 062,8	910,6	287,2	3 453,9	816,1
96	Transport aérien	896,1	92,4	60,6	151,6	28,7
97	Transport ferroviaire	2 520,4	305,2	231,5	333,0	59,3
98	Transport par eau	708,2	81,9	59,5	101,2	18,7
99	Transport par camion	8 074,1	681,0	388,1	1 768,3	298,8
100	Ser. urbains transport en commun	49 331,0	5 047,2	3 289,0	8 521,4	1 596,2
101	Services de taxi et de limousine	86,2	2,1	0,0	14,2	3,2
102	Autres services transport personnes	191,4	11,3	5,7	32,6	7,1
103	Transport par pipeline	31,6	4,2	3,3	3,4	0,6
104	Activités de soutien au transport	3 321,1	336,1	216,6	487,7	109,1
105	Services postaux, messagerie	2 963,9	267,3	156,4	532,9	109,4
106	Entreposage	322 004,5	23 847,6	13 265,6	58 570,3	11 901,7
107	Éditeurs de journaux	1 287,1	143,2	100,9	190,4	36,4
108	Autres éditeurs	738,7	79,9	54,9	112,0	21,9
109	Éditeurs de logiciels	369,5	48,1	37,8	43,0	7,3
110	Présentation de films et de vidéos	109,6	0,4	0,0	16,4	4,1
111	Autres industries film et vidéo	71 348,2	7 242,7	4 681,8	11 257,7	2 334,2
112	Ind. de l'enregistrement sonore	159,4	16,6	11,0	24,6	5,0
113	Radio et télé diffusion sf internet	988,9	103,8	69,3	153,6	30,8

		Salaires et traitements	Impôt salarial		Parafiscalité	
			Québécois	Fédéral	Québécoise	Fédérale
N°	Secteur	k\$ de 2015				
114	Télévision payante et spécialisée	149,0	15,5	10,2	23,2	4,7
115	Télécommunications	2 119,2	244,1	178,5	271,1	55,3
116	Traitement et hébergement données	116,4	12,9	9,0	15,5	3,3
117	Autres services d'information	164,6	16,7	10,8	23,9	5,4
118	Act. intermédiation fin. par dépôts	7 699,3	744,9	462,1	1 253,1	268,3
119	Sociétés d'assurance	1 850,7	214,7	157,9	237,2	47,6
120	Agents et courtiers assur. et act. liées	1 405,6	149,9	101,7	193,1	42,6
121	Autres activités financières	2 706,3	326,4	247,0	321,3	64,2
122	Bailleurs de biens immobiliers	1 129,2	71,6	37,8	189,3	41,6
123	Agents et court. immob. et act. liées	572,7	53,1	31,6	83,9	20,9
124	Propriétaires-occupants de logement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
125	Loc. et bailleurs biens inc. non fin.	445,3	36,7	20,2	71,0	16,2
126	Autres serv. location et loc. bail	1 233,6	94,9	53,2	179,7	45,6
127	Bailleurs biens incorpor. non fin.	8,1	0,7	0,4	1,2	0,3
128	Services juridiques	1 604,1	157,1	98,6	236,7	55,0
129	Serv. compt., tenue livres, paye	1 786,3	176,3	111,5	262,4	60,6
130	Architecture, génie et serv. conn.	3 914,8	445,4	319,5	515,9	106,5
131	Concept. syst. inform. et serv. conn.	3 411,0	394,2	288,9	438,2	88,5
132	Serv. cons. gest. scient. et techn.	1 510,1	160,6	108,7	212,2	46,0
133	Serv. rech. et développ. scient.	687,3	77,9	55,7	90,9	18,8
134	Publicité et services connexes	1 946,3	199,2	129,9	279,0	62,9
135	Autres serv. prof., scientif. et tech.	1 491,6	117,0	65,3	221,3	55,1
136	Sociétés de portefeuille	9 182,0	991,0	679,9	1 250,9	273,2
137	Services administratifs de bureau	9 018,0	923,4	602,4	1 290,7	291,7
138	Services emploi	5 067,7	273,1	127,9	731,1	187,3
139	Services de soutien aux entreprises	2 722,6	203,7	113,5	396,8	100,6
140	Serv. prépar. voyages et réserv.	1 565,9	109,5	60,1	227,1	57,9
141	Services d'enquêtes et de sécurité	1 153,9	67,4	33,6	197,5	42,6
142	Serv. rel. bâtiments et logements	2 669,6	120,7	44,0	474,7	98,7
143	Soutien install., aut. serv. soutien	3 640,4	265,4	147,1	530,1	134,5
144	Serv. gestion déchets et assainiss.	4 355,8	397,4	232,0	1 043,9	161,6
145	Établiss. enseign. sauf SBL et gouv.	405,6	17,2	5,6	59,5	14,6
146	Cabinets de médecins	452,2	39,6	22,8	67,8	16,9
147	Cabinets de dentistes	13,2	1,0	0,5	2,1	0,5
148	Serv. divers de soins ambulatoires	160,4	12,5	7,5	24,5	6,3
149	Établiss. soins inf. et soins bén. in.	30,6	2,2	1,2	4,8	1,1
150	Assistance sociale	26,9	1,5	0,8	4,4	1,0
151	Arts interp., spect. et étab. patr.	3 034,2	236,8	132,0	484,1	112,1
152	Jeux de hasard et loteries	33,0	3,5	2,3	5,0	1,0
153	Autres serv. de divertiss. et loisirs	615,8	16,9	0,1	94,6	22,8

		Salaires et traitements	Impôt salarial		Parafiscalité	
			Québécois	Fédéral	Québécoise	Fédérale
N°	Secteur	k\$ de 2015				
154	Hébergement des voyageurs	13 128,2	688,6	315,1	2 210,4	485,5
155	Parcs véh., camps, chambres, pensions	48,1	1,7	0,4	8,1	1,8
156	Serv. restaur. et débits boissons	11 939,4	128,9	0,0	1 814,2	439,3
157	Répar. et entret. véh. auto.	3 066,2	197,9	105,3	572,3	112,8
158	Autres réparations et entretiens	3 283,8	275,3	156,9	553,8	121,4
159	Serv. personn. et serv. blanchiss.	397,0	13,2	2,7	62,9	14,2
160	Fond., grp. cit. et org. prof. sim.	1 212,6	85,0	46,7	178,2	44,8
161	Ménages privés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres services		620 206,0	50 001,8	29 537,0	106 346,2	21 899,7
162	Enseignement, ISBL	112,0	8,6	4,8	16,4	4,1
163	Soins ambulatoires, ISBL	8,5	0,6	0,3	1,3	0,3
164	Assistance sociale, ISBL	74,9	3,7	1,5	12,1	2,8
165	Arts, spectacles et loisirs, ISBL	57,8	3,4	1,7	9,1	2,1
166	Organismes religieux	112,9	4,9	1,7	17,3	4,2
167	Autres ISBL au service ménages	1 497,7	93,0	49,2	219,1	55,2
168	Étab. publ. enseign. prim. et sec .	211,3	17,7	10,1	31,6	7,8
169	Étab. publ. enseign. collégial	276,4	27,3	17,3	42,7	9,4
170	Universités	517,8	51,3	32,6	80,5	17,5
171	Autres établiss. public enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
172	Hôpitaux	1 018,5	99,6	62,4	174,4	35,0
173	Étab. publ. soins bénéf. internes	17,2	1,2	0,6	2,9	0,6
174	Services de défense	95,4	9,7	6,3	14,7	3,1
175	Autres serv. administr. fédérale	3 224,3	388,6	294,4	432,4	76,9
176	Autres serv. administr. provinciale	2 666,6	281,0	188,3	414,3	82,7
177	Autres serv. administr. locale	3 589,9	308,4	179,4	628,4	132,7
178	Autres serv. administr. autochtone	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteurs non commerciaux		13 481,1	1 298,9	850,5	2 096,9	434,4
Total des secteurs		869 446,7	74 279,9	45 086,9	150 698,6	30 162,7

Référence : 20170120-1-1-2012C-2015C (2015C)

Tableau C10
Impact sur les importations internationales et interprovinciales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par bien et service

		Importations internationales			Importations interprovinciales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
N°	Bien et service	k\$ de 2015					
1	Produits de récolte	2 182,3	550,2	2 732,5	539,7	930,7	1 470,3
2	Animaux vivants	0,0	13,7	13,7	0,0	119,1	119,1
3	Autres produits agricoles	131,0	19,3	150,3	110,6	51,4	162,0
4	Produits et services forestiers	0,1	861,9	862,0	0,1	272,0	272,1
5	Produits de la pêche	180,1	32,5	212,6	521,2	94,1	615,3
6	Services de soutien à l'agriculture et la foresterie	0,0	0,0	0,0	0,0	327,0	327,0
7	Combustibles minéraux	1 347,3	19 115,7	20 463,0	4 987,3	3 738,9	8 726,2
8	Minerais métalliques et concentrés	0,0	850,6	850,6	0,0	1 191,4	1 191,4
9	Minéraux non métalliques	125,4	340,5	465,9	18,8	620,3	639,1
10	Services de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz	0,0	2,4	2,4	0,0	69,2	69,2
11	Services d'utilité publique	10,1	8,4	18,5	404,4	339,8	744,2
12	Construction résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	Construction non résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	Travaux de génie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	Construction, réparations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	Produits de la viande, du poisson et laitiers	745,0	624,4	1 369,4	1 954,6	1 419,0	3 373,7
17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	2 908,7	1 799,1	4 707,9	1 798,4	1 304,5	3 102,8
18	Boissons	483,8	767,6	1 251,4	247,0	909,3	1 156,4
19	Tabac et produits du tabac	0,0	18,9	18,9	0,0	0,6	0,6
20	Produits textiles	8 288,2	1 314,1	9 602,2	881,7	159,2	1 040,9
21	Vêtements, produits en tricot et en cuir	24,9	1 277,7	1 302,6	0,1	35,5	35,5
22	Produits du bois	475,2	875,9	1 351,0	425,7	2 473,7	2 899,4
23	Papier et produits connexes	43 208,2	6 647,8	49 856,0	44 293,2	5 488,9	49 782,2
24	Impression et édition	456,1	764,3	1 220,4	744,4	1 430,1	2 174,5
25	Produits du pétrole et du charbon	1 029,0	6 028,2	7 057,2	3 149,9	3 257,0	6 406,9
26	Produits chimiques et pharmaceutiques	39 579,4	17 477,1	57 056,5	11 112,6	5 651,9	16 764,5
27	Produits en caoutchouc et en plastique	8 591,4	4 894,2	13 485,6	2 825,0	2 082,3	4 907,3
28	Produits minéraux non métalliques	721,3	1 225,4	1 946,7	107,4	340,5	447,9
29	Produits métalliques primaires	34 916,3	8 394,1	43 310,5	17 426,4	2 733,3	20 159,6
30	Produits métalliques fabriqués	1 540,6	7 157,4	8 698,0	913,0	1 386,8	2 299,8
31	Machinerie	14 403,1	9 619,8	24 023,0	1 847,9	984,5	2 832,4

		Importations internationales			Importations interprovinciales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
N°	Bien et service	k\$ de 2015					
32	Produits informatiques et électroniques	4 066,7	4 932,4	8 999,1	11,5	164,0	175,5
33	Matériel et composants électriques	963,6	7 963,5	8 927,1	27,9	518,4	546,3
34	Matériel de transport	1 643,5	9 539,3	11 182,9	37,4	1 329,0	1 366,3
35	Meubles et articles d'ameublement	3,1	42,7	45,8	1,4	5,2	6,6
36	Produits manufacturés divers	13 613,2	2 362,6	15 975,8	3 347,3	1 161,9	4 509,2
37	Marge et commissions de commerce de gros	169,5	184,3	353,8	181,7	17 027,3	17 208,9
38	Marge et services de commerce de détail	0,0	0,0	0,0	0,3	1 406,9	1 407,1
39	Transports et entreposage	1 655,6	4 314,8	5 970,4	12 039,9	8 456,6	20 496,5
40	Marge de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	11 218,9	11 218,9
41	Produits publiés et audiovisuels	27,9	954,3	982,2	14,3	363,9	378,1
42	Télécommunications	584,1	619,9	1 204,0	864,5	959,4	1 823,9
43	Services liés à l'information et à la culture	17 487,5	3 630,0	21 117,5	12 153,5	5 477,4	17 630,9
44	Services financiers et assurances	1 307,6	1 334,7	2 642,3	7 086,2	5 137,4	12 223,7
45	Services immobiliers et location	4 666,9	3 735,1	8 401,9	2 474,1	1 588,8	4 062,9
46	Loyers imputés aux propriétaires occupants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
47	Services professionnels et aux entreprises	22 761,9	5 765,2	28 527,1	50 927,6	13 575,1	64 502,7
48	Services d'enseignement	10,8	16,7	27,5	0,2	9,1	9,3
49	Soins de santé et assistance sociale	0,4	10,6	11,0	1,1	47,1	48,1
50	Arts, spectacles et loisirs	4 563,5	891,0	5 454,5	2 841,7	420,6	3 262,3
51	Services d'hébergement et de restauration	0,6	3 206,5	3 207,1	0,6	1 179,1	1 179,8
52	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)	60,3	341,3	401,5	443,3	1 722,2	2 165,5
53	Autres services des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
54	Autres services des administrations publiques	31,5	7,1	38,6	0,0	0,0	0,0
55	Fournitures d'exploitation et de bureau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
56	Déplacement, divertissement, publicité et promotion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
57	Financement privé des services d'institution sans but lucratif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
58	Financement gouvernemental des services du secteur des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des biens et services		234 965,7	140 533,4	375 499,1	186 763,6	109 179,3	295 942,9

Référence : 20170120-1-1-2012C-2015C (2015C)

Tableau C11
Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes québécoises et fédérales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par bien et service

N° Bien et service		Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
		k\$ de 2015					
1	Produits de récolte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	Autres produits agricoles	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
4	Produits et services forestiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	Produits de la pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	Services de soutien à l'agriculture et la foresterie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	Combustibles minéraux	165,6	88,1	253,7	0,5	14,3	14,8
8	Minerais métalliques et concentrés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	Minéraux non métalliques	0,0	3,1	3,1	0,0	0,1	0,1
10	Services de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	Services d'utilité publique	109,1	157,8	267,0	3,0	24,2	27,3
12	Construction résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	Construction non résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	Travaux de génie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	Construction et réparations	0,5	47,7	48,2	0,7	103,3	104,0
16	Produits de la viande, du poisson et laitiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	Boissons	671,8	305,8	977,5	131,3	53,0	184,3
19	Tabac et produits du tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	Produits textiles	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
21	Vêtements, produits en tricot et en cuir	0,0	2,9	2,9	0,0	0,0	0,0
22	Produits du bois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
23	Papier et produits connexes	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
24	Impression et édition	0,1	0,4	0,5	0,3	3,0	3,4
25	Produits du pétrole et du charbon	3 046,5	2 613,5	5 659,9	898,7	808,3	1 707,0
26	Produits chimiques et pharmaceutiques	0,1	6,6	6,7	0,1	0,8	0,9
27	Produits en caoutchouc et en plastique	9,8	6,1	15,9	0,0	0,1	0,1
28	Produits minéraux non métalliques	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0
29	Produits métalliques primaires	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
30	Produits métalliques fabriqués	0,0	1,1	1,1	0,0	0,1	0,1
31	Machinerie	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
32	Produits informatiques et électroniques	0,0	0,3	0,3	0,0	0,4	0,4
33	Matériel et composants électriques	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0

N° Bien et service		Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
		k\$ de 2015					
34	Matériel de transport	0,0	1,3	1,3	0,0	0,5	0,5
35	Meubles et articles d'ameublement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
36	Produits manufacturés divers	0,1	1,3	1,4	0,2	0,6	0,8
37	Marge et commissions de commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
38	Marge et services de commerce de détail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
39	Transports et entreposage	0,3	21,0	21,3	0,9	29,0	29,8
40	Marge de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
41	Produits publiés et audiovisuels	0,0	0,5	0,5	0,1	0,2	0,2
42	Télécommunications	40,0	78,0	118,0	2,4	30,2	32,6
43	Services liés à l'information et la culture	0,1	6,4	6,5	9,8	30,3	40,2
44	Services financiers et assurances	1 994,9	978,2	2 973,1	9,8	184,5	194,3
45	Services immobiliers et location	20,7	63,9	84,6	16,4	93,2	109,5
46	Loyers imputés aux propriétaires occupants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
47	Services professionnels et aux entreprises	6,2	116,8	123,0	8,6	240,6	249,1
48	Services d'enseignement	0,1	1,6	1,6	0,0	1,1	1,2
49	Soins de santé et assistance social	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
50	Arts, spectacles et loisirs	0,7	4,7	5,4	0,3	0,5	0,9
51	Services d'hébergement et de restauration	0,0	4,0	4,0	0,2	8,3	8,6
52	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)	17,0	59,8	76,8	2,8	20,0	22,8
53	Autres services des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
54	Autres services des administrations publiques	0,0	0,2	0,2	0,0	0,3	0,3
55	Fournitures d'exploitation et de bureau	55,2	54,3	109,4	2,5	14,4	17,0
56	Déplacement, divertissement, publicité et promotion	365,6	166,4	532,1	349,3	154,4	503,8
57	Financement privé des services d'institution sans but lucratif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
58	Financement gouvernemental des services du secteur des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des biens et services		6 504,4	4 793,1	11 297,4	1 438,2	1 816,1	3 254,3

Référence : 20170120-1-1-2012C-2015C (2015C)

Tableau C12
Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes québécoises et fédérales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SIM pour l'année 2015, par secteur

N° Secteur		Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
		k\$ de 2015					
1	Cultures agricoles	0,0	15,2	15,2	0,0	10,8	10,8
2	Élevage	0,0	9,3	9,3	0,0	4,4	4,4
3	Foresterie et exploit. forestière	0,0	33,8	33,8	0,0	25,4	25,4
4	Pêche, chasse et piégeage	0,0	2,0	2,0	0,0	2,8	2,8
5	Activités soutien à l'agriculture	0,0	0,4	0,4	0,0	0,5	0,5
6	Activités soutien à la foresterie	0,0	8,5	8,5	0,0	8,0	8,0
7	Extraction de pétrole et de gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	Extraction minerais métalliques	0,0	5,0	5,0	0,0	1,6	1,6
9	Extraction minerais non métalliques	0,0	8,1	8,1	0,0	3,0	3,0
10	Act. sout. extract. min., pétr. et gaz	0,0	0,3	0,3	0,0	0,1	0,1
	Secteurs primaires	0,0	82,5	82,5	0,0	56,8	56,8
11	Prod., transp. et dist. électricité	0,0	75,2	75,2	0,0	1,0	1,0
12	Autres services publics	0,0	6,7	6,7	0,0	0,8	0,8
	Services publics	0,0	81,9	81,9	0,0	1,8	1,8
13	Construction résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	Construction non résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	Travaux de génie, transports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	Travaux génie, pétrole et gaz nat.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	Travaux génie, énergie électrique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	Travaux de génie, communications	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	Autres travaux de génie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	Construction, réparations	11,4	138,2	149,6	1,9	24,4	26,4
21	Autres activités de construction	0,0	13,2	13,2	0,0	1,9	1,9
	Construction	11,4	151,4	162,8	1,9	26,3	28,3
22	Fabrication aliments pour animaux	0,0	1,7	1,7	0,0	0,3	0,3
23	Moutures céréales et graines oléag,	0,0	1,0	1,0	0,0	0,2	0,2
24	Fabrication sucre et confiseries	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
25	Cons. fruits et lég., fab. spéc. alim.	0,0	1,2	1,2	0,0	0,2	0,2
26	Fabrication de produits laitiers	0,0	3,5	3,5	0,0	1,1	1,1
27	Fabrication de produits de viande	0,0	1,4	1,4	0,0	0,2	0,2
28	Prép. et cond. poisson et fruits mer	1,8	0,3	2,1	0,4	0,1	0,5
29	Boulangeries et fabrication tortillas	0,5	1,6	2,1	0,1	0,4	0,5
30	Fabrication d'autres aliments	29,3	1,2	30,5	6,3	0,2	6,5
31	Fabr. boissons gazeuses et glace	0,0	1,6	1,6	0,0	0,5	0,5
32	Fabr. de boissons alcoolisées	0,0	52,8	52,8	0,0	4,9	4,9
33	Fabrication du tabac	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0



N°	Secteur	Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
		k\$ de 2015					
34	Usines textiles et prod. textiles	0,5	4,4	4,9	0,0	0,7	0,7
35	Fabr. vêtements, prod. cuir	0,0	0,6	0,6	0,0	0,2	0,2
36	Scieries et préservation du bois	0,0	15,9	15,9	0,0	3,8	3,8
37	Fabr. placage, contrepl., bois reconst.	0,0	2,8	2,8	0,0	0,3	0,3
38	Fabrication autres produits en bois	0,0	7,3	7,3	0,0	1,6	1,6
39	Usines pâte papier, papier et carton	0,0	153,0	153,0	0,0	8,5	8,5
40	Fabr. produits papier transformé	417,7	19,9	437,6	60,8	2,9	63,7
41	Impression et act. conn. de soutien	14,3	6,7	21,0	3,5	1,7	5,2
42	Fabr. prod. du pétrole et du charbon	0,0	8,1	8,1	0,0	0,7	0,7
43	Fabr. de produits chimiques de base	0,0	6,2	6,2	0,0	0,4	0,4
44	Fabr. rés., caoutc. et fibres artific.	0,0	1,6	1,6	0,0	0,1	0,1
45	Fabr. engrais et autres prod. chim. agric.	0,0	2,2	2,2	0,0	0,6	0,6
46	Fabr. prod. pharmac. et médicaments	38,6	2,8	41,4	10,3	0,7	11,1
47	Fabr. peintures, revêtements, adhésifs	10,3	2,6	12,9	2,9	0,8	3,7
48	Fabr. savons, détachants, prod. toilette	0,0	0,9	0,9	0,0	0,3	0,3
49	Fabrication autres prod. chimiques	0,0	6,0	6,0	0,0	0,9	0,9
50	Fabr. de produits en plastique	12,5	13,5	26,0	1,9	2,0	3,9
51	Fabr. de produits en caoutchouc	0,0	1,4	1,4	0,0	0,2	0,2
52	Fabr. ciment et produits en béton	0,0	13,0	13,0	0,0	3,6	3,6
53	Fabr. aut, prod, min, non métalliq,	0,0	3,9	3,9	0,0	0,8	0,8
54	Sidérurgie	0,0	15,5	15,5	0,0	0,7	0,7
55	Fab. prod. acier à partir acier ach.	30,1	0,7	30,8	4,7	0,1	4,8
56	Prod. et transf. alumine, aluminium	0,0	33,9	33,9	0,0	0,9	0,9
57	Prod. transf. mét. non ferr. sauf alu	0,0	4,0	4,0	0,0	0,3	0,3
58	Fonderies	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0
59	Forgeage et estampage	0,0	1,8	1,8	0,0	0,3	0,3
60	Fabr. tôles fortes et élém. charpent.	0,0	6,5	6,5	0,0	1,4	1,4
61	Fabr. chaud., réserv.et cont. expéd.	0,0	0,9	0,9	0,0	0,2	0,2
62	Fabr. articles de quincaillerie	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
63	Fabr. ressorts et prod. fil métallique	151,6	0,2	151,8	35,7	0,1	35,7
64	Ateliers d'usinage	0,0	4,1	4,1	0,0	0,8	0,8
65	Revêt., gravure, trait. thermique	0,0	3,5	3,5	0,0	0,6	0,6
66	Fabr. d'autres produits métalliques	0,0	1,4	1,4	0,0	0,3	0,3
67	Fabr., mach. agr., const. et extr. min.	0,0	1,0	1,0	0,0	0,2	0,2
68	Fabr. de machines industrielles	0,0	1,3	1,3	0,0	0,2	0,2
69	Fabr. mach. commerce et ind. serv.	0,0	3,7	3,7	0,0	1,4	1,4
70	Fabr. app. chauff., réfrig. commerc.	0,0	0,9	0,9	0,0	0,2	0,2
71	Fabr. machines-outils travail métal	0,0	0,3	0,3	0,0	0,1	0,1



N°	Secteur	Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
		k\$ de 2015					
72	Fabr. moteurs et mat. transm. puiss.	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0
73	Fabr. aut. machines usage général	0,0	2,2	2,2	0,0	0,3	0,3
74	Fabr. mat. inform. et périphérique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
75	Fabr. de matériel de communication	0,0	0,5	0,5	0,0	0,1	0,1
76	Fabr. semi-cond. et aut. comp. électr.	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
77	Autres fab. produits électroniques	0,0	1,5	1,5	0,0	0,4	0,4
78	Fabr. matériel électrique éclairage	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
79	Fabr. appareils ménagers	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
80	Fabr. de matériel électrique	0,0	1,0	1,0	0,0	0,2	0,2
81	Fabr. autres types mat. et comp. élect.	0,0	0,8	0,8	0,0	0,2	0,2
82	Fabr. véhicules automobiles	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0
83	Fabr. carross.et remorq. véh. auto.	0,3	0,5	0,8	0,0	0,0	0,1
84	Fabr. pièces vehicules automobiles	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0
85	Fabr. prod. aérospatiaux et pièces	0,0	9,9	9,9	0,0	3,9	3,9
86	Fabr. matériel ferroviaire roulant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
87	Construct. navires et embarcations	0,0	0,9	0,9	0,0	0,2	0,2
88	Autres fabricat. matériel transport	0,0	1,2	1,2	0,0	0,3	0,3
89	Fabr. meubles maison, inst.	0,0	1,5	1,5	0,0	0,3	0,3
90	Fabr. meubl. bur., incl.art. ameubl.	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
91	Fabr. autres prod. connexes meubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
92	Fabr. fournit. et matériaux médicaux	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
93	Autres activ. diverses de fabrication	128,0	8,8	136,7	23,9	1,6	25,5
	Fabrication	835,6	449,9	1 285,4	150,4	54,6	205,0
94	Commerce de gros	68,9	297,9	366,8	16,9	71,9	88,8
95	Commerce de détail	158,3	197,1	355,4	20,3	25,1	45,4
96	Transport aérien	0,0	50,6	50,6	0,0	27,5	27,5
97	Transport ferroviaire	0,0	106,0	106,0	0,0	17,3	17,3
98	Transport par eau	0,0	35,4	35,4	0,0	5,8	5,8
99	Transport par camion	281,4	1 124,4	1 405,7	55,4	221,2	276,6
100	Serv. urbains transport en commun	1 242,5	8,0	1 250,4	319,8	2,1	321,8
101	Services de taxi et de limousine	0,0	22,7	22,7	0,0	7,4	7,4
102	Autres services transport personnes	0,0	13,0	13,0	0,0	2,4	2,4
103	Transport par pipeline	0,0	1,2	1,2	0,0	0,0	0,0
104	Activités de soutien au transport	0,0	112,8	112,8	0,0	28,5	28,5
105	Services postaux et messagerie	6,5	107,4	113,9	2,6	42,3	44,9
106	Entreposage	1 868,1	12,3	1 880,4	376,5	2,5	379,0
107	Éditeurs de journaux	0,0	2,1	2,1	0,0	0,7	0,7
108	Autres éditeurs	0,0	3,7	3,7	0,0	1,4	1,4
109	Éditeurs de logiciels	0,0	0,7	0,7	0,0	0,3	0,3

N°	Secteur	Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
		k\$ de 2015					
110	Présentation de films et de vidéos	0,0	2,7	2,7	0,0	0,7	0,7
111	Autres industries film et vidéo	958,9	101,4	1 060,3	254,3	26,9	281,2
112	Ind. de l'enregistrement sonore	0,0	5,6	5,6	0,0	1,5	1,5
113	Radio et télé diffusion sf internet	0,0	3,4	3,4	0,0	1,6	1,6
114	Télévision payante et spécialisée	0,0	0,6	0,6	0,0	0,2	0,2
115	Télécommunications	0,0	34,0	34,0	0,0	6,0	6,0
116	Traitement et hébergement données	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
117	Autres services d'information	0,0	1,6	1,6	0,0	0,8	0,8
118	Act. intermédiation fin. par dépôts	0,2	30,8	31,0	2,5	144,1	146,6
119	Sociétés d'assurance	0,0	9,5	9,5	0,0	117,6	117,6
120	Agents et courtiers assur. et act. liées	0,0	14,3	14,3	0,0	34,2	34,2
121	Autres activités financières	0,0	21,2	21,2	0,0	184,4	184,4
122	Bailleurs de biens immobiliers	0,5	162,8	163,3	1,1	296,3	297,4
123	Agents et court. immob. et act. liées	0,0	36,1	36,1	0,0	15,3	15,3
124	Propriétaires-occupants de logement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
125	Loc. et bailleurs biens inc. non fin	1,7	93,2	94,9	0,5	20,5	20,9
126	Autres serv. location et loc. bail	0,0	42,2	42,2	0,0	14,4	14,4
127	Bailleurs biens incorpor. non fin.	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
128	Services juridiques	0,0	7,5	7,5	0,0	2,7	2,7
129	Serv. compt., tenue livres, paye	0,0	9,6	9,6	0,0	3,3	3,3
130	Architecture, génie et serv. conn.	0,0	34,8	34,8	0,0	7,7	7,7
131	Concept. syst. inform. et serv. conn.	0,0	7,7	7,7	0,0	2,5	2,5
132	Serv. cons. gest. scient. et techn.	0,0	7,2	7,2	0,0	2,6	2,6
133	Serv. rech. et dévelop. scient.	0,0	1,0	1,0	0,0	0,6	0,6
134	Publicité et services connexes	0,0	14,1	14,1	0,0	5,1	5,1
135	Autres serv. prof., scientif. et tech.	0,0	9,8	9,8	0,0	5,3	5,3
136	Sociétés de portefeuille	0,0	24,5	24,5	0,0	17,2	17,2
137	Services administratifs de bureau	4,0	14,9	18,9	2,2	7,9	10,1
138	Services emploi	0,0	10,0	10,0	0,0	5,5	5,5
139	Services de soutien aux entreprises	0,0	6,8	6,8	0,0	3,3	3,3
140	Serv. prépar. voyages et réserv.	0,0	7,8	7,8	0,0	1,8	1,8
141	Services d'enquêtes et de sécurité	0,0	4,8	4,8	0,0	1,7	1,7
142	Serv. rel. bâtiments et logements	0,0	103,8	103,8	0,0	43,9	43,9
143	Soutien instal., autres serv. soutien	0,0	18,9	18,9	0,0	10,8	10,8
144	Serv. gestion déchets et assainiss.	175,4	147,2	322,6	35,0	29,4	64,4
145	Établiss. enseign. sauf SBL et gouv.	3,2	17,4	20,6	1,3	6,9	8,2
146	Cabinets de médecins	41,9	17,3	59,2	17,1	7,0	24,1
147	Cabinets de dentistes	0,0	2,1	2,1	0,0	0,9	0,9
148	Serv. divers de soins ambulatoires	1,0	8,9	9,9	0,4	3,7	4,1

N°	Secteur	Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
		k\$ de 2015					
149	Établiss. soins inf. et soins bén. int.	0,0	0,5	0,5	0,0	0,2	0,2
150	Assistance sociale	0,0	2,1	2,1	0,0	0,8	0,8
151	Arts interp., spect. et étab. patr.	0,0	59,8	59,8	0,0	10,8	10,8
152	Jeux de hasard et loteries	0,0	0,1	0,1	0,0	1,2	1,2
153	Autres serv. de divertiss. et loisirs	0,0	20,5	20,5	0,0	3,6	3,6
154	Hébergement des voyageurs	314,5	52,3	366,9	61,2	10,2	71,4
155	Parcs véh., camps, chambres, pensions	0,0	2,9	2,9	0,0	0,9	0,9
156	Serv. restaur. et débits boissons	502,0	212,2	714,2	91,5	38,6	130,1
157	Réparat. et entret. véh. auto.	10,4	75,7	86,1	3,5	25,5	29,0
158	Autres réparations et entretiens	0,0	119,2	119,2	0,0	43,6	43,6
159	Serv. personn. et serv. blanchiss.	0,2	6,4	6,6	0,1	2,1	2,2
160	Fond., grp. cit. et org. prof., sim.	0,0	2,7	2,7	0,0	2,1	2,1
161	Ménages privés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Autres services	5 639,7	3 685,5	9 325,1	1 262,3	1 630,4	2 892,6
162	Enseignement, ISBL	0,0	0,6	0,6	0,0	0,4	0,4
163	Soins ambulatoires, ISBL	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
164	Assistance sociale, ISBL	0,0	0,6	0,6	0,0	0,6	0,6
165	Arts, spectacles et loisirs, ISBL	0,0	1,2	1,2	0,0	2,3	2,3
166	Organismes religieux	0,0	1,7	1,7	0,0	1,4	1,4
167	Autres ISBL au service ménages	16,5	7,4	23,9	22,9	10,3	33,2
168	Établiss. publ. enseign. prim. et sec.	0,0	2,6	2,6	0,0	0,7	0,7
169	Établiss. publ. enseign. collégial	0,0	1,7	1,7	0,0	0,6	0,6
170	Universités	0,0	12,5	12,5	0,0	4,4	4,4
171	Aut, étab, public enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
172	Hôpitaux	0,0	8,5	8,5	0,0	1,4	1,4
173	Établiss. publ. soins bénéf. internes	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
174	Services de défense	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
175	Autres serv. administr. fédérale	1,2	4,5	5,7	0,7	2,5	3,2
176	Autres serv. administr. provinciale	0,0	5,3	5,3	0,0	1,1	1,1
177	Autres serv. administr. locale	0,0	295,1	295,1	0,0	20,3	20,3
178	Autres serv. administr. autochtone	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Secteurs non commerciaux	17,7	342,0	359,6	23,6	46,3	69,9
	Total des secteurs	6 504,4	4 793,1	11 297,4	1 438,2	1 816,1	3 254,3

Référence : 20170120-1-1-2012C-2015C (2015C)



ANNEXE D

RAPPORT STATISTIQUE

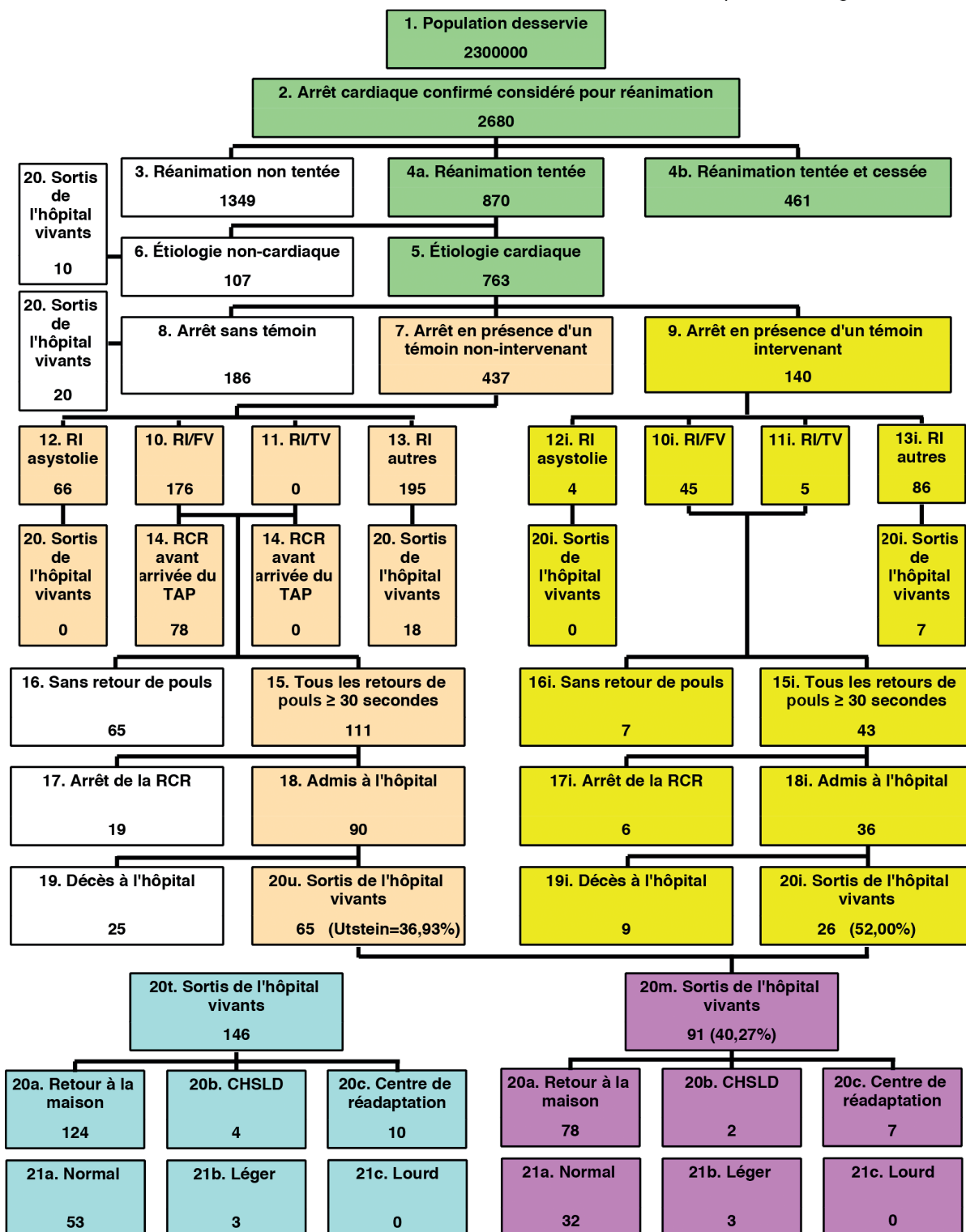
UTSTEIN MODIFIÉ



Rapport statistique : Utstein modifié

Du 2013-04-01 au 2014-03-31

Corporation d'urgences-santé





ANNEXE E

GLOSSAIRE





Autres productions

Constituées de la diminution des stocks, de la vente de biens d'autres secteurs de la demande finale (par exemple, vente des avions usagés, vente des automobiles usagées, vente des déchets de métaux). Comme les autres productions ne font pas partie de la production de l'année courante et qu'elles ne génèrent pas d'effets dans l'économie québécoise, elles sont considérées comme des fuites.

Autres revenus bruts avant impôt

Comprennent le revenu des sociétés et des entreprises (sauf celui des entreprises individuelles), la rémunération du capital (amortissement, épuisement et dépréciation du matériel et des bâtiments), les intérêts divers ainsi que les autres frais (charges patronales, avantages sociaux, etc.). Depuis la version de référence de 1997 du modèle intersectoriel, ils incluent aussi les taxes indirectes sur la production et les subventions à la production. La rémunération du capital des entreprises individuelles est transférée dans le revenu mixte brut depuis la version de référence de 2010.

Demande finale

Demande de biens et services achetés par les secteurs de la demande finale dans le but de les consommer sans les transformer. Dans le modèle intersectoriel, la demande de chaque bien ou service est évaluée au prix à la consommation. Le prix à la consommation, ou le prix d'achat, est le prix effectivement payé par l'acheteur. Il est égal au prix à la production, prix chargé par le producteur à la limite de son établissement, plus les marges (transport, distribution de gaz, pipeline, entreposage, commerce de gros, commerce de détail) et les taxes indirectes sur les biens et services, qui pourraient être payées par le consommateur, mais non perçues par le producteur.

Demande intermédiaire

Demande de biens et services achetés et entièrement utilisés par les secteurs productifs dans leur processus de production. Elle est aussi connue sous le nom d'intrants intermédiaires ou entrées intermédiaires. Lorsque les biens sont achetés pour être utilisés sur une longue période, par exemple la machinerie, ils sont alors classés sous la rubrique de la formation brute de capital fixe, c'est-à-dire comme une demande finale. Comme la demande finale, la demande intermédiaire de chaque bien ou service est aussi évaluée au prix à la consommation.

Dépenses autonomes

Augmentation des dépenses d'un secteur de la demande finale constituant ce qu'il est convenu d'appeler un choc sur l'économie du Québec. Ces dépenses se composent de biens et de services achetés auprès des entreprises, mais elles comportent aussi, souvent, des achats directs de facteurs primaires correspondant à une valeur ajoutée à l'intérieur du secteur même de la demande finale.

Lorsque le choc que l'on veut simuler est défini comme une croissance de l'activité d'un secteur productif, on énonce deux hypothèses : premièrement, on suppose que le





secteur de la demande finale, qui varie ses dépenses autonomes de façon à permettre l'augmentation d'activité simulée, est le secteur des exportations (les biens et services exportés sont tous produits localement) ; deuxièmement, on présume que les biens et services exportés sont exempts de marges et de taxes indirectes. Ces hypothèses sont nécessaires parce que le modèle intersectoriel ne mesure que les dépenses initiales autonomes et que l'augmentation de la demande est entièrement transmise au secteur productif visé.

Effets directs

Dans le cas d'un choc sur un secteur de la demande finale, les effets directs sont ceux qui peuvent être observés sous forme d'accroissement de la valeur ajoutée, d'autres productions, des taxes indirectes, des subventions ainsi que des importations. Les effets directs comprennent aussi les effets sur les impôts sur les salaires et la parafiscalité découlant des variations d'activité notées dans le secteur en question.

Les effets directs sont calculés sur deux plans : le premier fait référence aux effets internes de la demande finale et le second, aux effets sur les « premiers fournisseurs ». Les effets internes de la demande finale sont enregistrés lorsqu'une partie du choc dans les dépenses provoque directement une demande de facteurs de production, comme la main-d'œuvre ou le capital. Quant aux effets sur les « premiers fournisseurs », ils correspondent à l'activité des secteurs productifs qui satisfont directement le secteur de la demande finale.

Notons qu'une simulation dans un secteur de la demande finale n'utilisant pas de facteurs primaires montrerait des effets internes nuls, tous les effets directs apparaissant chez les « premiers fournisseurs ».

Lorsque le choc porte sur l'activité même du secteur productif, les effets directs sont exclusivement ceux que l'on peut calculer dans ce secteur et qui portent sur des éléments de sa valeur ajoutée, y compris le calcul des impôts et des recettes de parafiscalité qui en découlent.

Effets directs internes de la demande finale

Effets provenant d'une demande directe de facteurs de production, comme la main-d'œuvre ou le capital, de la part d'un secteur de la demande finale.

Effets indirects

Dans le cas d'un choc simulé à partir de la demande finale, les effets indirects correspondent à ceux que l'on observe chez les fournisseurs qui viennent après les « premiers fournisseurs ».

Les effets indirects obtenus lors d'une simulation d'une hausse de dépenses dans un secteur productif sont ceux qui ont été enregistrés chez les fournisseurs du secteur simulé et les fournisseurs subséquents.





Effets sur les premiers fournisseurs

Effets qui correspondent à l'activité des secteurs productifs fournissant directement en biens et services le secteur de la demande finale ou un autre secteur productif simulé.

Effets totaux

Somme des effets directs et indirects.

Facteurs primaires

Intrants qui ne sont pas considérés comme des sorties courantes des secteurs productifs. Ils sont aussi connus sous le nom d'entrées primaires ou encore de facteurs de production. Dans le modèle intersectoriel, ils comprennent les salaires et traitements avant impôt, les revenus mixtes bruts, les autres revenus bruts avant impôt, les taxes indirectes sur les biens et services et les subventions sur les biens et services. Ce sont des éléments de la valeur ajoutée aux prix du marché.

Fiscalité et parafiscalité

Montants calculés par tranche de salaire. L'impôt sur les salaires et traitements est calculé en utilisant les tables d'impôt du Québec et du Canada, tout en suivant le cheminement des deux déclarations de revenus applicables au Québec. Ainsi, le revenu imposable (revenu d'emploi moins les déductions) sert à déterminer l'impôt à payer, duquel on soustrait les crédits d'impôt non remboursables et auquel on additionne les surtaxes afin d'obtenir le montant effectif d'impôt. Pour chacun des secteurs, il existe deux coefficients de fiscalité : un pour le Québec et un pour le fédéral.

La parafiscalité québécoise, présentée dans les résultats du modèle, comprend les cotisations versées à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), au Fonds des services de santé (FSS), au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et au Régime de rentes du Québec (RRQ). L'employeur est le seul à verser des cotisations à la CNESST dont le taux, fixé annuellement par cet organisme, varie selon le secteur, car il est déterminé en fonction du risque d'accident dans le milieu de travail. Le Fonds des services de santé (FSS) est alimenté par une prime versée par l'employeur et qui correspond à un pourcentage fixe de la masse salariale du secteur considéré. Depuis 1978, les montants versés par les employés au FSS sont intégrés aux montants versés par les employés en impôt sur les salaires. L'employeur et l'employé contribuent à parts égales au RRQ et la contribution de l'employeur est déterminée par celle de l'employé. La parafiscalité fédérale comprend essentiellement les contributions de l'employeur et de l'employé au régime d'assurance-emploi. L'employé verse un certain pourcentage de son salaire avant impôt jusqu'à un montant maximal. La contribution de l'employeur représente 1,4 fois le montant versé par l'employé.

Fuites

Secteurs qui fournissent des biens et services ou reçoivent une partie de la demande de biens et services sans générer eux-mêmes une demande additionnelle de biens et services auprès des secteurs productifs de l'économie du Québec. Les fuites comprennent





le secteur extérieur (les importations de biens et services), le secteur des autres productions ainsi que les taxes indirectes sur les biens et services.

Importations de biens et de services

Représentent la contribution du secteur extérieur (international et interprovincial) pour approvisionner les secteurs de l'économie québécoise en biens et services. Le montant des importations comptabilise les importations concurrentielles et non concurrentielles, et les estimations sont au prix à la production, tout comme dans le cas des ventes des secteurs productifs. Les importations non concurrentielles englobent tous les biens qui ne peuvent être produits au Québec pour des raisons climatiques, géologiques ou autres. Les importations sont considérées comme des fuites parce qu'elles ne génèrent pas d'effet dans l'économie québécoise. La valeur des importations internationales inclut les droits de douane.

Main-d'œuvre

Représente la charge de travail utilisée par les différents secteurs de l'économie du Québec. L'unité de mesure utilisée dans le modèle pour la main-d'œuvre est l'année-personne, définie par le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné. Cette unité de mesure constitue une normalisation du travail annuel d'une personne, de telle sorte que les résultats peuvent être très différents de ceux que l'on obtient en se référant au nombre de personnes employées. La différence entre ces deux unités de mesure réside dans la prise en compte du nombre de travailleurs qui font des heures supplémentaires, qui ont un horaire à temps partiel ou dont le travail est saisonnier.

Les données sur la main-d'œuvre correspondent à la charge de travail plutôt qu'à la comptabilisation des emplois. Ainsi, 100 travailleurs faisant chacun 10 % d'heures supplémentaires totalisent 110 années-personnes, soit une augmentation de 10 % de la main-d'œuvre, alors que le nombre de personnes employées est inchangé. De même, deux emplois à mi-temps correspondent à une année-personne.

La main-d'œuvre comprend, d'une part, les employés salariés des différents secteurs de l'économie et, d'autre part, les entrepreneurs ayant des entreprises individuelles, comme les fermiers et les propriétaires d'exploitation agricole ou les personnes exerçant à titre indépendant des professions libérales.

Processus de propagation de la demande

Une fois le choc spécifié sur un secteur de la demande finale ou sur un secteur productif, le modèle évalue l'incidence économique en fonction des rondes successives de revenus et de dépenses du processus appelé propagation de la demande en biens et services.

Le principe à la base du fonctionnement du modèle est que toute dépense d'un agent économique constitue un revenu pour un autre agent (ou une autre entité à l'intérieur d'un même groupe d'agents) qui, à son tour, fait des dépenses. Ainsi, toute augmenta-





tion des dépenses en biens et services se manifeste par un accroissement équivalent des recettes, soit des gouvernements du Québec et du Canada (taxes indirectes), soit du secteur des non-résidents (importations), soit du groupe « Autres productions », ainsi que par une hausse des niveaux de production des secteurs productifs qui amènent, à leur tour, un accroissement équivalent de leurs dépenses intermédiaires en biens et services et de leur valeur ajoutée.

Revenu mixte brut

Désigne le revenu des propriétaires des entreprises non incorporées en société (entreprises individuelles). Le terme mixte réfère au fait que le revenu comprend à la fois la rémunération pour le travail effectué par le propriétaire et le revenu du propriétaire à titre d'entrepreneur. Il est l'équivalent du « revenu net des entreprises individuelles » utilisé dans le modèle intersectoriel du Québec. Depuis les tableaux entrées-sorties de l'année 2010 de Statistique Canada, ce revenu inclut les provisions pour consommation du capital des entreprises individuelles (construction, machines et équipement, logiciel) qui étaient dans les autres revenus bruts, d'où l'ajout du mot « brut ».

Revenu net des entreprises individuelles

Représente les gains des propriétaires individuels au titre de leur propre entreprise. Comprend également le revenu net des membres indépendants de professions libérales, tels les médecins, les dentistes, les avocats, les ingénieurs, ainsi que le revenu net de loyer des particuliers. Il est remplacé par le revenu mixte brut dans la version de 2010 du modèle intersectoriel du Québec.

Salaires et traitements avant impôt

Correspondent à la rémunération brute des salariés. Les estimations sont établies avant toute déduction (impôt, assurance-emploi, etc.).

Secteurs productifs

Secteurs qui contribuent à satisfaire la demande en biens et services des autres secteurs. Les secteurs productifs sont divisés en trois groupes : les secteurs commerciaux, les secteurs non commerciaux et les secteurs fictifs.

Le premier groupe est l'ensemble des établissements qui offrent leur production sur le marché à un prix économiquement significatif. Il est aussi connu sous le nom de secteur des entreprises. Depuis l'année de référence 1997, ces secteurs sont triés selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Les secteurs non commerciaux, auparavant classés dans le groupe des secteurs de la demande finale, sont maintenant inclus dans le groupe des secteurs productifs. Ils offrent la plus grande partie de leurs biens et services gratuitement ou à très bas prix. Ce sont les institutions à but non lucratif au service des ménages (organismes religieux, établissements d'enseignement privés) et les administrations publiques (hôpitaux, écoles publiques primaires et secondaires, services de défense, etc.).





Les secteurs fictifs sont au nombre de sept : fournitures d'exploitation, fournitures de bureau, fournitures de cafétéria, fournitures de laboratoire, voyages et divertissements, publicité et promotion et marges de transport. Chaque secteur fictif produit un seul bien fictif correspondant. Ces secteurs et biens fictifs permettent d'enregistrer les dépenses des groupes de biens et services des secteurs productifs dont on ne connaît pas la composition exacte des dépenses pour chaque secteur productif.

Secteurs de la demande finale

Secteurs dont l'activité n'est pas déterminée par les demandes des autres secteurs. Ils sont exogènes au circuit de production. Il s'agit des dépenses des ménages sous forme de dépenses personnelles en biens et services de consommation, des dépenses des différents paliers de gouvernement, du secteur de l'éducation, des hôpitaux, des secteurs de la formation brute de capital fixe (machinerie et équipement, construction, etc.), de la variation des stocks sous forme d'augmentation des stocks et d'exportations internationales et interprovinciales de biens et services.

Subventions

Paielements unilatéraux entre deux secteurs, sans la contrepartie d'un échange en biens et services. Elles comprennent principalement des paiements versés par les administrations québécoise et fédérale aux entreprises sur la base de leur production, ou les valeurs ou quantités de biens et services qu'elles produisent ou importent. Elles sont de deux types : subventions sur les produits et subventions à la production. Les subventions sur les produits sont payables par unité de bien ou de service. Le deuxième type est constitué des subventions relatives aux facteurs de production, par exemple les subventions allouées à la création d'emplois et à la formation. Ces subventions font partie des autres revenus bruts avant impôt avec l'introduction de la version 1997 des tableaux entrées-sorties.

Taxes indirectes

Constituent des paiements versés aux administrations fédérale et québécoise à la suite de l'achat en biens et services et de l'utilisation des facteurs primaires des secteurs. Les taxes indirectes sur les biens et services sont composées de la taxe de vente québécoise (TVQ), de la taxe de vente fédérale (TPS), ainsi que de taxes particulières comprenant les taxes et droits d'accise fédéraux et les taxes spécifiques québécoises qui s'appliquent notamment aux carburants, aux boissons alcoolisées et aux produits du tabac. Les taxes de vente des secteurs productifs correspondent aux sommes qu'ils perçoivent sur leur vente de biens et services moins les remboursements de taxes sur leur achat d'entrées intermédiaires. Dans le modèle intersectoriel, les taxes indirectes sont considérées comme des fuites, car leur montant n'est pas réinjecté dans l'économie québécoise.

Les taxes sur la production sont les taxes sur les facteurs de production que les entreprises utilisent dans le cadre de leur production : terrains, actifs fixes ou main-d'œuvre. Ce sont les impôts fonciers, les taxes sur la masse salariale, la taxe sur le capital, la taxe professionnelle, etc. Ces taxes sont incluses dans les autres revenus bruts avant impôt depuis la version 1997 des tableaux entrées-sorties.



Valeur ajoutée au coût des facteurs

Représente une mesure de la valeur de la production intérieure brute de l'économie québécoise. Dans le modèle intersectoriel de l'ISQ, la valeur ajoutée au coût des facteurs est obtenue par la somme des rémunérations des facteurs de production, soit les salaires et traitements avant impôt, le revenu net des entreprises individuelles et les autres revenus bruts avant impôt. Cette notion correspond à celle de produit intérieur brut au coût des facteurs qui apparaît dans le système de comptabilité économique du Québec avant l'année de référence 1997. Depuis l'année de référence 1997, la notion de la valeur ajoutée au coût des facteurs est remplacée par celle de la valeur ajoutée aux prix de base.

Valeur ajoutée aux prix de base

Somme des rémunérations des facteurs de production, soit les salaires et traitements avant impôt, le revenu net des entreprises individuelles et les autres revenus bruts avant impôt dans le modèle intersectoriel. Les taxes sur la production et les subventions à la production sont incluses dans les autres revenus bruts. Avant l'année de référence 1997, elle est obtenue en faisant la somme de la valeur ajoutée au coût des facteurs et des taxes indirectes sur la production, moins les subventions à la production. Depuis l'année de référence de 2010, le revenu mixte brut remplace le revenu net des entreprises individuelles dans la somme.

Valeur ajoutée aux prix du marché

Depuis l'année de référence 1997, elle est égale à la somme de la valeur ajoutée aux prix de base et des taxes indirectes sur les biens et services, moins les subventions sur les biens et services. Avant l'année de référence 1997, la valeur ajoutée aux prix du marché est la somme de la valeur ajoutée au coût des facteurs et des taxes indirectes moins les subventions.

Variation des stocks

Correspond à une augmentation ou à une diminution d'inventaire en biens des entreprises. Dans le modèle intersectoriel, on fait une distinction entre une augmentation des stocks et une diminution des stocks. La première est considérée comme une demande finale. La deuxième est une composante de l'offre des biens, mais elle est considérée comme une fuite, parce qu'elle ne provient pas d'une production de l'année courante des secteurs productifs et ne génère pas de demande supplémentaire de biens et services auprès des secteurs productifs.





ANNEXE F

DONNÉES INCORPORÉES AU MODÈLE



**Tableau F1**
Données incorporées au modèle*Préservations en chiffre d'affaires (\$) ajustées selon la couverture effective*

Description code MISQ	Code MISQ	Taux de préservation ajusté	k\$
Hébergement des voyageurs	W154	92%	575
Services administratifs de bureau	W137	92%	3 680
Services de soins personnels et autres services personnels	Z58	75%	75
Fabrication de produits en papier transformé	W40	92%	3 680
Services de restauration et de débits de boissons	W156	75%	1 500
Transport par camion	W99	92%	544
Impression et activités connexes de soutien	W41	25%	150
Services postaux, messageries et services de messagers	W105	92%	460
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	327
Fabrication de produits en plastique	W50	75%	4 079
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	782
Fabrication de produits en plastique	W50	92%	8 280
Location et location à bail de matériel automobile	W125	60%	72
Établissements publics de soins pour bénéficiaires internes	W173	0%	-
Services de restauration et de débits de boissons	W156	0%	-
Impression et activités connexes de soutien	W41	92%	23 000
Services divers de soins ambulatoires	W148	75%	56
Autres activités diverses de fabrication	W93	92%	4 600
Fabrication de carrosseries et de remorques de véhicules automobiles	W83	75%	300
Services administratifs de bureau	W137	92%	55
Fabrication de peintures, de revêtements et d'adhésifs	W47	75%	1 917
Commerce de gros	W94	92%	1 840
Fabrication de produits pharmaceutiques et de médicaments	W46	75%	57 750
Fabrication de chaudières, de réservoirs et de contenants d'expédition	W61	25%	25
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	276
Établissements publics d'enseignement primaire et secondaire	W168	0%	-
Commerce de détail	W95	92%	7 728
Autres services d'administration locale	W177	0%	-
Commerce de détail	W95	92%	7 360
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	368
Production, transport et distribution d'électricité	W11	0%	-
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	294
Établissements publics d'enseignement primaire et secondaire	W168	0%	-
Établissements publics d'enseignement primaire et secondaire	W168	0%	-
Autres activités diverses de fabrication	W93	92%	926
Autres activités diverses de fabrication	W93	92%	46 000
Commerce de détail	W95	0%	-



Description code MISQ	Code MISQ	Taux de préservation ajusté	k\$
Fabrication de produits d'acier à partir d'acier acheté	W55	92%	43 240
Services de gestion des déchets et d'assainissement	W144	92%	6 440
Établissements publics d'enseignement primaire et secondaire	W168	0%	-
Fabrication de peintures, de revêtements et d'adhésifs	W47	60%	13 200
Fabrication de produits en papier transformé	W40	92%	82 800
Commerce de détail	W95	75%	450
Commerce de détail	W95	0%	-
Commerce de détail	W95	92%	230
Fabrication de produits d'acier à partir d'acier acheté	W55	92%	322
Cabinets de médecins	W146	92%	4 140
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	782
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	662
Bailleurs de biens immobiliers	W122	92%	138
Établissements d'enseignement et de formation et services de soutien à l'enseignement, à but lucratif	W145	92%	184
Construction, réparations	W20	92%	3 174
Construction, réparations	W20	25%	57
Entreposage	W106	92%	216
Commerce de détail	W95	92%	552
Autres établissements publics d'enseignement	W171	0%	-
Radiodiffusion et télédiffusion (sauf par internet)	W113	0%	-
Autres activités diverses de fabrication	W93	92%	92
Services de restauration et de débits de boissons	W156	0%	-
Organismes religieux	W166	0%	-
Établissements publics d'enseignement primaire et secondaire	W168	0%	-
Réparation et entretien de véhicules automobiles	W157	75%	731
Commerce de détail	W95	92%	3 680
Hébergement des voyageurs	W154	92%	14 720
Commerce de détail	W95	92%	1 196
Autres activités diverses de fabrication	W93	75%	37 729
Activités d'intermédiation financière par le biais de dépôts	W118	92%	368
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	644
Commerce de détail	W95	75%	131
Fabrication de ressorts et de produits en fil métallique	W63	92%	46 000
Commerce de détail	W95	92%	340
Autres services publics	W12	0%	-
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	230
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	225
Autres services d'administration locale	W177	0%	-
Autres services d'administration fédérale	W175	92%	1 656

Description code MISQ	Code MISQ	Taux de préservation ajusté	k\$
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	332
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	345
Réparation et entretien de véhicules automobiles	W157	92%	454
Établissements publics d'enseignement primaire et secondaire	W168	0%	-
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	W28	60%	1 920
Commerce de détail	W95	60%	47
Fabrication de produits en papier transformé	W40	92%	46 000
Organismes religieux	W166	0%	-
Réparation et entretien de véhicules automobiles	W157	0%	-
Autres institutions sans but lucratif au service des ménages	W167	92%	2 300
Autres institutions sans but lucratif au service des ménages	W167	0%	-
Arts, spectacles et loisirs, sans but lucratif	W165	0%	-
Hébergement des voyageurs	W154	92%	10 120
Commerce de détail	W95	92%	184
Présentation de films et de vidéos	W110	0%	-
Autres services d'administration provinciale	W176	0%	-
Commerce de détail	W95	75%	113
Sociétés de portefeuille	W136	0%	-
Commerce de détail	W95	0%	-
Commerce de détail	W95	0%	-
Commerce de détail	W95	92%	11
Services urbains de transport en commun	W100	75%	52 500
Autres industries du film et du vidéo	W111	92%	286 131
Commerce de gros	W94	0%	-
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	5 520
Services personnels et services de blanchissage	W159	0%	-
Fabrication de produits en papier transformé	W40	75%	9 000
Commerce de détail	W95	0%	-
Commerce de gros	W94	0%	-
Transport par camion	W99	75%	6 000
Construction résidentielle	W13	0%	-
Organismes religieux	W166	0%	-
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	124
Commerce de gros	W94	0%	-
Fabrication de machines industrielles	W68	0%	-
Fabrication de machines industrielles	W68	0%	-
Usines de textiles et de produits textiles	W34	92%	437
Impression et activités connexes de soutien	W41	0%	-
Services administratifs de bureau	W137	0%	-
Fabrication d'autres produits chimiques	W49	0%	-

Description code MISQ	Code MISQ	Taux de préservation ajusté	k\$
Commerce de détail	W95	75%	975
Commerce de détail	W95	92%	644
Autres activités diverses de fabrication	W93	60%	9 000
Entreposage	W106	92%	828 000
Boulangeries et fabrication de tortillas	W29	92%	437
Etablissements d'enseignement sans but lucratif	W162	0%	-
Commerce de gros	W94	92%	3 680
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	920
Autres institutions sans but lucratif au service des ménages	W167	75%	378
Fabrication de produits en papier transformé	W40	92%	82 800
Hôpitaux	W172	0%	-
Services de restauration et de débits de boissons	W156	0%	-
Services personnels et services de blanchissage	W159	0%	-
Commerce de détail	W95	0%	-
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	1 840
Fabrication de produits en papier transformé	W40	92%	82 800
Construction non résidentielle	W14	0%	-
Fabrication de ressorts et de produits en fil métallique	W63	92%	69 000
Services de restauration et de débits de boissons	W156	0%	-
Services de restauration et de débits de boissons	W156	75%	54
Services de restauration et de débits de boissons	W156	75%	49
Commerce de gros	W94	92%	5 520
Bureaux d'agents et de courtiers immobiliers et activités liées à l'immobilier	W123	0%	-
Commerce de gros	W94	92%	46
Organismes professionnels et similaires	W160	0%	-
Fabrication de produits en papier transformé	W40	92%	82 800
Autres services professionnels, scientifiques et techniques	W135	0%	-
Fabrication de carrosseries et de remorques de véhicules automobiles	W83	0%	-
Fabrication d'autres aliments	W30	92%	36 800
Commerce de détail	W95	0%	-
Sociétés de portefeuille	W136	0%	-
Services de restauration et de débits de boissons	W156	75%	510
Commerce de détail	W95	92%	506
Fabrication de carrosseries et de remorques de véhicules automobiles	W83	0%	-
Établissements publics d'enseignement primaire et secondaire	W168	0%	-
Sociétés de portefeuille	W136	0%	-
Services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques	W132	0%	-
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	460
Services de gestion des déchets et d'assainissement	W144	60%	2 400
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	529

Description code MISQ	Code MISQ	Taux de préservation ajusté	k\$
Autres services d'administration fédérale	W175	0%	-
Activités d'intermédiation financière par le biais de dépôts	W118	0%	-
Établissements publics d'enseignement primaire et secondaire	W168	0%	-
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	75
Établissements publics de soins pour bénéficiaires internes	W173	0%	-
Organismes religieux	W166	0%	-
Hébergement des voyageurs	W154	92%	4 600
Services de restauration et de débits de boissons	W156	75%	375
Établissements publics de soins pour bénéficiaires internes	W173	0%	-
Universités	W170	0%	-
Services de gestion des déchets et d'assainissement	W144	0%	-
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	1 840
Services de restauration et de débits de boissons	W156	0%	-
Commerce de gros	W94	0%	-
Fabrication de produits en papier transformé	W40	92%	82 800
Autres services d'administration locale	W177	0%	-
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	2 530
Hébergement des voyageurs	W154	92%	3 220
Total de dépenses			2 168 154

Source : François Delorme Consultation, Institut de la statistique du Québec, Modèle intersectoriel du Québec, Nomenclature 2012





